

TRIBUNE INTERNATIONALE

N° 9 - novembre 1982

LA VÉRITÉ

Prix : 10 francs

Pologne

Après le 8 octobre (p. 2, 3, 4, 5).

Amérique centrale

Agression et manœuvres impérialistes (p. 6).

Brésil :

Le combat pour l'indépendance de classe (p. 7, 8, 9).

Espagne :

L'enjeu des élections (p. 10).

Angleterre :

Le congrès du Labour Party (p. 11).

Afrique :

Après la Conférence de Kinshasa (p. 12).

Liban :

La « pacification » de Beyrouth (p. 13).

Tribune libre :

La position de l'organisation « Peykar » d'Iran (p. 13).

Economie :

Les nuées s'amoncellent sur l'Allemagne (p. 14-15).

Théorie :

La révolution permanente (p. 16).

Idées :

Les caves du Vatican (p. 17).

Vie des sections

(p. 18)

Débat :

La LCR à la croisée des chemins (p. 19).

Histoire :

La révolution hongroise (p. 20).

Jaruzelski « délégalise » Solidarité

Tout un peuple se dresse



Le 13 octobre, devant les chantiers navals de Gdansk en grève.

« Solidarité vit et vivra parce que vit et vivra la révolution politique que la classe ouvrière de Pologne, entraînant le peuple opprimé, a engagée en août 1980 pour ses droits, les libertés, la constitution de ses organisations contre la bureaucratie qui pille et liquide la propriété sociale, opprime, exploite et affame le peuple, et dont la seule « légitimité », la seule « légalité » sont celles que lui confère le Kremlin. » (Extrait de la déclaration du Secrétariat international de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » (lire pages 2 et 3)

Pour la défense de la révolution centro-américaine

(Appel du Parti des travailleurs du Brésil)

Nous venons de recevoir cet appel du Parti des travailleurs du Brésil. Les sections de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », dont la conférence mondiale avait appelé à une campagne pour la défense de la révolution centro-

américaine, comprendront toute l'importance de cette initiative du Parti des travailleurs au moment où l'affrontement entre révolution et contre-révolution s'intensifie dans toute l'Amérique centrale.

« Les travailleurs et les peuples du monde entier suivent avec attention les événements qui se développent en Amérique centrale.

Au Nicaragua, il y a plus de deux ans, la révolution a expulsé les tyrans du pouvoir et a ouvert la voie pour que le peuple puisse imposer sa volonté. Stimulés par cette victoire, les peuples de la région, en particulier ceux du Salvador et du Guatemala, ont approfondi leur mobilisation révolutionnaire pour en finir avec les dictatures assassines de leurs propres pays.

Depuis-lors, l'impérialisme nord-américain dirigé par Reagan, cet ennemi des travailleurs du monde entier, est en train de préparer une intervention militaire directe et massive contre la révolution en Amérique centrale. C'est lui qui est derrière les provocations et les incursions militaires de bandes somozistes au Nicaragua. C'est lui qui arme et oriente les militaires assassins de leurs propres peuples au Salvador, au Guatemala et au Honduras.

Le PT, qui dans sa plate-forme nationale se déclare « solidaire avec tous les peuples qui luttent pour leur libération » et qui « appuie la lutte des travailleurs du monde entier » parce qu'il « a la compréhension que la libération de notre peuple dépend aussi de la lutte internationale des travailleurs », le PT ne pourrait manquer de prendre une position claire sur cette question, au moment où se multiplient les menaces contre nos camarades d'Amérique centrale.

Le Parti des travailleurs s'adresse à toutes les organisations et partis ouvriers, démocratiques et anti-impérialistes du Brésil et du monde entier, avec un appel vibrant en défense du Nicaragua et de la révolution centro-américaine. Nous sommes certains que les camarades sauront transformer cet appel en des manifestations concrètes selon les possibilités de chacun. »

6 et 7 septembre 1982,
Secrétariat des relations internationales du PT.

DECLARATION DU SECRETARIAT DE « IV^e INTERNATIONALE (CENTRE INTERNATIONAL DE RECONSTRUCTION) »

« La révolution politique en Pologne ébranle le monde »

COMME en décembre 1970 et en janvier 1971, comme en août 1980, les travailleurs des chantiers navals et des ports de la Baltique, cœur et avant-garde du prolétariat et du peuple polonais, se sont dressés pour défendre leurs droits, défendre leur liberté et combattre la dictature de la poignée de bureaucrates, instrument de la bureaucratie du Kremlin spoliatrice, parasitaire et contre-révolutionnaire qui opprime le peuple polonais.

Le vendredi 8 octobre, sur injonction du gouvernement de la milice et des Zomos — le gouvernement Jaruzelski — et ses maîtres du Kremlin, la Diète, le prétendu Parlement, a voté une prétendue « loi syndicale » qui « délégalise » l'organisation des ouvriers, des paysans, des étudiants, de tout le peuple polonais : *Solidarność*.

Tout un peuple se dresse à nouveau

Dès le lundi 11, les ouvriers des chantiers navals Lénine de Gdansk ont décrété la grève totale. A Szczecin, à Gdynia, sur tout le littoral de la Baltique, dans tous les centres qui ont été à l'avant-garde des mouvements révolutionnaires de 1970-1971, du déferlement de la grève générale d'août 1980, c'était la grève. Les ouvriers se sont mobilisés au premier rang de la riposte contre l'infâme décision de Jaruzelski et de ses maîtres. Le gouvernement du POUP, de la milice, des Zomos, a tenté de boucler toute la région, d'interdire les communications avec le reste de la Pologne. Mais il n'a pas pu isoler les ouvriers des chantiers navals et des ports de la Baltique. Tout un peuple s'est à nouveau dressé et a confirmé que *Solidarność* vit et vivra.

Le mardi 12 octobre, un comité de grève des chantiers navals Lénine s'est constitué. Il a appelé à la grève générale de toute la région où des millions de travailleurs sont membres de *Solidarność*. Le lundi et le mardi, de durs affrontements ont opposé les ouvriers aux Zomos, aux unités spécialisées de la répression. Une fois encore, le sang ouvrier a coulé. Mardi, Jaruzelski a pris la mesure extrême de la militarisation des chantiers navals Lénine. Désormais, les ouvriers qui y travaillent sont assimilés à des soldats. Ils sont passibles de la peine de mort pour insubordination.

Le mercredi 13 octobre, à la suite de l'appel du comité de grève de Gdansk et de la décision de « militarisation », des manifestations ont éclaté dans de nombreuses villes de Pologne, à Nowa Huta (Cracovie), Wrocław, Poznan. La milice, les Zomos ont répliqué par les gaz lacrymogènes, les matraques, l'utilisation des engins militaires. Il y a des centaines de blessés, il a des morts.

Mais ce que dix mois de dictature militaire ouverte, de guerre de la milice et des Zomos contre la classe ouvrière, contre le peuple polonais, n'ont pas pu faire, cette nouvelle répression ne peut le faire. *Solidarność* n'a pas été brisée, ni aucun de ses dirigeants contraint à la capitulation. *Solidarność* n'est pas dissoute. *Solidarność* a la légitimité, la légalité que lui donnent la classe ouvrière, le peuple polonais qui combattent sous son sigle. Une nouvelle fois, par son



Varsovie, le 31 août 1982.

combat, le peuple vient d'exprimer qui, en Pologne, est illégitime, qui est illégal aux yeux du peuple : la bureaucratie, la milice, les Zomos, leur gouvernement, le gouvernement Jaruzelski.

Solidarność vit et vivra !

Solidarność vit et vivra parce que vit et vivra la révolution politique que la classe ouvrière de Pologne, entraînant le peuple opprimé, a engagée en août 1980 pour ses droits, les libertés, la constitution de ses organisations contre la bureaucratie qui pille et liquide la propriété sociale, opprime, exploite et affame le peuple, et dont la seule « légitimité », la seule « légalité » sont celles que lui confère le Kremlin.

Seule en effet la révolution politique qui, sous l'impulsion de la classe ouvrière, dresse tout un peuple pour balayer la bureaucratie parasitaire et instaurer le véritable pouvoir des ouvriers, des paysans, du peuple, a les ressources de poursuivre avec cette puissance et cette continuité le combat, de faire surgir à chaque moment de nouveaux dirigeants, d'organiser sous l'égide de *Solidarność* ses comités de coordination.

Ainsi, dix mois après la proclamation de l'« état de guerre », la bureaucratie contre-révolutionnaire n'a pu gagner la guerre qu'elle a engagée contre le peuple travailleur de Pologne et contre les syndicats *Solidarność* regroupant plus de dix millions d'ouvriers, de paysans, d'étudiants.

Comme le dit la déclaration de la commission provisoire nationale de *Solidarność* (TKK) du 9 octobre, au lendemain de la « délégalisation » de *Solidarność* :

« Par cet acte (la dissolution de tous les syndicats en Pologne), le

WRON (Conseil militaire de salut national) a reconnu qu'il avait subi une défaite. Le WRON n'a pas réussi à faire éclater le mouvement syndical, et ses tentatives visant à corrompre les dirigeants syndicaux ayant une certaine notoriété ont été infructueuses. Pendant dix mois d'état de siège, les travailleurs ont démontré solidairement leur opposition au régime du général-matrasque.

La Diète (le Parlement), nommée d'office, celle-là même qui a passé outre à la création du WRON, organisme qui est en contradiction avec la Constitution de la Pologne populaire et qui a entériné le décret illégal du Conseil d'Etat instituant l'état de siège, a osé, contre la volonté de ses électeurs, dissoudre les syndicats qui regroupent 90 % des citoyens majeurs de la Pologne. Elle s'est ainsi privée elle-même de son mandat social.

Le syndicat indépendant et autogéré *Solidarność* ne peut être dissous que par la volonté de ses membres. Notre organisation existe et poursuivra ses activités pour créer une république autogouvernée. »

Le 13 décembre, la proclamation de l'état de guerre s'est traduite par l'arrestation de nombreux dirigeants de *Solidarność* et de milliers de militants. Toutes les activités syndicales ont été interdites. A la grève, le pouvoir de la bureaucratie a répondu par le recours à la violence de ses forces de répression.

Après le 13 décembre, en Pologne et ailleurs, il a été affirmé que le coup de force de Jaruzelski marquait la fin du puissant mouvement surgi de la grève générale d'août 1980, la disparition de fait de *Solidarność* sous les coups de la répression.

Mais la réalité qui s'est imposée après le 13 décembre, ce fut la force de la résistance ouvrière. Elle s'est imposée les 1^{er}, 2 et 3 mai, puis en juillet, puis le 31 août et dans les semaines qui ont suivi.

La résistance révolutionnaire des masses polonaises lançait ses offensives contre le pouvoir corrompu, isolé, de la bureaucratie. *Solidarność* se réorganise dans la clandestinité. Les faits ont donné raison à la déclaration de la délégation provisoire du PSPP dont l'un des fondateurs, Edmund Baluka, a été arrêté dans la nuit du 12 au 13 décembre 1981 : « Les déclarations d'apaisement pour l'étranger comme les communiqués menaçants pour l'intérieur ne trompent personne. La résistance de notre peuple dans l'union de toutes ses couches sociales est générale : elle est un fait. »

La bureaucratie plus isolée que jamais

Les dix mois d'état de guerre ont vu se développer et s'approfondir cette résistance. La bureaucratie dirigeante est plus isolée, plus discréditée que jamais. Ce furent les imposantes manifestations des 1^{er} et 3 mai 1982, au cours desquelles, par dizaines de milliers, les travailleurs tenaient la rue sous les mots d'ordre « Libération des emprisonnés », et « *Solidarność* vit et vivra ». Manifestations préparées par le développement de l'activité de *Solidarność*, par la multiplication des bulletins clandestins de *Solidarność*, par la mise en place d'unions syndicales inter-entreprises, par la formation, le 22 avril, de la Commission provisoire de coordination regroupant les représentants des quatre grandes régions de *Solidarność*, Varsovie, Wrocław, Cracovie et Gdansk.

La puissance du mouvement des masses contraint le 22 juillet Jaruzelski à libérer 1 227 internés pour tenter de séparer les travailleurs de leurs meilleurs représentants. La manœuvre fait long feu. Les masses ont compris qu'il s'est agi d'un aveu de faiblesse. Elles se sont mobilisées

pour la libération de tous, pour la restauration de *Solidarność* dans ses droits.

Après le 31 août, le régime Jaruzelski a alors aggravé la répression contre ceux qu'il désigne comme les « extrémistes » de *Solidarność*, comme Anna Walentynowicz (qui avait été libérée), au mépris des engagements pris, Walesa restant toujours interné, et inculquant les fondateurs du KOR, Kuron et Michnik, ainsi qu'Edmund Baluka, fondateur du PSPP.

Le 31 juillet, la Coordination provisoire a appelé à des manifestations nationales pour le 16 août (anniversaire de la constitution du comité inter-entreprise de Gdansk en août 1980, deuxième anniversaire de la conclusion des accords de Gdansk).

Devant ses échecs successifs, le 15 août Jaruzelski est convoqué par Brejnev. Le même 15 août, Mgr Glemp a prononcé une homélie qui ne fait pas référence aux manifestations prévues, et où le nom de *Solidarność* ne figure pas. Mgr Glemp appelle au calme.

Le 31 août, malgré les menaces, malgré la concentration des forces de répression, c'est tout un peuple qui se dresse contre l'état de guerre. La répression est brutale : des morts, des centaines de blessés, plus de 4 000 arrestations. Mais le 13 septembre, à nouveau, défiant encore et à nouveau la milice, des manifestations ont lieu à Cracovie, Varsovie, Szczecin, Lodz et Wrocław, où les affrontements durent trois jours.

La gigantesque mobilisation qui se déroule fin août et début septembre confirme ce qu'affirmait la résolution votée par la Conférence mondiale de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » :

« L'aggravation de la crise économique et sociale, la catastrophe économique dont la bureaucratie est coupable augmentent la dépendance extérieure vis-à-vis de la bureaucratie



Varsovie, le 31 août 1982.

du Kremlin et de l'impérialisme mondial. Les délais de paiement de la dette ont été repoussés par les banques européennes et nord-américaines. Jaruzelski demande un moratoire de quatre ans.

Ainsi, ce qui maintient Jaruzelski et sa junte au pouvoir, contre la volonté sans équivoque des masses, ce ne sont que les appuis du Kremlin, de l'appareil international de la bureaucratie et de l'impérialisme.

Huit mois après le coup de force de Jaruzelski et sans diminuer son effet pour les organisations indépendantes, on peut affirmer que le coup de force n'a pas réalisé ses objectifs et qu'il a échoué dans sa tentative de détruire le mouvement indépendant des masses.

En dix mois d'état de siège, le pouvoir de la bureaucratie n'a pu obtenir aucun appui, aucun reniement d'un seul de ses dirigeants, quelle que soit leur tendance, de *Solidarność*. Le peuple polonais sait ce que signifie dans la bouche des bureaucrates l'« entente nationale ». En fait, la poursuite de la répression contre les « extrémistes » et l'acceptation de la liquidation des conquêtes arrachées par la lutte des masses travailleuses se sont heurtées à la volonté des travailleurs d'imposer la libération de tous leurs camarades et de restaurer leur organisation dans la plénitude de ses droits.

L'échec de Jaruzelski

La résistance révolutionnaire des masses a mis Jaruzelski en échec. « *Solidarność vit et vivra* » est plus qu'un mot d'ordre : c'est l'expression de la réalité du mouvement des masses.

Justifiant la loi syndicale, le vice-Premier ministre Rakowski avoue d'ailleurs, dans des termes sans ambiguïté, cet échec : « *Nous avions l'espoir que la masse des membres de Solidarité réussirait à isoler les extrémistes. La vie a montré que cet espoir n'était pas fondé.* »

Ce que la bureaucratie dénomme les « extrémistes », ce sont les dix millions de travailleurs organisés dans *Solidarność*, unis derrière les emprisonnés et les internés.

Dans la déclaration du 9 octobre de la commission provisoire de *Solidarność* déjà citée plus haut, il est expliqué :

« *La commission provisoire de Solidarité appelle tous les membres du syndicat, tous les travailleurs et tous les syndicats à boycotter les nouveaux syndicats de façade. Le fait de ne pas adhérer à ces syndicats sera un genre de référendum national par lequel la nation se pronon-*

cera contre la politique de répression, contre l'asservissement du peuple, contre l'approfondissement de la misère sociale, contre trente-sept ans d'une politique sociale et économique catastrophique.

Ne pas boycotter les nouveaux syndicats équivaudrait à une trahison des idéaux du mouvement syndical indépendant. Ce référendum sera le premier dans les annales de la Pologne populaire et les gouvernants ne seront pas en mesure d'en falsifier les résultats.

Que le 10 novembre, date du 2^e anniversaire de l'enregistrement de Solidarité, soit une journée de protestation.

Le 10 novembre, nous déclencherons une grève de protestation de 4 heures à partir de 10 heures du matin. La grève doit être organisée de façon à ce que les leaders soient inconnus. Dans toutes les entreprises, dans tous les ateliers et dans toutes les sections, il est nécessaire de mettre sur pied un comité secret pour la préparation de la protestation du 10 novembre. Le déroulement de cette protestation tracera la voie de la stratégie future du syndicat.

"Solidarité est et sera, que cela plaise ou non !" - L. Walesa au 1^{er} Congrès de Solidarité. »

Par la violence, la bureaucratie prétend donner un caractère définitif à l'interdiction de *Solidarność* et par là même proclamer la pérennité de son pouvoir usurpateur.

Massivement, les travailleurs disent « non ». Par leur lutte héroïque, ils disent « oui » à *Solidarność*.

Le « référendum » évoqué dans la déclaration de la commission provisoire nationale de *Solidarność*, les travailleurs l'ont commencé à leur manière, dès le 11 octobre, et leur réponse est sans équivoque.

Une nouvelle phase du mouvement de la révolution politique

Une nouvelle phase du mouvement de la révolution politique s'amorce. Son point de départ a été l'incapacité du pouvoir bureaucratique de « normaliser » la situation, c'est-à-dire de briser le mouvement de reconstruction des organisations que créent les masses pour la révolution politique.

La « délégalisation » de *Solidarność* n'est pas que l'aveu de cette incapacité. Elle est aussi la reconnaissance par la bureaucratie, face à l'opinion ouvrière mondiale, que ses proclamations sur sa volonté de « négocier »

avec *Solidarność* n'étaient qu'une manœuvre mensongère. La bureaucratie contre-révolutionnaire ne peut tolérer l'existence d'organisations ouvrières indépendantes car celles-ci sont contradictoires avec l'essence même de son pouvoir, avec la base de ses privilèges et de sa subordination à l'impérialisme.

Car la bureaucratie ne peut gouverner qu'au travers du monopole de son pouvoir, c'est-à-dire en excluant la classe ouvrière de tout pouvoir politique, de tout contrôle de la propriété sociale, en lui déniait le droit à toute représentation propre, la bureaucratie se prétendant être cette « représentation ». Cette prétention, les travailleurs de Pologne l'ont détruite par leur mouvement. C'est pourquoi leur mouvement ébranle et continuera à ébranler la domination de la bureaucratie non seulement en Pologne, mais dans tous les pays où le capital ayant été exproprié, le pouvoir politique a été confisqué et est monopolisé par une bureaucratie usurpatrice.

Les enjeux de la lutte se dégagent du combat même des masses, de son développement et de son approfondissement. La classe ouvrière polonaise a commencé par reconquérir et reconstruire cette organisation fondamentale de la classe qu'est l'organisation syndicale. Pour la défendre contre la bureaucratie, elle renoue avec les formes d'organisation les plus élevées du combat universel de la classe ouvrière pour son émancipation, les comités de grève, les conseils ouvriers. Parce que la bureaucratie décréte incompatible avec son règne l'existence de l'organisation syndicale, le mouvement des travailleurs se dirige contre le pouvoir même de la bureaucratie.

La « république auto-gouvernée » dont parle la déclaration de la commission provisoire de coordination, qu'est-ce d'autre que l'affirmation du pouvoir des travailleurs expulsant la bureaucratie, assurant la défense et le contrôle de la propriété sociale ? Qu'est-ce d'autre que le contrôle de la propriété sociale ? Qu'est-ce d'autre que l'objectif de la révolution politique, de la République des conseils ?

La déclaration de Dimitri F. Ustinov, ministre de la Défense d'URSS,

confirme une fois encore au nom et au compte de qui la milice, les Zomos matraquent, tirent et assassinent : « *La République populaire de Pologne, comme membre du pacte de Varsovie, peut avoir la plus grande confiance dans l'aide et l'appui complet de l'URSS.* » Voilà d'où vient l'« intervention étrangère ». C'est la bureaucratie du Kremlin qui empêche la classe ouvrière, le peuple polonais de régler eux-mêmes les affaires de leur propre pays « entre Polonais ».

C'est que la révolution que mène la classe ouvrière et avec elle le peuple polonais, comme l'a fait en son temps la révolution russe de 1917, ébranle le monde. Elle s'inscrit dans la ligne du mouvement révolutionnaire d'Allemagne de l'Est, de la révolution hongroise des conseils de 1956, du mouvement révolutionnaire de Tchécoslovaquie de 1968. Elle prolonge leur propre tradition de lutte révolutionnaire contre la bureaucratie avec une ampleur et à un niveau supérieurs à tous les mouvements, combats révolutionnaires qui ont eu lieu jusqu'alors.

La révolution politique en cours en Pologne défie à l'échelle du monde l'« ordre » contre-révolutionnaire établi à Yalta et Potsdam qui a partagé, au mépris des peuples, des liens historiques, l'Europe en zones d'influence entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme en vue de faire refluer la vague révolutionnaire issue de la guerre et de passer un carcan à la classe ouvrière européenne.

L'axe de notre combat

La révolution politique que mènent la classe ouvrière et le peuple polonais est un appel au prolétariat de chaque pays, au prolétariat d'Europe, au prolétariat mondial, à combattre pour les libertés, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à lutter pour renverser les exploités et les oppresseurs de toute nature et de toute origine, à instaurer leurs gouvernements, leur

pouvoir qui, seuls, peuvent réaliser et garantir une véritable démocratie pour que s'expriment la volonté et les intérêts du peuple travailleur, organiser et garantir une authentique coopération égalitaire entre les peuples. C'est un appel à s'organiser, à se donner les moyens du combat uni comme ils le font eux-mêmes, à réaliser l'indépendance de leurs organisations par rapport à tout gouvernement et Etat exploiteur et oppresseur. Et cet appel est entendu : la classe ouvrière, le peuple polonais ouvrent la voie aux travailleurs du monde entier. Chaque classe ouvrière, chaque peuple comprend : « *Dans la révolution polonaise, c'est de nous dont il est question.* »

Le Secrétariat international de la « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » rappelle ce que la résolution sur la révolution politique votée à la Conférence mondiale affirmait :

« *Il n'y a pas de construction de sections de la IV^e Internationale en Europe de l'Est et en URSS sans défense contre la répression de tous les combattants contre les bureaucraties satellites et la bureaucratie du Kremlin. De ce point de vue, notre tradition est nette et sans équivoque. A l'étape actuelle, il n'y a pas de reconstruction de sections de la IV^e Internationale en Europe de l'Est et en URSS, et également dans les pays capitalistes, sans défense de la révolution politique et de ses combattants en Pologne.*

L'axe de ce combat peut être rapidement défini : libération de tous les emprisonnés, reconnaissance des organisations que la classe ouvrière, que le peuple polonais ont constituées entre août 1980 et décembre 1981, à commencer par Solidarité, restitution de leurs droits, de leurs biens, liberté totale de fonctionnement, respect de leur indépendance, abrogation de l'état de guerre.

Cette bataille, il faut la poursuivre et l'amplifier. »

Plus que jamais, c'est l'axe de notre combat.

Le 14 octobre 1982.



Gdansk, le 12 octobre 1982.

LA VOLONTE DE TOUT UN PEUPLE :

« Nous ne cesserons pas la lutte pour le rétablissement de Solidarité, la libération de tous les internés »

(la direction clandestine de Solidarité)

La Diète (Parlement) de Jaruzelski a voté : *Solidarité* n'existe plus, de nouveaux syndicats sont créés. Les « députés » de la bureaucratie, le général Jaruzelski et ses maîtres du Kremlin ont parlé. Parce qu'ils n'ont pas pu détruire *Solidarité* ni même donner un semblant de vie aux appendices du POUP appelés « syndicats » détruits par les ouvriers en août 1980, les bureaucrates ont légiféré haut et fort.

Ils ont légiféré et les ouvriers ont agi.

Le lendemain de sa dissolution, *Solidarité* a appelé à la grève pour le 10 novembre. Le lendemain de la dissolution de leur organisation, les ouvriers ont fait grève, ont manifesté, ont fait face à la répression dans les ports de la Baltique (Gdansk, Szczecin, Koszulin), à Cracovie, Wrocław, Katowice. Les ouvriers ont décidé : *Solidarité* est le seul syndicat ouvrier.

QUELQUES jours avant son arrestation à la fin de septembre, un dirigeant clandestin de *Solidarité* écrivait : « Notre syndicat ne s'est pas dissous parce que Monsieur le Général a tapé de la botte. Il existe et agit toujours parce que telle est la volonté démocratique de l'immense majorité du peuple polonais. »

Monsieur le Général a une nouvelle fois tapé de la botte. Mais de même que pas un seul militant de *Solidarité*, pas un seul dirigeant ne s'est rallié à lui depuis le 13 décembre 1981, il ne s'est pas trouvé un seul responsable de *Solidarité* pour accepter la décision du prétendu Parlement polonais : *Solidarité* vit et vivra. Isolée, discréditée, la bureaucratie exprime la réalité de ses rapports avec l'ensemble de la population travailleuse en se retournant contre Lech Walesa, en essayant une fois encore de lui arracher par la contrainte un reniement. La réponse de Lech Walesa est sans ambiguïté.

« Toute forme de protestation est bonne » (Lech Walesa)

L'épouse de ce dernier, Danuta Walesa, à qui les journalistes ont demandé quelle avait été sa réponse, a rétorqué : « La réponse est qu'il est toujours interné » ; ajoutant que son mari avait également rejeté la proposition qui lui avait été faite d'émigrer avec sa famille. Interrogée sur l'opinion de Lech Walesa sur les grèves de Gdansk et Cracovie à l'annonce de la délégalisation de *Solidarité*, Danuta Walesa a répondu que son mari estime que « toute forme de protestation est bonne ». Lech Walesa, a-t-elle ajouté, est optimiste et « croit en l'idéal de Solidarité ».

La TKK de *Solidarité* (direction clandestine provisoire) estimait dans sa déclaration au lendemain de la « délégalisation » de *Solidarité*

La commission nationale provisoire de coordination (TKK) de *Solidarité* qui avait appelé, dès le lendemain de la délégalisation du syndicat, à une grève de quatre heures pour le 10 novembre, a publié le 20 octobre un nouveau document dans lequel elle appelle à huit heures de grève ce jour-là (soit une journée de travail), ainsi qu'à des manifestations le lendemain 11 novembre (anniversaire de l'indépendance de la Pologne, 1918).

La TKK appelle également à des manifestations de rue entre le 13 et le 17 décembre « pour commémorer la mémoire des victimes de 1956, de 1970 et de celles de l'état de siège ».

Les auteurs de la déclaration de la TKK : Bujak, Hardek, Lis, Berdnoz et Szumiejko estiment qu'ils « n'ont d'autre issue que le recours à l'arme suprême, la grève générale dans tout le pays ».

Ils soulignent qu'ils « ne cesseront pas la lutte pour le rétablissement de *Solidarité*, la libération de tous les internés et la réembauche de ceux qui ont été limogés depuis l'entrée en vigueur de l'état d'urgence ».

Le document précise par ailleurs que la grève générale illimitée pourrait être organisée au printemps.

que le boycott des « syndicats-Jaruzelski » constituerait un véritable « référendum national ». Le résultat est là, sans appel.

La réponse des masses travailleuses de Pologne a fait apparaître l'isolement total de la caste parasitaire dont le pouvoir ne repose que sur l'exercice de la violence perpétrée par sa milice et sur l'appui direct du Kremlin.

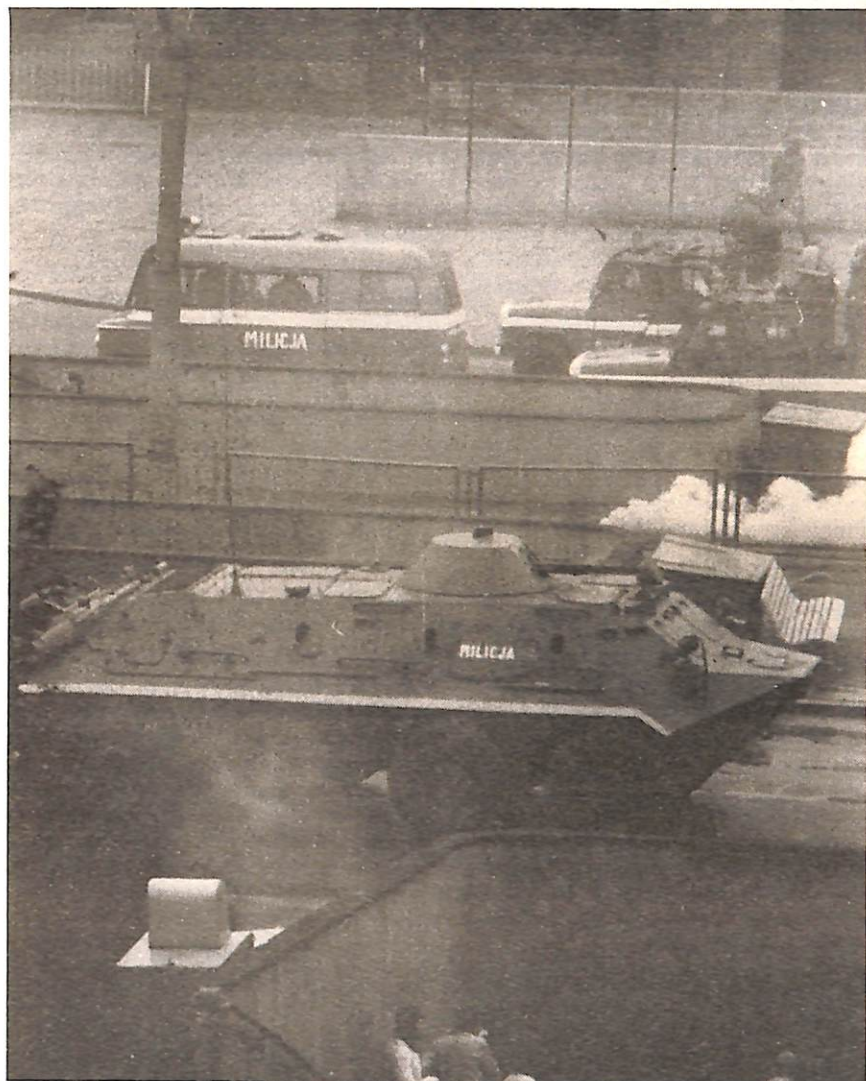
La « volonté démocratique de l'immense majorité du peuple polonais », incarnée dans l'existence de *Solidarité*, se manifeste dans la continuation et l'approfondissement de la lutte contre le pouvoir haï du POUP. Il y a maintenant trois semaines que le décret de « délégalisation » a été prononcé par le prétendu Parlement aux ordres de Jaruzelski. La puissance et la permanence de l'activité des masses confirment ce que le Secrétariat international de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » déclarait le 14 octobre : une fois encore, c'est tout un peuple qui se dresse. Et son mouvement c'est celui de la révolution politique qui, « sous l'impulsion de la classe ouvrière, dresse tout un peuple pour balayer la bureaucratie parasitaire et instaurer le véritable pouvoir des ouvriers, des paysans, du peuple ».

Et la réalité de la situation s'affirme dans le fait que quelques jours après la sauvage répression des manifestations ayant suivi la « délégalisation » de *Solidarité*, à nouveau, dans un grand centre industriel, les ouvriers tiennent la rue.

Le 20 octobre à Nowa Huta

Le 13 octobre, lors d'une manifestation à Nowa Huta, près de Cracovie, un ouvrier de 20 ans, Bogdan Wlosik, a été abattu d'une balle dans le ventre par un milicien en civil. Il était ouvrier dans les grandes aciéries de Nowa Huta. Ses parents, avant lui, avaient travaillé aux aciéries. Il était de ceux que les bureaucrates privilégiés traitent de « voyous », de « hooligans ». Le 20 octobre, 15 000 personnes se sont regroupées lors de son enterrement.

« Outre des délégations ouvrières arrivées à bord d'une dizaine d'autobus, les gens étaient venus en cortège de Nowa Huta et de la grande usine de Huta Lenina (...). Un cortège au sein duquel a pris place la fanfare de Nowa Huta s'est formé derrière le cercueil, sous un grand calicot portant l'inscription « *Solidarité* vit » », relate le correspondant de l'Agence France Presse.



Gdansk, le 12 octobre : la milice intervient contre les manifestants.

Courant septembre, le bureau de coordination du syndicat *Solidarność* à l'étranger (dont le siège est à Paris) publiait l'information suivante :

« Le 31 août 1982, fut arrêtée à Gdansk Anna Walentynowicz, une des figures les plus populaires de *Solidarité*, dirigeante légendaire de la grève du chantier naval de Gdansk en août 1980. Elle avait été libérée en juillet du camp d'internement pour femmes de Goldap. Anna Walentynowicz est à présent poursuivie pour avoir organisé la grève aux chantiers navals de Gdansk du 13 au 16 décembre 1981. En violation flagrante des lois en vigueur, on lui applique la procédure sommaire, qui permet d'augmenter nettement la peine infligée et ne permet pas de faire appel. Anna Walentynowicz est actuellement détenue à la prison de Gdansk. »

Quelques jours plus tard, l'Agence France Presse (AFP) apprenait qu'Anna Walentynowicz était incarcérée à la prison de la rue Rakowiecka à Varsovie où elle serait soumise à des traitements psychiatriques. Le porte-parole du WRON (1) Jerzy Urban confirmait plus tard l'emprisonnement de A. Walentynowicz. De son côté, le vice-Premier ministre Rakowski, dans une interview, s'en prenait quelques jours plus tard à Pierre Mauroy, Premier ministre français, et estimait que la conduite de celui-ci avait été « causée par les effusions de cette semeuse de troubles irresponsable d'Anna Walentynowicz, que le Premier ministre de la France grande et fière a reçue en audience spéciale l'année dernière ».

Les termes employés ici ne diffèrent en rien de ceux que les bureaucrates du Kremlin utilisent pour salir les ouvriers et les intellectuels internés en hôpitaux psychiatriques pour cause d'opposition politique. Mêmes mots, mêmes procédés. C'est la première fois qu'en Pologne de telles méthodes sont employées.

Il faut sauver Anna Walentynowicz des mains des policiers déguisés en « psychiatres », il faut exiger que des médecins indépendants puissent rencontrer Anna Walentynowicz.

(1) WRON : Conseil militaire de salut national (nom que s'est donné l'organisme du POUP qui a mis en place l'état de guerre).



Manifestation à Nowa Huta, le 13 octobre.

Pour la défense des travailleurs et du peuple polonais ! Pour la libération de tous les emprisonnés !

DANS le numéro précédent de *Tribune internationale - La Vérité*, nous avons donné quelques exemples du développement, à l'échelle internationale, de l'action pour la défense des travailleurs polonais et de leurs organisations indépendantes, pour la libération des militants emprisonnés.

Le Comité pour la libération de Walesa, Kuron, Baluka et tous les emprisonnés de Pologne, constitué en juillet 1982 à l'initiative de médecins français retour d'une mission en Pologne, constatant l'écho de la campagne qu'il a initiée tant en France que dans de nombreux autres pays, a lancé un appel pour que se tienne à la mi-décembre à Paris une réunion internationale des représentants des « comités et mouvements des divers pays profondément attachés à la défense des libertés démocratiques et luttant pour la libération de tous les emprisonnés de Pologne ».

Il propose que cette réunion aboutisse à la constitution d'une commission internationale d'enquête et que le 13 décembre soit l'occasion, à l'échelle internationale, de manifestations pour la libération des emprisonnés.

Une initiative positive

Les organisations affiliées à « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », qui ont placé au premier plan de leurs tâches internationalistes la défense des travailleurs de Pologne, de leurs organisations et de leurs militants, qui partout ont combattu pour la plus large mobilisation unitaire aux côtés des travailleurs de Pologne, considèrent

cette initiative comme une initiative positive dont l'importance est encore renforcée par les derniers événements de Pologne.

En particulier, la nécessité de la constitution d'une commission d'enquête, largement représentative du mouvement ouvrier et de tous ceux qui combattent effectivement pour les libertés démocratiques, s'impose.

L'une des formes de l'aggravation de la répression en Pologne, c'est l'isolement de certains détenus, l'acharnement contre eux. Par exemple, les conditions de détention de Lech Walesa, qui vient encore une fois de défier la bureaucratie, s'aggravent.

Pour la première fois en Pologne, la « psychiatrie » est utilisée à des fins policières contre Anna Walentynowicz. Edmund Baluka, fondateur du PSPP, comme Jacek Kuron et les autres militants du KOR, est maintenu dans l'isolement.

Quant à la façon dont le gouvernement Jaruzelski conçoit les droits universellement accordés aux défenseurs légaux, elle est éclairée par la manière dont les autorités polonaises ont agi à l'encontre de M^e Yves Dechezelles, avocat du barreau de Paris, qui s'était rendu en Pologne pour y rencontrer l'avocat polonais d'Edmund Baluka.

Les douanes polonaises ont procédé à la saisie des dossiers de l'avocat ! Ses dossiers contenaient notamment des attestations de moralité signées par des personnalités politiques et syndicales de divers pays et devant servir à la défense.



L. Walesa.



E. Baluka.



J. Kuron.



A. Walentynowicz.

M^e Yves Dechezelles est connu internationalement pour les multiples combats qu'il a menés contre la répression, pour la défense des droits de l'homme et des droits de la défense.

Il défendit devant les tribunaux français en Algérie, pendant la guerre d'Algérie, les militants nationalistes. Il s'était rendu au Pérou lors de l'incarcération de dirigeants syndicalistes comme Victor Cuadros et Hernan Cuentas.

Il devait déclarer à la presse : « De toute mon existence, y compris lors de missions concernant les droits de l'homme dans les pays les plus divers, je n'ai jamais vu ça. »

M^e Dechezelles s'est néanmoins rendu à Szczecin et a pu s'y entretenir avec l'avocat d'Edmund Baluka.

D'autre part, au moment où la direction clandestine de *Solidarité* appelle à l'organisation de manifestations du 13 au 17 décembre,

l'objectif de l'organisation, le 13 décembre, dans tous les pays, de puissantes manifestations de solidarité, de délégations, de meetings affirment dans les faits que le combat du peuple travailleur de Pologne est celui de tous les exploités et de tous les opprimés. Le 13 décembre constitue l'axe d'une campagne dans laquelle les sections de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » engageront sans tarder toutes leurs forces.

Appel à une conférence pour la constitution d'une commission internationale d'enquête

Paris, le 4 octobre 1982

Cher(e) ami(e),

En juillet 1982, devant le maintien des internements, la poursuite des condamnations et la menace des procès politiques, trois médecins français au retour d'une mission en Pologne du 26 juin au 2 juillet, créaient un Comité pour la libération de Walesa, Kuron, Baluka et tous les emprisonnés de Pologne. Ce comité a lancé un appel dans le journal *Le Monde* du 29 juillet avec les signatures de 140 personnalités diverses (universitaires, médecins, avocats, écrivains, artistes, syndicalistes, journalistes, etc.).

Cet appel a rencontré un large écho, puisqu'à la suite d'une campagne publique d'information (conférence de presse, diffusion de l'appel, etc.), des milliers de personnes en France et hors de France ont répondu favorablement, montrant par là le vaste écho que rencontre le combat du peuple polonais. Vous avez bien voulu vous joindre à ce combat. Nous pensons qu'il faut développer l'action déjà entreprise. C'est pourquoi nous vous adressons cette lettre.

Aujourd'hui, en effet, le gouvernement polonais a franchi un pas supplémentaire dans la mise en scène des procès, en inculquant des militants du KOR et un certain nombre d'internés. L'un d'eux, Adam Michnik, alors qu'il ignorait sa propre inculpation, dénonce dans un « Appel à la communauté internationale » le procès qui se met en scène contre Jacek Kuron, dirigeant

du KOR et conseiller de *Solidarité* : « Ce ne sera pas un procès pénal normal... Tout laisse prévoir une farce juridique dans le genre du procès Kirov ou du procès Dimitrov, accusé d'avoir incendié le Reichstag. »

Et déjà, après Kuron, ce sont Michnik, Lytinski, Wujek, Lipski qui risquent à tout moment d'être victimes d'une « farce juridique » parce qu'ils étaient dirigeants ou militants du KOR.

C'est Edmund Baluka qui est inculpé du même chef parce qu'il a fondé, avant l'état de guerre, un parti politique (le Parti socialiste polonais du travail - PSPP) en conformité avec les aspirations démocratiques du peuple polonais à voir se substituer au monopole du parti unique (POUP) le pluralisme des partis, et en conformité avec la Constitution de la République populaire de Pologne.

Ce sont des milliers de militants et de citoyens polonais qui ont adhéré ou soutenu un syndicat réellement indépendant et l'ont défendu avec calme et détermination, menacés également de procès.

Rejetant les accusations formulées contre eux, les militants qui ont fondé le KOR en 1976 pour venir en aide aux grévistes d'Ursus et Radom emprisonnés viennent eux-mêmes de rappeler que le KOR, jusqu'à son auto-dissolution en septembre 1981, a toujours agi de façon ouverte,

combattant toute violation des droits de l'homme et du citoyen.

Le 16 septembre, on apprend officiellement de Varsovie que 3 328 manifestants ont été déferés devant des tribunaux de police : 3 084 condamnés, 26 acquittés. 228 personnes ont fait l'objet d'un mandat d'internement. Du 31 août, jour après jour, jusqu'au 16 septembre, pour la libération des détenus, dans toutes les villes de Pologne, des manifestations se sont succédées. Contre ces aspirations unanimes du peuple polonais à la liberté et à la démocratie, que répondent les gouvernants ?

Le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, se félicite de ce que la police politique avait procédé au mois d'août à des « actions prophylactiques », suivant ses propres termes, ajoutant que des conversations « de mise en garde ont été menées avec 4 500 personnes ». Peut-on accepter de tels propos ?

Dans divers pays d'Europe et d'Amérique, il existe des mouvements, comités, associations luttant comme nous pour la libération de tous les emprisonnés de Pologne, et contre la répression qui s'étend. Convaincus qu'en unissant nos efforts nous aurons plus de poids et de force pour combattre contre la répression continue et croissante qui sévit en Pologne, nous nous adressons, à travers vous, aux hommes et femmes de tous ces comités, et à tous ceux qui, comme nous et selon les

termes mêmes d'Adam Michnik, « ne peuvent et ne veulent pas admettre que l'on piétine ouvertement la loi, la vérité et le droit à la vérité ».

Nous vous proposons les actions suivantes, qui pourraient se dérouler à l'occasion du 13 décembre 1982, anniversaire de la proclamation de l'état de guerre en Pologne (à moins que d'ici là tous les emprisonnés soient libérés) :

I - Tenue à Paris, à la mi-décembre 1982, d'une réunion internationale rassemblant des représentants des comités et mouvements des divers pays profondément attachés à la défense de libertés démocratiques et luttant pour la libération de tous les emprisonnés de Pologne.

Cette réunion aurait pour but essentiel la constitution d'une commission internationale d'enquête qui se rendrait en Pologne afin de constater sur place les atteintes aux libertés des citoyens et de témoigner à son retour auprès de l'opinion internationale. A l'occasion de cette réunion internationale, des questions fondamentales comme le droit à l'existence de syndicats indépendants de l'Etat, la pluralité des partis, le droit à l'information, la liberté d'opinion, pourraient être débattues.

II - Organisation, dans tous les pays, à la date du 13 décembre, de délégations

auprès des représentants du gouvernement polonais, de réunions, de rassemblements, de manifestations, réclamant la libération des emprisonnés de Pologne.

Aux fins de l'organisation concrète de ces actions, nous aimerions disposer de votre réponse dans les délais les plus brefs (si possible avant le 15 octobre).

Que vive libre et selon sa volonté le peuple polonais !

Puisse ces projets d'action y contribuer.

Signataires : Claude Bétourné, doyen de la Faculté de médecine - François Guérin, professeur à la Faculté de médecine - Marcel Legrain, professeur à la Faculté de médecine - Jean-Louis Le Guay, médecin - François Liot, professeur à la Faculté de médecine - Paul Milliez, professeur honoraire à la Faculté de médecine - Hugues Monod, professeur à la Faculté de médecine - Michel Broué, professeur à l'Université de Paris VII - Henri Cartan, membre de l'Académie des sciences - Laurent Schwartz, membre de l'Académie des sciences - Alain Corneau, cinéaste - Nadine Trintignant, cinéaste - Françoise Baluka, syndicaliste - Philippe Dariulat, syndicaliste - Jean-Pierre Lescop, syndicaliste - Jacques Maire, syndicaliste - Bernard Morin, syndicaliste - Frédéric Pottecher, journaliste - Françoise Cotta, avocat au barreau de Paris - Yves Jouffa, avocat au barreau de Paris - Léo Matarasso, avocat au barreau de Paris - Mourad Oussedik, avocat au barreau de Paris - Hélène Rubinstein-Carrera, avocat au barreau de Nanterre.

FACE A UNE SITUATION REVOLUTIONNAIRE GENERALISEE :

Agression et manoeuvres impérialistes

« L'agression a déjà commencé. Nous ne pouvons plus continuer à parler de nous préparer à la guerre, car la guerre a déjà éclaté. » C'est en ces termes que Luis Carrion, commandant de la révolution, évoquait fin juillet l'état de guerre latent qui existe entre le Nicaragua et le Honduras.

RECEMMENT, le Congrès américain décidait de voter une aide militaire de 13 millions de dollars destinée à la modernisation des aéroports militaires de Palmera, Goloson et La Mesa, afin que puissent atterrir des avions tactiques des Etats-Unis. L'aviation du Honduras obtenait un prêt gratuit de 10 hélicoptères, et 90 conseillers militaires et bérêts verts US étaient comptabilisés au Honduras.

Pendant ce temps, fin septembre, se constituait une « Alliance révolutionnaire démocratique nicaraguayenne » (ARDE) en exil, déclarant « ouverte la lutte contre le gouvernement du FSLN ». Cette alliance comprend le MDN de l'ex-membre de la junte de gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua, Alfonso Robelo, et le FRS (Front révolutionnaire Sandino) formé récemment au Costa Rica par l'ex-vice-ministre de la Défense du Nicaragua, Eden Pastora.

S'y ajoutent les « Forces armées révolutionnaires du Nicaragua » (FARN) composées des groupes armés d'ex-gardes somozistes réfugiés au Honduras, une association d'Indiens Miskitos, Sumos et Ramas de la côte atlantique du Nicaragua.

Pour l'instant, au sein de « ARDE », les FARN disposent de plusieurs milliers d'ex-gardes somozistes qui, armés et entraînés avec l'aide américaine, réalisent des attaques continuelles à la frontière du Honduras et du Nicaragua, cherchant à provoquer un conflit ouvert entre les deux pays.

En juillet dernier, trois mille soldats honduriens étaient engagés dans une opération de soutien à l'armée du Salvador contre la guérilla salvadorienne en territoire du Salvador, pendant que des manoeuvres associées aux troupes aériennes américaines aux troupes honduriennes dans la zone de la Mosquitia frontalière du Nicaragua, base de départ des unités militaires somozistes contre la zone militaire de Zelaya Norte.

L'amendement « Symms »

A la demande écrite adressée à Reagan le 7 septembre dernier par les présidents du Mexique et du Venezuela d'intervenir pour régler « la situation de tension » entre le Honduras et le Nicaragua, Reagan répondait par l'organisation, le 4 octobre, à San José de Costa Rica, d'une réunion des ministres des Affaires étrangères du Honduras, du Costa Rica, du Salvador, de Belize, de Colombie et de la Jamaïque, avec la participation comme observateurs du Panama et de la République dominicaine, réunion dans laquelle le ministre américain Enders posa nettement « la nécessité de l'isolement du Nicaragua ».

Aujourd'hui, en effet, autour du Honduras comme plaque tournante d'une intervention armée dans la région, l'impérialisme américain tente de reconstituer son dispositif contre-révolutionnaire contre la révolution centro-américaine.

Le vote de l'« amendement Symms » par le Congrès américain

en août 1982 prévoyant l'envoi possible de troupes nord-américaines dans les Caraïbes et en Amérique centrale « pour empêcher par tous les moyens nécessaires l'agression cubaine sur le continent » devient le cadre de référence parlementaire de la politique américaine en Amérique centrale.

L'appui militaire et économique massif apporté au Honduras tente de le transformer en tête de pont d'une escalade militaire dans la région.

Cette situation ne manque pas d'effrayer de nombreuses forces bourgeoises. C'est ainsi que Reyna, l'ex-recteur de l'Université autonome du Honduras, dirigeant d'une fraction du parti libéral au pouvoir au Honduras, déclarait récemment :

« Une guerre entre le Honduras et le Nicaragua ferait disparaître les frontières, et le conflit centro-américain se régionaliserait à un degré plus grand qu'actuellement. Un affrontement belliqueux impliquant n'importe quel pays ouvrirait des possibilités pour les mouvements subversifs. »

C'est la même préoccupation qui pousse les présidents du Mexique et du Venezuela à proposer des négociations bilatérales Honduras-Nicaragua pour désamorcer la bombe que représenterait un conflit ouvert entre les deux pays.

Les deux dirigeants bourgeois expriment, dans la lettre qu'ils envoient au gouvernement du FSLN, la pression qu'ils exercent pour désamorcer et neutraliser la révolution nicaraguayenne.

Ainsi, ils rendent responsable de la situation de tension « l'augmentation considérable des forces armées nicaraguayennes qui atteignent un nombre disproportionné par rapport à leurs voisins ». Et ils ajoutent que « si la majorité des pays de l'hémisphère ont vu avec sympathie le projet politique initial du gouvernement de reconstruction nationale et lui donnèrent leur appui (...) sans remettre en question le droit du peuple nicaraguayen à se donner la forme de gouvernement et de société qu'il désire, il est évident que le renforcement du projet initial maintiendra ou augmentera cet appui ».

De son côté, comme le rapportait le correspondant du Monde le 5 août : « Le message transmis par M. Fidel Castro aux dirigeants de Managua n'est pas de nature à les reconforter. Il leur a demandé de ne pas essayer de construire un nouveau Cuba, car les Russes ne viendraient pas à leur secours. »

« Ne pas miner la sécurité des Etats-Unis »

Enfin, Manuel Mora, le secrétaire général du Parti communiste costaricain (Avant-garde populaire), écrivait en septembre un éditorial expliquant qu'« il n'est ni dans l'intérêt de Cuba, ni de l'Union soviétique, ni d'aucun parti révolutionnaire d'Amérique centrale de miner la

sécurité des Etats-Unis dans la région ».

La sécurité des Etats-Unis, c'est-à-dire de l'impérialisme américain, nécessite le renforcement de l'Etat bourgeois du Salvador, du Guatemala, du Nicaragua minés par la montée révolutionnaire des masses qui, comme au Nicaragua, a imposé au gouvernement du FSLN de s'engager dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie.

C'est cette voie qu'il faut barrer, selon le dirigeant du parti stalinien du Honduras. Il ne s'agit pas d'une position marginale. C'est au Costa Rica que se retrouvent une partie des directions des organisations révolutionnaires du Salvador, du Guatemala et de l'ensemble de l'Amérique centrale.

Il s'agit donc d'une politique affirmée par ce parti stalinien pour toutes ces directions d'organisations révolutionnaires, au compte de l'appareil stalinien international.

Toutes les forces intéressées au maintien de l'ordre impérialiste dans la région et dans le monde se déploient pour contraindre les organisations révolutionnaires et les masses à céder, à désarmer.

Au Salvador, le représentant de la hiérarchie catholique, qui lance une grande campagne pour des négociations entre la guérilla et la dictature, expliquait dans son homélie dominicale, le 19 septembre, que le pape, en recevant à Rome Yasser Arafat, leader de l'Organisation de libération de la Palestine, a voulu dire à tous les guérilleros du monde : « Déposez les armes, asseyez-vous à la table des négociations. »

Certes, nul ne songe à contester le droit pour les directions des organisations d'Amérique centrale combattant l'impérialisme de négocier, d'utiliser les contradictions des bourgeoisies, de l'impérialisme, pour le bénéfice des masses.

Mais ce qu'exigent le responsable de la hiérarchie catholique du Salvador et les forces intéressées au maintien de l'impérialisme, c'est la reddition, afin de ne pas « miner la sécurité des Etats-Unis », c'est-à-dire de l'impérialisme US.

L'impérialisme poursuit son escalade contre-révolutionnaire

Et pourtant, malgré ces offres de service, et tout en les utilisant, l'impérialisme US poursuit son escalade contre-révolutionnaire. Il sait qu'il a besoin aujourd'hui tout d'abord de renforcer l'ensemble des Etats bourgeois de l'isthme et, pour cela, il a besoin d'infliger une défaite physique aux masses et particulièrement à celles du Nicaragua, sur la montée desquelles s'appuie toute la révolution centro-américaine.

Cette escalade se poursuit dans des conditions où les pièces de l'état qu'il faudrait refermer contre la révolution sont elles-mêmes fragiles.

Au Salvador même, les forces de la guérilla viennent de déployer la campagne militaire « Héros et martyrs d'octobre 79-80 » qui les a vues occuper plusieurs villes dans le « Chalatenango » au nord du Salvador, ainsi qu'à l'est, dans le « Morazan », infligeant des pertes sévères à l'armée salvadorienne dont la grande contre-offensive d'août a été incapable de porter des coups importants aux forces guérilléristes, même si elle a gravement atteint les populations paysannes.

Cette situation accroît les divisions au sein des forces de l'oligarchie qui se déchirent autour de la rédaction d'une Constitution.

Au Guatemala, alors que la prétendue amnistie proposée par le général Rios Montt n'a été que le prélude à une nouvelle escalade de la terreur, l'état de siège succède aux massacres (4 000 morts depuis avril 1982).

Pourtant, la junte militaire issue du coup d'Etat du 23 mars, qui se voulait l'expression d'une nouvelle unité de la droite, nécessaire pour affronter la généralisation de la guerre civile, a été dissoute, Rios Montt, chef de la junte concentrant sur lui tous les pouvoirs.

Sa proposition de constitution d'un Conseil d'Etat consultatif a été boycottée par les partis politiques d'extrême-droite et de droite qui avaient appuyé la montée de la junte au pouvoir, et, les 14 et 15 août, vingt dirigeants des forces d'extrême-droite du MLN et du CAN étaient arrêtés sous l'accusation d'avoir fomenté un complot contre Rios Montt. L'unité de la droite, qui était l'objectif des auteurs du coup d'Etat du 23 mars, est loin d'être atteinte.

Costa Rica et Honduras

Au Costa Rica, pays dans lequel Eden Pastora et Alfonso Robelo ont trouvé refuge ainsi que de nombreux anciens somozistes, la crise économique frappe de plein fouet. Face au plan d'austérité imposé par le Fonds monétaire international, les masses ont commencé à se mobiliser.

La grève des 3 000 ouvriers de cinq bananeraies de Puerto Limón, déclenchée le 19 septembre et exigeant des augmentations de salaires de 17 %, s'est étendue le 8 octobre à de nombreuses autres bananeraies. Des affrontements violents avec la police ont eu lieu.

Au Honduras, enfin, la crise politique secoue le régime, et les masses s'organisent contre les plans d'austérité.

Le 30 août, l'ex-chef de l'Intelligence militaire et de la police du Honduras, l'ex-colonel Leonidas Torres, dénonçait du Mexique « un plan d'invasion du Nicaragua » projeté par le chef de l'armée hondurienne, le général Alvarez, et « un plan d'élimination physique de l'opposition ».

En effet, depuis quelques mois, des dizaines de syndicalistes et mili-

tants politiques étaient retrouvés assassinés, après des enlèvements comme celui de Felix Martinez, ex-dirigeant du syndicat de l'Université nationale autonome.

Immédiatement dénoncées par le gouvernement, les déclarations de Leonidas Torres recevaient cependant l'écho de la démocratie chrétienne qui demandait une commission d'enquête. Une fraction du parti libéral au pouvoir, l'Alipo dirigée par Reyna, exprimait ses inquiétudes sur le cours pris par le gouvernement de Zuazo.

La séquestration, pendant plusieurs jours, de 200 personnes, dont deux ministres, par un commando guérillériste, les « Cinchoneros » (1), qui devait se conclure par le départ du commando en avion vers Cuba via Panama, allait révéler amplement la répression organisée par les forces répressives du Honduras.

La grande grève des instituteurs et professeurs du mois d'août a réussi à souder autour d'elle la solidarité active des étudiants, celle des centrales syndicales ouvrières et paysannes, celle des associations de parents d'élèves favorables au début au gouvernement et se tournant à la fin en faveur des enseignants.

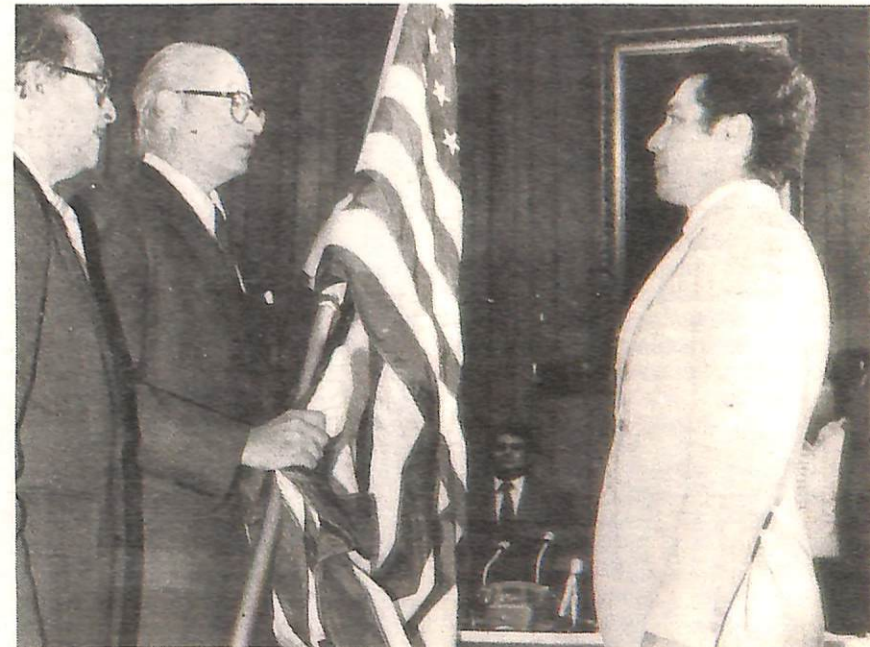
Aujourd'hui, les centrales syndicales du Honduras menacent d'une action d'ensemble pour la défense du paiement du treizième mois et du septième jour de la semaine remis en cause par le gouvernement, dans un pays qui connaît 20 % de chômage.

Enfin, de nombreux mouvements de paysans et de leurs organisations exigeant l'obtention de terres, des affrontements ont eu lieu avec la police. Ainsi donc, le Honduras, pièce maîtresse du nouveau dispositif contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain, connaît une stabilité bien menacée.

En fait, sous l'impact de la montée révolutionnaire des masses, de l'agression impérialiste, de la crise économique, la poudrière centro-américaine reste, avec la continuation de la révolution politique en Pologne, l'un des événements majeurs de la lutte des classes mondiale dans ce moment particulier.

J. Robles.

(1) Du nom d'un leader paysan qui organisa dans les années 1860 des rébellions paysannes contre le gouvernement du Honduras.



L'ambassadeur des Etats-Unis au Salvador avec le chef de la junte militaire du Salvador, R. D'Aubuisson.

**LE PARTI DES TRAVAILLEURS DANS LA CAMPAGNE ELECTORALE ;
VERS UNE CENTRALE SYNDICALE INDEPENDANTE DE L'ETAT**

Le combat pour l'indépendance de classe

1982 est une année importante pour le mouvement ouvrier au Brésil. Il y aura des élections aux postes de gouverneurs des Etats, de sénateurs, de députés à la Chambre fédérale et aux assemblées législatives des Etats, de maires et conseillers municipaux. Il y a aussi des pas décisifs qui sont en train d'être faits par les travailleurs dans la voie de la construction d'une centrale syndicale indépendante.

LES élections qui auront lieu le 15 novembre seront les premières à désigner des gouverneurs pour les Etats depuis 1965, année où les partis politiques furent dissous par le régime dictatorial instauré l'année précédente.

Ce sont les premières élections après la proclamation de ce que le régime a appelé la « réforme parti-daire », par laquelle le gouvernement a permis la création de nouveaux partis politiques sous des conditions extrêmement restrictives.

Ce sont aussi les premières élections où participe le Parti des travailleurs, parti ouvrier indépendant, créé par des dirigeants syndicaux qui ont pris position contre le contrôle des syndicats par l'Etat en relation avec le développement des grèves depuis 1978.

Le gouvernement se prépare à « gagner » ces élections coûte que coûte, pour essayer de légitimer ses plans d'auto-stabilisation politique qu'il désigne sous le nom d'« ouverture ». Tout est mis en œuvre pour garantir la réussite des objectifs du gouvernement dans ces élections. Premièrement, le bulletin de vote utilisé multiplie les possibilités d'erreurs au moment du vote (et par conséquent les probabilités d'annulation de voix), mais surtout il fait omission complète des partis politiques auxquels appartiennent les candidats.

C'est-à-dire que les électeurs ne pourront exprimer leur choix que sur des personnes, toute référence aux partis qui les présentent ayant été retirée du bulletin de vote. D'ailleurs, c'est déjà une caractéristique des candidats du parti gouvernemental de faire des affiches électo-

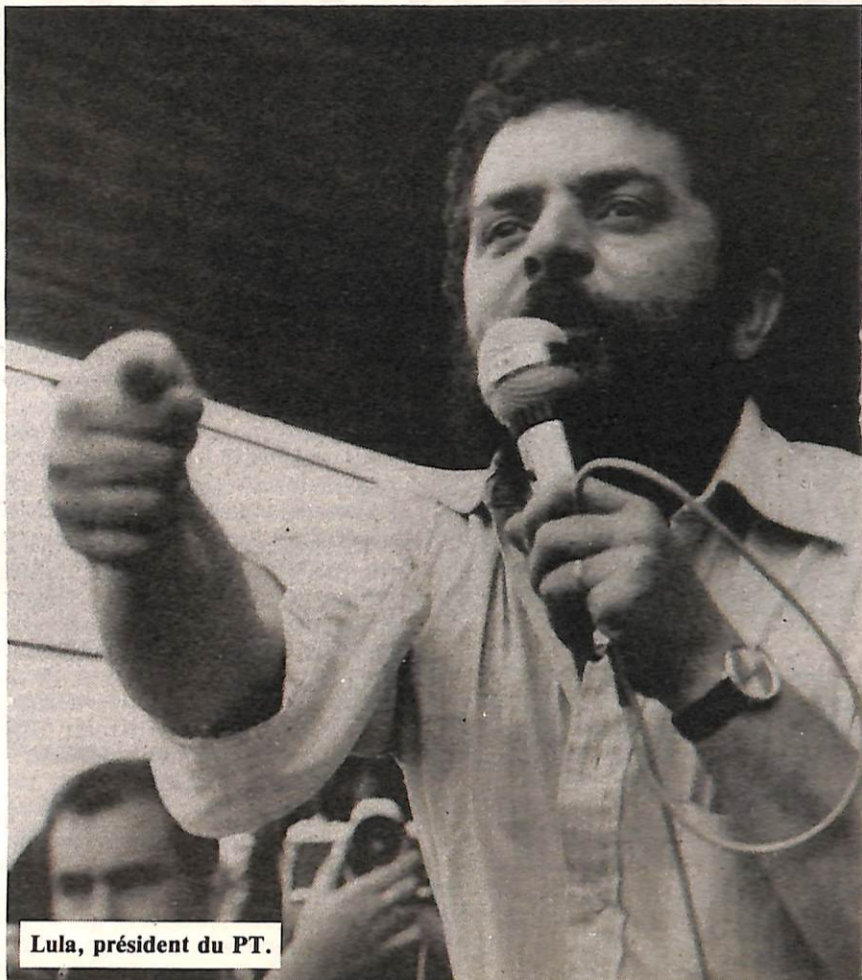
rales qui ne font pas d'allusion à leur parti. Deuxièmement, la propagande électorale par la radio et la télévision est soumise à des restrictions qui interdisent aux candidats de s'en servir pour manifester leurs opinions politiques (il est seulement permis de donner des informations sur le « curriculum vitae » des candidats).

Troisièmement, la corruption électorale est organisée sur une large échelle par le gouvernement, en s'appuyant sur son contrôle de l'appareil d'Etat.

Les staliniens intégrés aux efforts pour la réussite de l'«ouverture» des militaires

Les staliniens interviennent dans ces élections frauduleuses avec toutes leurs forces pour soutenir le PMDB, le parti créé par les militaires pour être l'« opposition » officielle du gouvernement. Les staliniens expliquent dans leur journal *Voz da Unidade* que le vote pour le PMDB est le « vote démocratique utile », parce que ce parti est la plus forte composante de ce qu'ils appellent « le front démocratique » (c'est-à-dire tous les partis politiques, bourgeois ou pas, sauf le PDS, parti officiel du gouvernement).

Ce que serait la politique d'un tel « front démocratique », que les staliniens veulent bâtir autour du PMDB, a pu être vérifié récemment. Lors de la décision au Congrès national (l'organe « législatif » de la dictature) sur la loi électorale qui, entre autres, définit le bulletin de vote frauduleux pour les prochaines élections, le PMDB n'a fait aucun obstacle à l'approbation du projet de ce bulletin de vote.



Lula, président du PT.

Le plan du PMDB pour en finir avec ce qu'il nomme « l'autoritarisme » est de gagner une majorité de députés et de sénateurs au congrès national et ainsi, en 1984, d'« élire » le successeur de l'actuel général-président, João Figueiredo, dans... le collège électoral.

Ce collège électoral est une institution créée par les militaires, comprenant l'ensemble des sénateurs et députés fédéraux, plus des représentants des assemblées législatives des Etats, réunis spécialement pour nommer le successeur du chef de l'Etat !

Le PT dans la campagne électorale

La construction du Parti des travailleurs et sa participation aux élections crée des graves contradic-

tions pour l'« ouverture » du général-président Figueiredo. Le gouvernement a pris toute une série de mesures pour essayer d'empêcher la construction et la légalisation du PT : la répression contre ses militants, la mise en procès de ses principaux dirigeants (accusés d'avoir dirigé des grèves « illégales ») pour créer des obstacles juridiques à leur présentation aux élections, sans parler de toutes les pressions exercées contre la construction du PT avec le concours des staliniens.

C'est la mobilisation des travailleurs qui a fait reculer le gouvernement et qui a fait échouer les manœuvres des staliniens pour essayer d'isoler le PT et d'enrayer sa croissance.

La dictature est menacée par l'organisation massive des travailleurs, qui s'appuient sur la campagne électorale pour bâtir leur organisation indépendante et approfondir leur mobilisation.

L'avancée de l'organisation des travailleurs en tant que classe se manifeste non seulement par le développement des adhésions au PT, mais aussi par la victoire des listes présentées par le PT dans les élections syndicales, chassant les « pelegos » (agents de l'Etat dans les syndicats) qui sont toujours soutenus par les staliniens. Les plus récents exemples de cette avancée sont les victoires des listes du PT dans les syndicats des travailleurs de la chimie, à São Paulo et dans la région industrielle de l'ABC.

La bataille pour une centrale unique des travailleurs indépendante de l'Etat

Le grand rassemblement de travailleurs réalisé en août 1981, la CONCLAT (Conférence nationale de la classe travailleuse), avec une participation large de représentants élus par les travailleurs (environ 5 000 délégués), a été la plus massive réunion nationale de l'histoire du mouvement syndical au Brésil.

Ce rassemblement a décidé la préparation d'un nouveau rassemblement pour fonder la Centrale unique des travailleurs (CUT) en 1982.

Les staliniens, bien que minoritaires dans la CONCLAT, ont réussi à manœuvrer de façon à avoir une majorité dans la commission nationale pro-CUT, élue à ce rassemblement pour préparer le congrès de fondation de la CUT.

Et ensuite, la majorité stalinienne de la commission nationale pro-CUT a utilisé à fond son emprise sur cette commission pour la transformer en obstacle contre la construction de la CUT indépendante.

Après avoir torpillé la convocation du congrès de fondation de la CUT, bafouant ainsi la volonté nettement exprimée par la majorité des ENCLAT (rassemblements au niveau des Etats de délégués ouvriers élus) réalisés cette année, la majorité stalinienne de la commission nationale pro-CUT a décidé la réalisation d'une réunion élargie le 11 décembre pour faire approuver son plan de « renouvellement » de la CN pro-CUT, qui consiste à y inclure d'office les chefs de fédérations et confédérations syndicales (c'est-à-dire le sommet de l'appareil de contrôle de l'Etat sur les syndicats officiels).

La réaction du PT contre cette scandaleuse attitude de mépris envers les décisions de la plupart des ENCLAT réunis dans les Etats a fait éclater la réunion des 11 et 12 septembre.

Les militants du PT membres de la CN pro-CUT se sont retirés de la réunion accompagnés d'une partie des délégués ouvriers présents, après quoi tous ceux-ci ont tenu une réunion à part qui a convoqué une réunion nationale de délégués ouvriers élus dans tous les Etats pour décider les moyens de poursuivre le combat pour la CUT (dans ce numéro, nous publions l'Appel aux travailleurs des villes et des campagnes qui a été rédigé par ceux qui se sont retirés de la réunion des 11 et 12 septembre, y compris les principaux dirigeants du PT, dénonçant la CN pro-CUT sous contrôle stalinien, dont le mandat a expiré).

L'OSI dans la lutte contre la dictature

L'Organisation socialiste internationaliste (OSI), section brésilienne de « IV^e internationale (Centre international de reconstruction) » poursuit son combat contre la dictature et pour l'indépendance de classe. Ses militants ont appuyé la constitution du Parti des travailleurs et œuvré, aux côtés des militants du PT, contre toutes les manœuvres opposées au développement du PT et d'un mouvement syndical indépendant.

L'OSI a largement participé à la bataille pour la légalisation du PT et, lors de la CONCLAT de 1981, par le ralliement des délégués ouvriers autour du principe de l'indépendance de classe et de la démocratie syndicale, contre la coalition « pelego »-stalinienne.

Actuellement, l'OSI développe un effort important pour faire de la réunion nationale du mouvement ouvrier de décembre prochain un point d'appui décisif pour la construction de la CUT indépendante.

En même temps, l'intervention de l'OSI dans la campagne électorale du PT va dans le sens d'aider les travailleurs à se servir des élections pour développer leur organisation en tant que classe, en exprimant leur rejet de la dictature et leur volonté de réaliser l'aspiration à la démocratie et à l'affirmation de la souveraineté des masses travailleuses.

G. Avelino.



Meeting de lancement de la candidature de Lula à l'élection du poste de gouverneur de Sao Paulo.

DOCUMENT

Appel aux travailleurs des villes et des campagnes



Meeting du PT à Rio le 30 septembre.

Nous reproduisons ci-dessous l'appel lancé par les responsables et militants ayant quitté la réunion convoquée par la majorité de la « commission nationale pro-CUT » — dont le contenu est dégagé dans l'article de la page précédente. Etant donné son importance, nous le publions dans son intégralité.

I - La situation de restrictions et de contrôle sur les travailleurs

1. L'unité des travailleurs est l'objectif que nous voulons tous et nous luttons pour l'atteindre. C'est avec l'unité des travailleurs que nous pourrions faire valoir nos droits et affronter les attaques des patrons et du gouvernement. Seule l'unité de tous les travailleurs pourra faire face aux problèmes qui pèsent sur tous les exploités et opprimés de ce pays.

Les patrons et le gouvernement continuent à faire peser les restrictions sur les travailleurs, en imposant un contrôle sévère : il y a le chômage, les bas salaires, les baisses de salaire pour exploiter encore plus, il y a les expulsions des paysans des terres qu'ils travaillent, les décisions d'illégalité des grèves, la répression policière aux portes des usines, dans les grandes propriétés et dans les terrains occupés prétendument illégalement, les procès contre les paysans sans titre de propriété et les prêtres qui soutiennent leur lutte, etc.

2. Ce cadre d'exploitation et de contrôle sur les classes travailleuses devra s'intensifier pour aller vers de nouvelles mesures de restriction et de nouvelles formes de contrôle, les licenciements en masse vont continuer et probablement s'intensifier, l'abrogation du réajustement semestriel est toujours exigée par les patrons et le gouvernement, la concentration de la terre entre les mains de quelques-uns est en train de s'intensifier dans les campagnes, les nouvelles formes d'intensification de l'exploitation sont implantées dans les grandes usines (c'est ce qu'on appelle les cercles de contrôle de qualité - CCQ), les patrons et le gouvernement veulent mettre en place un système de commissions d'usines qui auraient la fonction de contrôler les travailleurs, ou, suivant les termes du ministre du Travail, d'« instruments-tampon » entre le capital et le travail.

Tout cela tend vers une intensification des restrictions et du contrôle politique sur les travailleurs des villes et des campagnes : les gouvernements anciens ou « renoués » du système continueront de demander aux travailleurs de se serrer la cein-

ture, d'avoir encore un peu de patience, de faire une fois de plus un petit sacrifice, de travailler plus, de produire plus et de se contenter d'un salaire de misère, etc.

Il sera demandé aux travailleurs de ne pas faire grève parce que ce n'est pas le moment ; il sera demandé aux travailleurs agricoles d'attendre encore un peu, les terres seront distribuées ; enfin, un nouveau « pacte social » sera mis en place comme nouvel instrument de restrictions et de contrôle politique sur les travailleurs des villes et des campagnes. Et tout cela pour quoi ? Pour payer la dette de 88 milliards de dollars que nous n'avons pas contractée et pour que les patrons puissent continuer leurs profits.

3. Camarades, voilà le cadre que nous allons affronter de façon de plus en plus aiguë désormais. C'est pour cela même que notre unité, autour de nos luttes, est fondamentale. C'est pour cela que nous ne pouvons pas interrompre le processus, que nous avons déjà commencé, de construction de notre CUT. C'est pour cela que nous ne pouvons laisser le mouvement syndical des villes et des campagnes sous contrôle et ligoté par ceux dont le point de départ de l'organisation des travailleurs est la structure syndicale, renforçant ainsi les fédérations et confédérations et maintenant un contrôle rigide sur les syndicats.

L'exemple le plus clair en est la résolution de la réunion des 11 et 12 septembre à Brasilia, où on a fait du président de la CONTAG (1) un membre d'office de la commission nationale pro-CUT (2) et où ont été intégrés les confédérations et autres organisations nationales (3) sans passer par les assemblées de leurs branches respectives. Or, celui qui est réellement représentatif aux côtés des travailleurs ne doit pas craindre le jugement d'une assemblée. Cette même réunion fixe encore la tenue de la CONCLAT en août 1983, ce qui s'oppose clairement à la résolution des 5 000 travailleurs réunis dans la CONCLAT 1981 et est une claire tentative pour vider de son contenu le processus déjà commencé de construction de la CUT, processus mené en avant dans presque tous les Etats par des mini-Enclats et des Enclats (4).

Nous ne pouvons permettre que le mouvement syndical soit vidé de son

contenu et contrôlé. C'est ce que veulent les patrons et le gouvernement : contrôler et vider de son contenu le mouvement syndical.

Pour atteindre cet objectif, ils ont utilisé plus d'une fois la vieille structure syndicale implantée il y a quarante ans dans le but bien précis de ligoter et contrôler la force des travailleurs. Et de nombreux syndicalistes qui ne veulent pas perdre leur place dans les fédérations et confédérations ont accepté cette mission pour prévenir et écraser les nouvelles formes de lutte et d'organisation que les travailleurs sont en train de créer.

Ils ont accepté de jouer le rôle de contrôleurs du mouvement des travailleurs des villes et des campagnes en ne permettant pas que se développe la démocratie et en avançant de plus en plus dans les formes d'autoritarisme. Et pour arriver à cette fin, ils utilisent la vieille machine syndicale aux formes les plus variées.

4. Malgré tout, camarades, les travailleurs ont toujours réussi à fournir une riposte tant aux patrons qui exploitent, aux gouvernements qui répriment, qu'à ceux qui se prêtent comme instruments de contrôle des travailleurs. A travers les luttes et les nouvelles formes d'organisation indépendantes et libres, les travailleurs sont en train de réussir à les mettre tous en échec.

Et dans les dernières années, de nombreuses preuves en ont été fournies : il y a les nombreuses grèves d'ouvriers, il y a les terres conquises par les mains mêmes des travailleurs des campagnes, il y a la longue résistance des paysans dans les régions atteintes par la sécheresse, il y a les luttes menées dans les quartiers et les bidonvilles pour que soit garanti un coin de terre où loger, il y a les conquêtes des commissions d'usine sous contrôle des travailleurs, il y a les communautés rurales de plusieurs Etats qui s'organisent collectivement pour garantir la terre, il y a les nouvelles formes d'organisation intersyndicales et au niveau des Etats, qui sont en train de surgir et de se consolider avec les luttes, passant même par-dessus une pro-CUT qui a gelé le plan de luttes approuvé dans la CONCLAT, au lieu de trouver des formes pour organiser et unifier les luttes au niveau national.

Cette preuve de la capacité de lutte et d'organisation des travailleurs ne sera contrée par personne : ni les patrons, ni le gouvernement, ni les réformistes, ni les pelegos. Les travailleurs ont besoin d'avancer et d'avancer rapidement avant qu'il ne soit trop tard.

Les travailleurs ne peuvent permettre que ce nouveau processus de lutte et d'organisation — qui est en train de naître et de se consolider dans les usines et les plantations — soit vidé de son contenu et contrôlé par les forces qui pactisent avec les projets des patrons et du gouvernement en se servant de l'argument suivant lequel ce n'est pas l'heure d'aller plus loin. Les patrons et le gouvernement vont toujours plus loin avec de nouveaux projets et de nouvelles mesures sur le plan économique et politique, contre les travailleurs.

5. Camarades, la progression de notre organisation se fait et va continuer au fur et à mesure des luttes concrètes dans chaque région, dans chaque Etat, dans chaque catégorie. Malgré tout, pour répondre aujourd'hui aux problèmes qui sont

déjà posés et à ceux qui vont se poser, nous avons besoin de faire un pas en avant dans la construction de notre CUT.

Et cette CUT ne sera issue que de la volonté des travailleurs, par leur capacité de lutte, par la consolidation de leur organisation à la base. C'est la continuité de ce processus que nous avons besoin maintenant de garantir à tous les niveaux : dans les catégories, dans les régions, dans les Etats et au niveau national. Notre but sera de faire avancer ce processus, en prenant pour référence nos luttes et nos organisations de base. Le contrôle de ce processus doit être aux mains des travailleurs à travers des mécanismes démocratiques créés par les travailleurs eux-mêmes.

Et s'il y avait des mécanismes qui ne respectaient pas la démocratie des travailleurs, nous devons clairement avoir conscience de la nécessité de passer par-dessus et de créer de nouveaux mécanismes qui garantissent nos intérêts et la démocratie, à laquelle nous avons intérêt.

Pour mieux comprendre combien il est nécessaire et urgent de mener en avant tout ce travail au niveau national, et pour mieux comprendre comment le mouvement ouvrier national a été entravé par la majorité des membres de la pro-CUT nationale qui avaient intérêt à ligoter le mouvement, nous allons récapituler les moments de notre histoire.

II - Un bref historique de la commission nationale pro-CUT

1. En août 1981, à Praia Grande, dans les colonies de vacances des syndicats de travailleurs, 5 200 délégués de tout le Brésil, représentant 1 200 syndicats des villes et des campagnes, se sont réunis. C'est la Conférence nationale de la classe travailleuse, la CONCLAT, qui, après de nombreuses années, a réuni des travailleurs pour mener en avant leurs luttes et leur organisation nationale. Dans cette conférence, a été élue une commission nationale de 56 syndicalistes de tout le Brésil, chargée de mettre en place le plan de luttes approuvé et d'organiser le congrès national de la classe travailleuse en août 1982.

2. Au début de cette année, à partir d'une lettre du président du syndicat des électriciens de Sao Paulo envoyée à tous les syndicats du Brésil, une discussion dans le mouvement syndical a commencé sur la tenue du congrès en 1982.

La commission nationale pro-CUT, élue dans la CONCLAT, a discuté de cette proposition et décidé de maintenir la date, considérant qu'il n'y avait aucune raison pour ne pas tenir le congrès et choisissant les 27, 28 et 29 août. Lors des réunions suivantes, la commission a établi les critères de participation et l'ordre du jour. Il ne restait plus qu'à fixer le local.

3. Le 10 mai, la commission exécutive de la commission nationale pro-CUT a décidé de reprendre cette discussion et a commencé une consultation de tous les Etats où devaient se prononcer les Enclats ou les commissions intersyndicales, le dernier délai de cette consultation étant fixé au 5 juillet.

4. Le 5 juillet, la commission pro-CUT fait un bilan des résultats de la consultation des Enclats sur la tenue de la CONCLAT. Deux Etats seulement se sont prononcés contre la tenue de la CONCLAT en 1982. Les autres Etats qui ont tenu les Enclats ont voté en faveur de la tenue de la CONCLAT à la date prévue (août 1982). Face à ces résultats, la commission pro-CUT a réaffirmé la tenue de la CONCLAT en 1982 à la date fixée. Une nouvelle réunion a été fixée pour le 17 juillet pour organiser la CONCLAT.

5. Le 17 juillet, à partir d'un document présenté par la Confédération nationale des travailleurs de l'agriculture (Contag), approuvé par son Conseil de représentants de fédérations, et à la demande de plusieurs membres de la commission qui n'étaient pas d'accord avec la tenue de la CONCLAT cette année, une nouvelle discussion et un vote ont eu lieu, ne respectant pas les mesures antérieures (de la CONCLAT, des Enclats et de la commission pro-CUT elle-même). Le résultat a été l'annulation de la CONCLAT.

Ensuite, la commission nationale a fixé une réunion pour les 11 et 12 septembre, avec la participation des confédérations et trois représentants des intersyndicales de chaque Etat, suggérant que plusieurs d'entre eux soient des représentants de fédérations.

6. Le jour suivant, 18 juillet, l'ENCLAT du Rio Grande du Sul, rejetant cette délibération, a décidé de maintenir les résolutions de la Conférence de Praia Grande et a décidé de convier la commission nationale et les commissions intersyndicales à rediscuter de l'annulation du congrès. L'immense majorité des rencontres d'Etat qui se sont tenues avant et après la décision de la commission nationale pro-CUT ont été favorables à la tenue de la CONCLAT cette année.

C'est pourquoi d'autres Etats comme Goiás, Santa Catarina, Espirito Santo, ont convoqué une réunion nationale pour reprendre la discussion de la tenue de la CONCLAT. Sao Paulo a aussi décidé de participer à cette réunion qui s'est tenue à Sao Paulo les 28 et 29 août.

7. Les 28 et 29 août, dans le Syndicat des ouvriers du meuble de Sao Paulo, s'est tenue une réunion nationale d'intersyndicales. Etaient officiellement présents la majeure partie des intersyndicales élues dans les Enclats en 1982, 16 membres de la commission nationale pro-CUT et plusieurs observateurs, au total 88 participants de 15 Etats.

Les délégués présents à cette réunion, qui a eu un caractère délibératif pour les intersyndicales officiellement représentées, ont décidé de participer à la réunion des 11 et 12 septembre 1982, à Brasilia, élargissant en même temps de 3 à 10 la participation de chaque intersyndicale d'Etat et n'admettant pas le droit de vote pour les confédérations qui n'avaient pas été élues dans la CONCLAT ou dans les Enclats.

Les délégués présents ont aussi décidé de ne pas voter de date pour la tenue de la CONCLAT en reportant cette décision à la réunion des 11 et 12 à Brasilia.

8. Les 11 et 12 septembre, dans la CONTAG, à Brasilia, des faits très

graves pour le mouvement syndical brésilien sont survenus :

a) Des délégations importantes (quelques-unes tout entières, d'autres en partie), tant des villes que des campagnes, ont été empêchées de participer à la réunion de la pro-CUT, la seule solution restante étant de se retirer. Les délégations qui ont été empêchées de participer : Sao Paulo, Para, Goiás, Parana, Rio Grande do Sul, Ceara et Amazone, au total plus de 30 délégués.

b) Plusieurs camarades (9) de la pro-CUT des villes et des campagnes se sont retirés, mettant leur charge à la disposition des travailleurs une fois leur mandat terminé à la fin août, et ne voulant donc pas rester comme délégués artificiels.

c) Le président de la Contag, José Francisco da Silva, a été placé comme membre d'office de la commission nationale pro-CUT, passant de cette manière par-dessus le critère d'élection par la base. Les autres membres de la pro-CUT se sont auto-prorogés leur mandat jusqu'au 29 novembre 1982.

d) Les confédérations et organisations au niveau national ont été considérées comme participantes à la pro-CUT, leurs représentants n'ayant pas besoin d'être élus par la base.

e) Il a été décidé de rénover la commission nationale pro-CUT suivant une composition numérique défavorable aux Etats qui ont un mouvement syndical plus agissant et plus fort tant dans les villes que dans les campagnes. En outre, ont été incluses dans la pro-CUT les confédérations et les organisations au niveau national.

f) La date du CONCLAT n'a pas été décidée. La date d'août 1983 a seulement été donnée comme indicative. Une nouvelle réunion a été fixée pour les 27 et 28 novembre pour, encore une fois, discuter de la mise en route du CONCLAT.

III - L'unité des travailleurs que nous voulons

Camarades, tous les faits relatés ci-dessus montrent clairement que le mouvement syndical brésilien des

villes et des campagnes a subi et continue à subir un dur coup dans son processus de luttes, dans ses mécanismes démocratiques conquis avec peine et dans son cheminement vers la construction d'une CUT par la base.

Nous comprenons que la véritable unité du mouvement ne peut avoir lieu qu'à partir des luttes concrètes menées par les travailleurs. En outre, cette unité ne pourra être construite que sur la base du respect de la pratique démocratique. Nous sommes prêts et nous nous proposons, ainsi que nous l'avons fait jusqu'à présent, à lutter pour la construction de cette véritable unité en privilégiant :

a) l'organisation et la lutte des travailleurs des villes et des campagnes, à partir de leurs lieux de travail ;

b) l'unification des organisations et des luttes des travailleurs aux niveaux local, régional et national.

Nous n'acceptons pas que la participation des directions d'organisations reconnues par l'actuelle structure syndicale se fasse au détriment de la participation de la base démocratiquement élue dans les assemblées des catégories et dans les rencontres intersyndicales.

Nous n'acceptons pas et nous sommes prêts à combattre la pratique de tous ceux qui persistent à vouloir diviser le mouvement des travailleurs. Et comment reconnaître ceux qui œuvrent aujourd'hui à diviser le mouvement ? Divisent le mouvement des travailleurs ceux qui :

a) n'obéissent pas aux décisions démocratiques des rencontres de travailleurs au niveau des Etats et au niveau national (par exemple : Conclat, Enclats) ;

b) empêchent la participation de la base, en formulant pour les rencontres des critères restreints et antidémocratiques ;

c) qui prennent prioritairement pour référence les organisations et non le mouvement aussi bien dans les villes que dans les campagnes ;

d) qui veulent enfermer totalement dans l'actuelle structure syndicale le processus de construction de la Centrale unique des travailleurs (CUT), subordonnant ainsi le mouvement au contrôle des fédérations et confédérations ;

e) qui acceptent la conception suivant laquelle le mouvement syndical doit être la courroie de transmission de partis politiques et empêchent la lutte pour son autonomie ;

f) qui défendent les pactes sociaux et les alliances avec la bourgeoisie en empêchant la progression de la lutte pour l'indépendance de classe du mouvement des travailleurs.

Nous constatons qu'il existe aujourd'hui une division du mouvement syndical entre les militants. Nous savons qu'il ne s'agit pas d'une division à la base du mouvement des travailleurs, mais entre dirigeants d'organisations qui se revendiquent comme représentants de ce mouvement. Nous savons encore qu'il ne s'agit pas d'une division motivée par des questions de partis.

La division existe, oui, entre ceux qui veulent maintenir l'actuelle structure syndicale et ceux qui sont prêts à lutter contre la structure syndicale, contre le contrôle des travailleurs grâce au mécanisme de cette vieille structure qui dure depuis 40 ans.

Enfin, camarades, pour nous, l'unité des travailleurs sera construite non pas à partir du renforcement de la structure syndicale en place, mais la véritable unité des travailleurs sera construite à partir des travailleurs, de leurs formes démocratiques de conduite des luttes et de leurs organisations libres et autonomes.

IV - Proposition

En vue de la nécessité d'unifier la lutte et l'organisation des travailleurs au niveau national, nous proposons une réunion nationale élargie des intersyndicales (ou commission d'Etat pro-CUT) élues dans les Enclats en 1982, pour :

a) évaluer la situation actuelle du mouvement ;

b) mettre en route la tenue de la CONCLAT, en avançant les pas nécessaires à la construction de la CUT ;

c) définir des mesures concrètes pour que le mouvement syndical puisse affronter de façon unifiée les nouvelles attaques contre les travailleurs, sur le plan économique et politique, de la part des patrons et du gouvernement (chômage, menace de changements dans la politique salariale pour après les élections, répression contre le mouvement des travailleurs des villes et des campagnes, expulsion des travailleurs ruraux de leurs terres, etc.).

Date de réunion : 4 et 5 décembre 1982. Local : Sao Paulo.

Critères de participation :

— Tous les membres des commissions intersyndicales ou pro-CUT d'Etats élues dans les Enclats en 1982.

— Délégués élus dans les réunions plénières intersyndicales d'Etats ou Enclats dans la proportion de 10 % du nombre total de délégués participant à l'Enclat réalisé.

— Tous les membres de l'ex-commission nationale pro-CUT.

Observation :

a) Ces réunions plénières sont des réunions avec des délégués de base élus dans les assemblées des organisations ou des catégories.

b) Au cas où les intersyndicales se refusent à convoquer la réunion plénière, celle-ci devra être convoquée par l'ensemble des organisations et catégories qui adhèrent au présent appel.

c) Au cas où les organisations syndicales et professionnelles se refuseraient à tenir une assemblée pour élire des délégués, cette assemblée pourrait être convoquée par les catégories respectives.

V - Conclusion et convocation

Camarades, c'est pour nous le moment d'empêcher que les manœuvres menées par ceux qui n'ont pas respecté les décisions démocratiques des travailleurs conti-

nent à se faire impunément. L'heure de la vérité est arrivée. Ceux qui luttent réellement contre la structure syndicale actuelle liée et pelega doivent prendre l'initiative de rétablir le respect envers les décisions majoritaires des travailleurs. Ils doivent s'unir pour dire assez aux opportunistes, aux carriéristes et à ceux qui veulent exercer un rôle de contrôle sur les travailleurs des villes et des campagnes à travers les mécanismes de direction des fédérations et confédérations.

Nous espérons que les camarades membres de l'ex-commission nationale pro-CUT, les syndicalistes (militants et dirigeants), les camarades de base qui sont réellement engagés dans les luttes concrètes des travailleurs des villes et des campagnes, qui luttent et respectent la démocratie du mouvement des travailleurs, prendront en charge cette proposition, car c'est celle qui a reconnu dans la pratique et qui continue à reconnaître le droit des travailleurs de mener en avant le processus des luttes, de l'organisation libre et autonome et de la construction d'une CUT par la base.

— L'unité des travailleurs se construit dans les luttes !

— L'unité des travailleurs se construit dans l'organisation indépendante des patrons, du gouvernement, des partis et de la structure syndicale actuelle !

Camarades, tous à la réunion nationale des 4 et 5 décembre !

Brasilia, le 12 septembre 1982.

VI - Signataires

Commission pro-CUT de Sao Paulo - Commission d'Etat pro-CUT de Goiás - Commission pro-CUT du Para - Délégation intersyndicale du Parana - Luiz Inacio Lula da Silva (membre de l'ex-commission nationale pro-CUT), Sao Paulo - Jacob Bittar (membre de l'ex-commission nationale pro-CUT), Sao Paulo - Joao Paulo Pires Vasconcelos (membre de l'ex-commission nationale pro-CUT), Minas - Olivio de Oliveira Dutra (membre de l'ex-commission nationale pro-CUT), Rio Grande do Sul - José Gomes Novais (membre de l'ex-commission nationale pro-CUT), Bahia - Edson B. Campos (membre de l'ex-commission nationale pro-CUT), Sao Paulo - Clara Ant (membre de l'ex-commission nationale pro-CUT), Sao Paulo - Venize Rodrigues (membre de l'ex-commission nationale pro-CUT), Para - Nelson de Assis Telles (membre de l'ex-commission nationale pro-CUT), Goiás - Antonio Pereira Santana (membre de l'ex-commission nationale pro-CUT), Parana - José Alvez de Siqueira (membre de l'ex-commission nationale pro-CUT), Pernambuco - Maria Socorro Matos (membre de la délégation du Ceara) - Francisco José B. Lira (membre de la délégation du Ceara) - Emilio Diniz (membre de la délégation du Rio Grande do Sul) - Elcio Severo Portillo (membre de la délégation du Rio Grande do Sul) - Ricardo Bessa (membre de la délégation de l'Amazone) - Jacques Castro (membre de la délégation de l'Amazone) - Izabel Picaluga, Rio de Janeiro - Francisco Morbeck (district fédéral) - Carlos Benedito (district fédéral).

« Ce qui ne peut pas être divisé, c'est la classe ouvrière »

Parmi les syndicalistes qui se sont refusés à rester dans la réunion convoquée par la majorité de la commission nationale pro-CUT les 11 et 12 septembre à Brasilia, se trouve Jacob Bittar. Membre de la commission nationale pro-CUT, Bittar défend la tenue du congrès des travailleurs le plus tôt possible pour qu'ils puissent « s'armer contre les nouvelles attaques (du gouvernement) qui se préparent », comme il l'a expliqué dans une interview donnée le 13 septembre au journal *O Trabalho*, dont nous publions quelques extraits.

O Trabalho : « La réunion des 11 et 12 septembre a établi un critère de renouvellement de la CN pro-CUT dont un des points est la participation des dirigeants des confédérations syndicales comme membres intégrés d'office à une nouvelle commission nationale. Cela est-il en accord avec les décisions de la Conclat de 1981 ? »

J. Bittar : « Non, non. Absolument non. Parce que nous ne reconnaissons pas la représentativité des confédérations, étant donné la façon dont elles sont désignées. Il y a des confédérations et même des fédérations qui sont désignées par des syndicats-fantômes et des représentants-fantômes. Elles ne représentent pas le mouvement syndical.

Le mouvement syndical doit avoir une nouvelle proposition de discussion à la base, des dirigeants élus par l'ensemble des travailleurs pour les représenter pendant une campagne ou une période. Jamais des confédérations ou des fédérations ne peuvent avoir la préséance (sur des représentants élus), ou peuvent être considérés comme des représentants d'office (des travailleurs) (...).

C'est un retour en arrière que de respecter une structure syndicale fasciste, archaïque, liée à l'Etat. Et nous ne pouvons pas admettre qu'un nouveau syndicalisme, une nouvelle proposition de lutte pour les travailleurs puisse intégrer à son processus de lutte ces composantes qui sont des éléments établis par un syndicalisme vicié.

O Trabalho : « Comment les travailleurs vont-ils faire pour réaliser la Conclat le plus rapidement possible ? »

J. Bittar : « Si ce fait se maintient, si se maintient cette situation où ils essaient de nous imposer, d'imposer à la classe travailleuse des décisions d'en haut, je pense que l'ensemble des travailleurs doivent évidemment se soulever à travers leurs représentants les plus authentiques, les plus combattifs, fixer la Conclat et réaliser cette Conclat sans se préoccuper le moins du monde d'être accusés de diviser le mouvement syndical. Parce que diviser le mouvement syndical peut être même un acte méritoire dans ce pays. Ce qui ne peut pas être divisé, c'est la classe travailleuse. »



Jacob Bittar.

(1) Confédération des travailleurs agricoles.

(2) Commission élue lors de la « Conférence nationale des classes travailleuses » convoquée par le PT et de nombreuses directions syndicales.

(3) Sommet de la structure syndicale officielle.

(4) « Enclat » est une assemblée qui se tient dans chaque Etat pour préparer le Conclat fédéral à l'échelle de l'ensemble du Brésil.

L'enjeu des élections législatives du 28 octobre

L'appareil judiciaire du franquisme, qui a toujours bon pied, bon œil après sept années de « transition démocratique » à l'ombre de la couronne de Juan Carlos, a décidé que le lieutenant-colonel Tejero pourrait se présenter aux élections législatives anticipées du 28 octobre. Le principal protagoniste du coup d'Etat manqué du 23 février 1981, qui était alors entré l'arme au poing dans la salle des Cortes de la monarchie, demandera aux électeurs madrilènes de lui en ouvrir cette fois-ci les portes « légalement ».

De la caserne où il est censé purger les trente années de « prison » auxquelles il a été condamné par ses collègues de la justice militaire, Antonio Tejero pourra conduire sa campagne électorale en toute liberté ou peu s'en faut. Détenu dans des conditions identiques et pour le même motif, le général Milans del Bosch n'a-t-il pas été à même de mettre à jour une nouvelle tentative de coup d'Etat prévue pour la veille des élections du 28 octobre, et mise à jour le 2 octobre ?

La permanence des institutions de l'Etat franquiste est ainsi on ne peut plus clairement démontrée. L'enjeu de la lutte des classes en Espagne, dont les élections du 28 octobre marqueront un moment d'une extrême importance, c'est l'existence même de ces institutions.

C'est avec ces institutions que les travailleurs et les peuples d'Espagne veulent en finir, sept années après la mort du dictateur, en chassant du pouvoir les cliques de ses héritiers « recyclés » dans les différents partis bourgeois, comme l'ont manifesté sur le terrain électoral les ouvriers et les paysans en Andalousie où la défaite éclatante enregistrée par le parti gouvernemental UCD aux élections régionales a imposé l'organisation d'élections législatives anticipées en Espagne.

Tous les efforts des forces attachées au maintien de l'ordre bourgeois et de ce qu'on appelle à Madrid

les « pouvoirs de fait » (armée, police, justice, patronat, Eglise, franquistes aujourd'hui comme hier) visent à masquer l'enjeu de ces élections et à parer le coup qui pourrait venir des masses utilisant le canal électoral.

La découverte du « complot du 27 octobre » est à cet égard très illustrative.

Présentée par les milieux officiels eux-mêmes comme « beaucoup mieux préparée » que celle du 23 février 1981 et comme devant avoir des « conséquences réellement sanglantes » en cas de réalisation, la conspiration découverte le 2 octobre a donné lieu, en tout et pour tout, à l'arrestation de deux colonels et d'un lieutenant-colonel.

Etonnamment bavard en ce qui concerne les « plans » des comploteurs, le ministre de l'Intérieur est resté muet comme une tombe sur l'identité des centaines d'officiers

impliqués une nouvelle fois dans cette tentative. Les listes qui ont circulé dans les rédactions des journaux ont été dénoncées comme des faux par le ministère de la Défense qui veille sans doute jalousement sur la vraie.

L'union sacrée autour des institutions

Tout se passe comme si le complot avait opportunément été découvert, accessoirement pour susciter un hypothétique réflexe de peur supposé bénéficier aux partis bourgeois sur le plan électoral, mais surtout pour réunir dans un bel ensemble les partisans de l'union sacrée autour de la Constitution et des institutions héritées du franquisme.

Déjà, au lendemain du 23 février, avait-on ainsi tressé des couronnes à Juan Carlos, présenté comme le « sauveur de la démocratie », alors que, comme le procès des putschistes le démontra abondamment, le monarque intronisé par Franco était mouillé jusqu'au cou dans le coup d'Etat avorté.

Après le 2 octobre, on faisait savoir que la résidence de Juan Carlos, la Zarzuela, était « inondée » de télégrammes de fidélité envoyés par des unités militaires. Les déclarations de respect de la Constitution et des institutions en cas de victoire du PSOE émanent de lieutenants-généraux qui qualifient les comploteurs de « brebis galeuses ».

Le chef du gouvernement Calvo Sotelo affirme que l'armée « dans son immense majorité » est contre les putschistes. M. Calvo Sotelo tient sans doute cette information de son ami intime, Lacalle Lelouf, chef de la junte des chefs d'état-major, membre de l'Opus Dei et co-

fondeur du parti d'extrême-droite Fuerza Nueva, dont le leader Blas Pinar est de toutes les tentatives, réelles ou supposées, de conspiration militaire.

Cependant, l'auteur de la phrase suivante : « L'armée est une des institutions de la démocratie et a des fonctions parfaitement définies dans la Constitution, fonctions qu'elle accomplit avec responsabilité et en respectant la légalité », n'est pas un capitaine-général, c'est Felipe Gonzalez, secrétaire général du PSOE.

La proposition d'un accord pour « la création d'une majorité parlementaire et sociale indispensable pour consolider la démocratie » incluant le PSOE et tous les partis bourgeois à la seule exception de « la droite de la droite » (Alliance populaire) a été lancée par... Santiago Carrillo, secrétaire général du PCE.

La croisade du PCE

Sous le slogan « Pour que rien ne s'arrête », le PCE a fait de sa campagne électorale une véritable croisade pour que tout continue... comme avant.

Après la déroute de l'UCD en Andalousie, Santiago Carrillo a concentré ses attaques contre le PSOE, c'est-à-dire en réalité contre le vote des masses en faveur de ce parti, « coupable » de conduire à une bipolarisation en Espagne en réduisant à une peau de chagrin ce « centre » qui a si bien conduit la prétendue « transition démocratique ».

A un éventuel gouvernement du PSOE, Santiago Carrillo promet généreusement, début septembre, un an d'existence, après l'avoir qualifié par avance d'« avortement » dans un éditorial de *Mundo Obrero* début juillet. Dans cet article, Carrillo

avertit qu'une victoire du PSOE conduirait en fait à terme à une prise du pouvoir... par l'Alliance populaire de Fraga Iribarne, autour duquel se regroupe la « droite musclée ».

Un front avec la bourgeoisie « rééduquée »

Aux électeurs andalous qui ont rossé l'UCD gouvernementale et aux cliques de ce parti qui se déchirent à belles dents, Carrillo dit qu'ils ont tort, en citant comme exemple de viabilité d'un tel parti... la Démocratie chrétienne italienne, louée pour avoir réalisé en Italie « une sorte de rééducation d'une bourgeoisie qui, en Italie aussi, avait été avec le fascisme ».

Et avec cette bourgeoisie franquiste « rééduquée » et baptisée « secteurs réformistes et progressistes », Carrillo estime nécessaire « un front, une alliance politique ». Il faut donc sauver l'UCD de sa déliquescence, et les travailleurs et les peuples d'Espagne d'une victoire du PSOE comparable à celle d'Andalousie.

Carrillo va consacrer l'essentiel de sa campagne à combattre le vote en faveur du PSOE, accusé simultanément de vouloir « tout dévorer sur sa gauche » et de vouloir « rassurer les patrons ». Or, on chercherait vainement une différence notable entre les plates-formes des deux partis, toutes deux marquées du sceau de la plus authentique collaboration de classes.

A trois semaines des élections, Santiago Carrillo prenait acte de ce que, selon ses propres termes, « la victoire socialiste est inévitable et irrésistible ».

Pour Carrillo, la victoire du PSOE sera le résultat d'un « consensus, qui va de la droite au Parti socialiste, pour ouvrir à ce parti les portes du prochain gouvernement ». Mais Carrillo n'est-il pas lui-même partisan d'une coalition gouvernementale entre le PSOE et les différents résidus de l'UCD, et notamment le nouveau parti de l'ancien Premier ministre et fondateur de l'UCD, Adolfo Suarez ?

Pour des motifs identiques, l'appareil du PSOE a adopté vis-à-vis de son éventuel propre triomphe électoral la démarche de l'écrevisse, multipliant les gages de bonne volonté et de « modération » à l'égard des « pouvoirs de fait », et en ouvrant ses listes à des transfuges notoires de l'UCD.

Mais si les dirigeants du PSOE peuvent avoir peur de leur propre victoire, ils ne peuvent changer la signification qu'a eue en Andalousie et qu'aura dans tout l'Etat espagnol l'utilisation massive du vote en faveur du PSOE pour ouvrir une nouvelle et décisive étape dans la crise de la monarchie franquiste.

Pour la République

C'est cette aspiration qu'ont exprimée les militants du POSI, la section en Espagne de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », en combattant, comme le dit leur manifeste électoral, « pour la République, pour une majorité absolue de députés ouvriers aux Cortes, pour que les députés du PSOE et du PCE et tous ceux qui se réclament des intérêts des travailleurs et des nationalités opprimées d'Espagne se déclarent unique pouvoir constituant ».

Le 20 octobre 1982
Sergio Reis.

Sur cette affiche appelant à voter Tejero, on peut lire : « Objectif : Tejero au Congrès. »



**4 MILLIONS DE CHÔMEURS, THATCHER GOUVERNE TOUJOURS...
...POUR LA DIRECTION, L'ENNEMI EST LA GAUCHE DU PARTI !**

Le congrès du Labour Party

Fin septembre s'est tenu le congrès annuel du Labour Party qui marque incontestablement une nouvelle étape dans la crise qui secoue ce parti depuis l'arrivée au pouvoir de Thatcher en mai 1979.

On sait que l'écrasante responsabilité de la direction Callaghan dans l'échec électoral de 1979 provoqua, lors du congrès du parti de la même année, le développement d'une aile gauche puisant ses forces parmi les militants les plus actifs du parti. A cette étape, les syndicats, dont la plupart sont affiliés au Labour Party au niveau national, étaient représentés pour l'essentiel par des dirigeants liés à l'aile droite du parti qui, par le jeu du système du vote bloqué, disposent arbitrairement de 5 millions de voix. Comme les sections du Labour Party ne contrôlent au congrès que 8 % des mandats, les appels émanant de la base pour que Callaghan soit chassé restèrent sans effet (1).

MAIS, en liaison avec le développement de la lutte de la classe ouvrière contre le gouvernement Thatcher — dont l'offensive fut marquée en 1980 par une tentative d'écraser le syndicat des sidérurgistes lors d'une longue grève de ce secteur — le congrès de 1980 vit le défi à Callaghan se combiner avec une campagne pour la démocratie dans le Labour Party. Le comité exécutif national (NEC) fut dominé par des éléments se réclamant de la gauche, elle-même divisée entre ceux qui se regroupaient autour de Tony Benn et l'aile plus modérée suivant Michael Foot. Callaghan démissionna et fut remplacé par Foot, compromis provisoire qui ne réglait rien. La radicalisation au sein du parti se traduisit par des modifications statutaires, notamment en ce qui concerne l'élection du « leader » jusqu'alors confiée au seul groupe parlementaire (2). C'est alors que certains parlementaires qui incarnaient l'aile ouvertement la plus droitiste du parti firent scission pour fonder le Social-Democratic Party (SDP) qui ne reçut l'appui d'aucun syndicat.

Mais au début de 1981 se scella une alliance secrète entre Dennis Healey — ex-bras droit de Callaghan — et les principaux dirigeants des grands syndicats.

En 1981, les directions syndicales parvinrent à entraver le développement de la lutte des travailleurs contre le gouvernement Thatcher. Leur attitude explique que Thatcher ait pu imposer une politique des salaires, augmenter le chômage au-delà de la barre des trois millions, opérer des coupes sauvages dans les dépenses sociales et mettre en place une législation anti-syndicale. De leur côté, les dirigeants du Labour Party, sur le terrain parlementaire, se gardèrent bien de mettre en cause la légitimité du gouvernement Thatcher.

Le premier résultat de cette alliance des bureaucrates les plus réactionnaires des sommets des Trades-Unions et de l'aile droite parlementaire du Labour Party fut de faire échec à la candidature de Benn comme leader adjoint qui risquait de déstabiliser le fragile équilibre existant : Benn devait reculer.

C'est alors que le comité exécutif issu du congrès de septembre 1981 et où l'aile droite dominait, présenta le projet d'un « registre ». A travers ce projet, il s'agissait de bannir les regroupements de gauche qui s'étaient constitués dans le parti. La principale cible était la tendance du « Militant » (3), du nom de son journal, présentée par la presse comme une organisation « trotskyste ».

Cependant que cette offensive interne se développait, une nouvelle

modification se produisit dans la lutte des classes. Un conflit sur les salaires, dans le secteur de la santé, conflit qui mûrissait depuis six mois, déboucha sur une lutte d'ensemble des travailleurs hospitaliers qui reçurent un large soutien d'autres secteurs de la classe ouvrière. Cette situation conduisit le 22 septembre, à la veille du congrès du Labour Party, à une « journée d'action » qui constitua en fait la plus ample grève de vingt-quatre heures connue en Angleterre depuis la grève générale de 1926. Thatcher refusa de céder ; les dirigeants des Trades-Unions refusèrent de s'orienter vers la préparation d'une grève générale.

Une semaine avant que ne s'ouvre le congrès du Labour Party, il fut annoncé que de janvier à août 1982, les salaires réels avaient baissé de 2 %. Le chômage atteignait le chiffre effectif de près de 4,5 millions. De nouveaux licenciements massifs étaient programmés dans l'industrie sidérurgique où la main-d'œuvre employée était déjà passée de 240 000 à 140 000 depuis 1980. De nouvelles lois anti-syndicales étaient présentées au Parlement.

Le congrès du Labour Party

L'aile droite — c'est-à-dire en fait l'appareil en tant que tel — se présenta hautement organisée à ce congrès. Deux syndicats importants qui auraient dû voter contre l'instauration du « registre » changèrent de camp, un jour avant le vote. Arthur Scargill, le secrétaire général de la Fédération des mineurs, s'opposait au « registre », mais il fut désavoué par la direction du syndicat. Le plus grand syndicat, le Transport and General Workers Union (TGWU) était également mandaté contre, mais le secrétaire général imposa un changement d'attitude. Ces volte-face indiquent le degré de pression auxquelles furent soumises les délégations syndicales : malgré cela, nombre des délégués syndicaux étaient opposés à toute « chasse aux sorcières », mais en dernier ressort la décision dépendait des seuls dirigeants disposant arbitrairement des centaines de milliers de votes de leur syndicat.

Au niveau du débat lui-même, à l'inverse des années précédentes, l'appareil tenait parfaitement les choses en main.

L'aile gauche, à l'inverse, était désorganisée. Le Rank and File Mobilising Committee, qui était censé coordonner l'activité de la gauche, avait été délibérément dissous après que Benn se refuse à combattre pour la direction.

La « Campaign for Labour Party democracy » (CPLD), qui pendant trois ans fut le centre organisateur

du combat sur le régime intérieur du parti, se scinda par le milieu et n'apparut pas comme une force organisée au sein du congrès.

Le 11 septembre, le « Militant » tint une conférence pour résister à la chasse aux sorcières, conférence qui rassembla 2 500 participants. Mais la direction du « Militant » se refusa à œuvrer à la constitution d'une opposition unifiée, se limitant à proclamer sa protestation.

Au niveau de l'élection du « leader », aucune tentative ne fut faite pour entraver l'élection de Foot et celle de Healey comme son adjoint. En dépit des milliers de lettres émanant de sections ou de militants, Benn refusa de sortir de son silence et de mettre en péril la stabilisation du contrôle du parti par l'appareil.

Ce qui était en jeu pour Foot, Healey et tout l'appareil dans ce congrès, c'était leur aptitude à démontrer qu'ils pouvaient contrôler le Labour Party sur la base d'une politique gouvernementale qui ne soit pas contradictoire avec les besoins de la bourgeoisie. Les lendemains, en effet, ne sont guère assurés pour la bourgeoisie britannique. Le gouvernement Thatcher peut subir un échec électoral et même — dans un autre contexte — peut voir sa fin initiée par des affrontements du type de ceux qui amenèrent à la chute de Heath. Qui pourrait lui succéder ? Un nouveau gouvernement du Labour Party ou un gouvernement de coalition avec le SDP et le parti libéral.

Pour la direction du Labour Party, il faut se préparer à ces éventualités et, dans l'immédiat, contrecarrer la profonde tendance à la grève générale pour en finir avec Thatcher, tendance qui s'affirme au travers de l'action de la classe ouvrière (22 septembre).

Dans ce contexte, c'est l'appareil dirigeant en tant que tel qui a décidé qu'il ne pouvait s'appuyer sur l'aile représentée par Benn, et Benn s'est incliné.

La chasse aux sorcières

La conférence embraya immédiatement sur la question du « registre ». La résolution présentée expliqua : « Cette conférence affirme sa détermination à défendre l'article 2 des statuts (il s'agit de la clause destinée à interdire l'entrée du Parti communiste comme organisation dans les rangs du Labour Party)... La conférence réaffirme qu'il est du devoir du comité exécutif de déclarer que les organisations dont l'activité est contraire aux statuts n'ont pas leur place dans le parti. La conférence déclare qu'en adoptant cette résolution, elle n'entend pas provoquer de chasse aux sorcières mais réaffirmer véritablement nos principes de paix, de liberté et de socialisme démocratique tels qu'ils s'expriment dans notre attachement à la démocratie parlementaire. »

La réaffirmation de l'attachement à la « démocratie parlementaire », qui signifie en fait le rappel du respect des formes de domination de la bourgeoisie, a aujourd'hui comme contenu concret la réaffirmation des prérogatives du groupe parlementaire — battues en brèche ces dernières années — et du comité exécutif, notamment en ce qui concerne la sélection des candidats.

« Militant » fut considéré comme une bonne cible et présenté comme exprimant la continuité avec le bolchevisme et le trotskysme. La droite

ouvrit le feu en se référant à l'activité des organisations trotskystes depuis les années 1930. Elle déclara sans fard que « Militant » devait être banni du parti. Pas un seul des dirigeants de la gauche ne défendit les droits de « Militant ». Benn lui-même demeura silencieux dans le congrès. Ce n'est qu'hors séance qu'il confia à des journalistes : « La droite remporte une grande victoire ». La résolution sur le « registre » fut adoptée par 5 227 000 voix contre 1 645 000. Le comité exécutif s'est depuis prononcé pour l'exclusion de « Militant », mais la forme que prendra l'application de cette décision reste à déterminer.

Les dirigeants du « Militant » ont cherché une solution de conciliation, se déclarant prêts à « discuter toute proposition organisationnelle » et ajoutant : « Militant n'a pas de buts et de politique distincts du parti dans son ensemble. » Mais ces bonnes paroles n'apaiseront pas l'appareil qui, au travers de l'attaque contre « Militant », vise à rétablir sa prééminence institutionnelle ébranlée ces dernières années. L'élection du nouveau comité exécutif l'a confirmé : l'aile droite la plus décidée dont Healey est le chef de file, y détient la majorité absolue même sans le soutien de Foot et de ses partisans.

Réaffirmer le contrôle de l'appareil, c'est revenir sans équivoque à la situation où le « Manifeste » du parti (c'est-à-dire sa plate-forme électorale et donc son programme de gouvernement) intègre ou non les décisions du congrès au gré de l'avis du « leader ».

Ainsi, le congrès du Labour Party a, pour la seconde année consécutive, voté en faveur du désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne et la fermeture des bases US. Cette fois, la majorité statutaire des 2/3 requise pour qu'elle figure dans le « Manifeste » du parti a été atteinte. Mais le sort qui sera réservé à cette résolution a été annoncé nettement par Roy Hattersley, l'un des dirigeants de l'aile droite, qui a aussitôt déclaré : « Ce congrès a voté par plus de deux voix contre une en faveur du désarmement nucléaire unilatéral, mais il a voté par plus de cinq voix contre une le fait que l'Angleterre devait rester membre de l'OTAN. Ces deux positions ne peuvent se combiner, quelle que soit la fausse logique que l'on déploie à cette occasion. »

Healey et Foot se firent à nouveau les avocats d'une politique des revenus alors que, quelques semaines auparavant — au grand dam de ses principaux dirigeants, il est vrai —, le congrès des Trades-Unions avait condamné toute politique des revenus. Et même Benn l'accepta en disant qu'un « plafond » était inévitable, au-dessous duquel se maintiendrait « la libre négociation collective ».

Compte tenu de ce qui s'est passé au congrès du TUC, les dirigeants syndicaux demeurèrent muets, bien que nombre d'entre eux soient, sur ce point, d'accord avec Foot et Healey.

Et maintenant ?

La victoire de l'appareil en termes de mandats et de déroulement du congrès ne met pas fin à la crise du Labour Party.

Parmi les militants des sections du Labour Party qui aspiraient à la formation d'une gauche structurée, ce qui s'est passé à la conférence et la question du « registre » ont provoqué une polarisation qui a trouvé une expression y compris au niveau du groupe parlementaire. Plus de vingt députés ont quitté le vieux groupe parlementaire de « Tribune » (la gauche parlementaire traditionnelle) pour constituer une opposition au « registre ». De nombreuses sections locales ont décidé qu'elles se refuseraient à prononcer toute exclusion. *Labour Weekly*, l'hebdomadaire du Labour Party, est ainsi amené à écrire : « Le comité exécutif a certes le pouvoir de dissoudre des sections qui se refuseraient à appliquer les statuts... Mais ce qu'il faudra voir c'est le nombre de sections qui accepteront de se placer dans cette situation et c'est ce que le comité exécutif est prêt à faire à leur rencontre. »

En fait, la direction bureaucratique du Labour Party elle-même sait que rien n'est terminé. Elle a visé à prévenir une polarisation au sein du parti qui trouve ses racines dans les conséquences de la politique du gouvernement Thatcher et de la mobilisation de la classe ouvrière. C'est pourquoi il fallait « faire un exemple » et que « Militant » a été faussement accusé d'être une « tendance trotskyste » pour agiter l'épouvantail de la constitution d'une véritable aile gauche.

Mais la direction ne peut ainsi juguler la crise ni empêcher que celle-ci trouve son expression au sein du mouvement syndical.

L'un des incidents les plus significatifs de ce congrès — et qui sont une indication des développements futurs — s'est produit lors de l'élection du comité exécutif. Le syndicat des cheminots (National Union of Railwaymen-NUR) était mandaté pour voter pour un représentant du syndicat des mineurs, appartenant à l'aile gauche. Secrètement, le secrétaire général fit basculer les 170 000 mandats qu'il détenait en faveur d'un candidat de la droite la plus avouée. A la suite de cette manœuvre, Sidney Weighall, qui apparaissait comme le secrétaire général inamovible du NUR, dut faire face à son comité exécutif et fut contraint de démissionner. Une telle démission est sans précédent et témoigne de la tension qui règne à l'issue de ce congrès, au sein des organisations syndicales comme du Labour Party lui-même.

J. White.

(1) *Tribune internationale* - La Vérité n° 1 de janvier 1982 a publié un article de François Forgue sur les développements au sein du Labour Party pendant cette période, qui donne également quelques indications sur son fonctionnement et sa structure que nous ne répétons pas dans cet article.

(2) Le « leader » (dirigeant) du parti est le futur Premier ministre si le parti accède au pouvoir. S'il est dans l'opposition, il est le chef de « l'opposition de sa Majesté ». Il était auparavant désigné par le seul groupe parlementaire, désormais par un « collège électoral » où sont représentés le groupe parlementaire, les sections du parti et les syndicats affiliés.

(3) *Militant* est en fait un courant qui ne se réclame aucunement de la IV^e Internationale et de la nécessité de sa construction, même si certains de ses dirigeants ont leurs origines dans le mouvement trotskyste britannique.

Après la Conférence de Kinshasa

Le 8 et le 9 octobre, s'est tenue à Kinshasa, au Zaïre, la conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique. Instituée en 1973 par le président Georges Pompidou, cette réunion rassemble annuellement autour de l'ancienne métropole les ex-colonies françaises d'Afrique, entre autres, pour faire le point sur la coopération et la sécurité en Afrique.

Il s'agit en fait, pour l'impérialisme français et les gouvernements agissant pour son compte, d'organiser le pillage des gigantesques ressources du continent africain, d'assurer des débouchés aux capitalistes français en créant des marchés artificiels très éloignés des besoins les plus vitaux des masses africaines maintenues dans la misère, l'analphabétisme, la famine.

Dans le même temps, face à la résistance des masses à ces plans destructeurs de l'impérialisme, c'est par la force que sont maintenus les régimes compradores, y compris les dictatures les plus sanglantes.

Dans quel contexte s'est ouverte la conférence de Kinshasa qui a connu la participation record de 37 pays ?

Un membre de la délégation française, selon le journal *Le Monde*, parlait « de mettre au point une tactique qui permette de sauver l'OUA ». Créée en mai 1963 à Addis Abeba, cette laborieuse construction de l'impérialisme soutenue par la bureaucratie du Kremlin est fondée sur la nécessité de « garantir l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation » (Charte).

Cet acharnement à maintenir les peuples d'Afrique dans la camisole de force des frontières coloniales est à la mesure de l'effroi qu'inspire toute remise en cause de celles-ci. Il est clair qu'on ne peut toucher à une pierre de cette construction sans menacer d'effondrement l'ensemble de l'édifice, c'est-à-dire la stabilité des Etats africains et, par-delà, la domination impérialiste.

Les gouvernements précédents de la V^e République n'ont jamais hésité à intervenir pour maintenir par la force ces Etats, pour la plupart artificiels. On se souvient des interventions répétées de Giscard au Zaïre comme au Tchad.

C'est à la mesure de ces enjeux qu'il convient de mesurer le résultat de la Conférence de Kinshasa.

Satisfaction du patronat

Tout d'abord, cette réunion a été l'occasion pour F. Mitterrand d'effectuer sa deuxième tournée en Afrique subsaharienne, qui l'a conduit de Brazzaville au Congo, en passant par Kigali au Rwanda. Dans les trois capitales, promesse a été faite de renforcer la coopération militaire. Au Congo, le président français a déclaré vouloir « interrompre un silence, combler une absence ».

Pour ne prendre qu'un exemple, on apprenait à l'ouverture de la conférence, selon *Le Monde* daté du 9 octobre 1982, qu'une « réunion de la "dernière chance" se tiendrait le lundi 11 octobre à Kinshasa entre les représentants des banquiers occidentaux et la banque centrale zaïroise pour éviter au Zaïre d'être déclaré en défaut de paiement ».

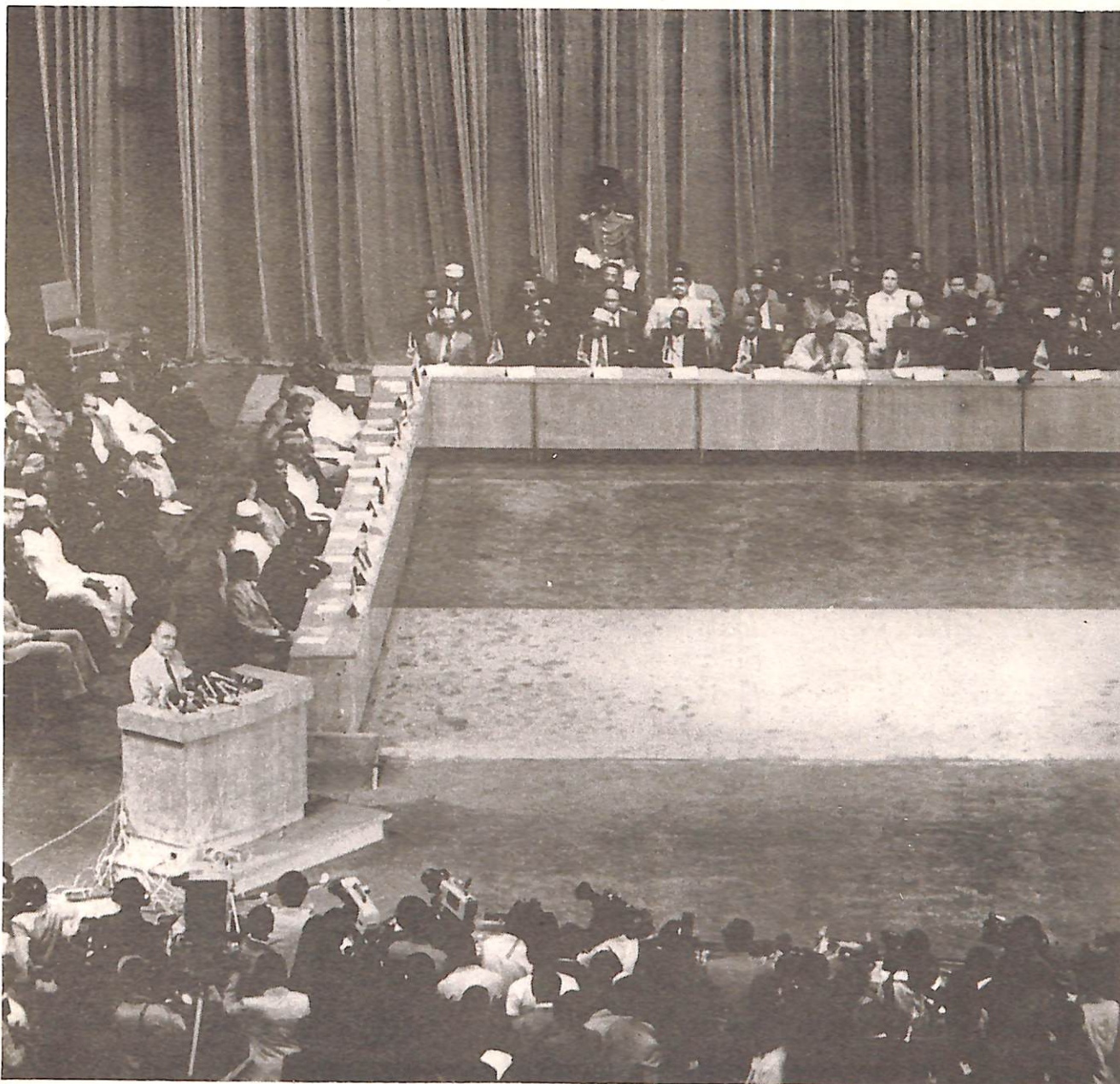
Crise de l'OUA

S'ajoute à cette situation la crise de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) qui l'a amenée au bord de l'éclatement. Cette organisation ayant été placée dans l'incapacité de réunir la conférence annuelle des chefs d'Etat, prévue au début du mois d'août à Tripoli. L'hebdomadaire *Jeune Afrique* résumait ainsi les interrogations à ce sujet : « Mitterrand sauvera-t-il l'OUA ? »

La conférence de Kinshasa s'est ouverte quelques semaines après l'assemblée générale du FMI, au cours de laquelle il a été établi la banqueroute économique et financière de la quasi-totalité des pays arriérés, l'impossibilité de ces derniers de faire face aux échéances d'une dette gigantesque contractée auprès des métropoles impérialistes.

Dans le même temps, sans que les moyens en soient dégagés, il a été convenu d'éviter à tout prix qu'un seul de ces pays soit déclaré en liquidation financière. Une telle décision pouvant avoir des conséquences redoutables pour tout le système capitaliste mondial.

On imagine aisément ce que cela peut signifier en Afrique, où l'on dénombre 21 des pays les plus pauvres du monde sur les 31 PMA (pays les moins avancés) suivant la dénomination des organismes internationaux.



Le « sommet » franco-africain de Kinshasa (Zaïre).

Dans le même temps, on apprenait la satisfaction des milieux économiques français, au premier rang desquels figuraient les représentants des intérêts pétroliers, dont Elf-Aquitaine, qui exploite plus de 40 % des ressources pétrolières du pays.

Au Burundi, l'un des pays les plus pauvres du monde, les entreprises françaises vont installer un réseau de télévision couleur. Ce seul fait donne une idée de la destination de l'« aide » française et du caractère artificiel des marchés offerts ainsi aux capitalistes français.

Mais le message du président français aux chefs d'Etat africains était tout particulièrement attendu.

La chute de Giscard, la majorité écrasante de députés du PS et du PCF à l'Assemblée nationale avaient suscité inquiétude et désarroi dans toutes les capitales africaines. Le PS et le PCF, F. Mitterrand lui-même, ont dénoncé par le passé la politique africaine des gouvernements précédents, soustraite de tout contrôle du Parlement.

J.-P. Cot, secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et du Développement, annonçait en juin 1981 qu'il « n'y aura plus de copains et de coquins dans les relations avec l'Afrique », ainsi que la volonté de « moraliser » ces relations en liant l'aide française à la situation des droits de l'homme.

Dans ces conditions, la poignée de main qualifiée d'historique entre Mitterrand et Hissène Habré, suivant de près la visite du dictateur Sekou Touré à Paris, acquise sous la pression du CNPF, a une valeur de symbole.

On se souvient que le gouvernement Mitterrand a soutenu jusqu'au bout le GUNT (Gouvernement d'union nationale de transition) constitué sous l'égide de l'OUA, présidé par Goukouni Oueddei en qui il voyait le seul capable de préserver le Tchad de l'éclatement, contre le chef des FAN.

« Il n'y a rien à redire »

En déclarant que l'installation d'Hissène Habré aux commandes de l'Etat tchadien a créé « une situation de droit », ajoutant que « la France n'a qu'une parole : elle s'adresse au Tchad », le président français a tenu à marquer solennellement une continuité avec un principe de la V^e République, selon lequel la France connaît les Etats et non les gouvernements, et a rassuré les chefs d'Etat africains.

Continuité, tel a d'ailleurs été la conclusion unanime que la presse dégage à la Conférence de Kinshasa. Robert Galley, ancien ministre de la Coopération de Giscard, applaudissant au discours de Mitterrand à l'étape de Kigali, constatait avec satisfaction : « Il n'y a rien à redire, pas un mot à changer. »

Des positions menacées...

Le Figaro du 11 octobre explique au sujet de ce sommet : « A court terme, c'est la leçon de Kinshasa, les sommets franco-africains ne seront plus de "gentils clubs de rencontres", mais on les "recentrera" autour des pays francophones. Cela afin de préparer sérieusement Lomé III, c'est-à-dire l'accord tri-annuel par lequel l'Europe garantit un prix plancher à l'Afrique pour ses matières premières. La France, face à l'Allemagne de Kohl et à la Grande-Bretagne de Thatcher, a besoin de resserrer le bataillon de ses amis africains avant cette offensive difficile. »

Les références répétées à la francophonie, la volonté déjà prévue de restreindre la prochaine conférence franco-africaine de Paris à ce noyau des « amis sûrs de la France », la promesse faite d'accroître l'aide française de 1983 à 20 milliards, dont la France réservera la meilleure part à ses meilleurs amis, de même que l'appel lancé à la veille de son retour à Paris pour la tenue du sommet de l'OUA à Tripoli entrent dans cet objectif.

Ainsi que l'a déclaré un important membre de la délégation française, conseiller de Mitterrand, « le pays qui compte en Amérique latine, ce sont les Etats-Unis. En Afrique, c'est la France ».

L'auteur de cette déclaration prend, somme toute, ses desirs — la volonté politique de sauvegarder les possibilités des capitalistes français en Afrique — pour la réalité.

En effet, ce que l'on pouvait qualifier de grignotage de l'impérialisme américain au-delà de ses « partenaires » africains traditionnels (Afrique du Sud, Nigéria...) est devenu aujourd'hui une véritable prise d'assaut des bastions du capitalisme français.

Ainsi, comme le révèle une étude du mensuel *Jeune Afrique Economie* : « Au Gabon, fief pétrolier d'Elf, la compagnie Standard Oil (de l'Indiana) a bien fini par obtenir une concession en dépit, affirme-t-on, des pressions répétées de la société française », ajoutant : « Malgré la mainmise d'Elf-Gabon, les Etats-Unis deviennent acheteurs de pétrole et l'on pense même qu'ils pourraient devenir les premiers clients de ce pays avant la France. »

Toujours d'après cette étude, on compte en Côte-d'Ivoire une centaine de sociétés américaines (dont une dizaine de compagnies pétrolières) une quarantaine d'entreprises au Cameroun. Au Bénin comme au Tchad et au Sénégal, les compagnies américaines opèrent des projections pétrolières.

Cette offensive américaine met les USA à la deuxième place derrière la France sur les marchés acquis du capitalisme français. Comme le note *Jeune Afrique Economie* : « Au ministère français du Commerce extérieur, on se refuse à céder à toute panique. » Certes, « on suit de près le "forcing" américain ».

C'est ainsi que derrière la satisfaction du patronat français, percent les inquiétudes.

Le PCF adhère entièrement à cette politique, comme le révèle la lecture de *L'Humanité* : « François Mitterrand s'est, à plusieurs reprises, prononcé pour une coopération entre pays développés et pays en voie de développement, définie comme une aide mutuelle, nullement octroyée par les premiers, mais discutée entre partenaires, pour servir aux véritables besoins des pays concernés. »

« C'est d'ailleurs, ajoute le journal du PCF, la conception que les communistes ont toujours exprimée, que Georges Marchais soulignait avec force au cours de son voyage à Madagascar et au Mozambique en 1980. »

Cette politique peut, sans les rassurer sur l'avenir, obtenir l'adhésion des capitalistes français et provoquer le soulagement des gouvernements compradores.

Les masses africaines savent, quant à elles, ce qu'il leur en coûte chaque jour.

Njaq Dioli

DANS LA CONTINUITÉ DU PLAN HABIB

La « pacification » de Beyrouth

Les forces armées israéliennes se sont retirées de Beyrouth-Ouest. La « force multinationale d'interposition » et l'armée libanaise ont pris la relève. Dans les grands moyens d'information, l'horreur tant clamée après les massacres de Sabra et de Chatila s'atténue au fil des jours. On pourrait croire que la situation au Liban se « normalise »...

En fait, dès le 5 octobre, les parachutistes français organisaient, conjointement avec l'armée libanaise, le « nettoyage » de Beyrouth-Ouest : bouclages, perquisitions, arrestations massives...

Le 8 octobre, Walid Joumblatt déplorait « l'excès de zèle » du contingent français qui permettait à l'armée libanaise, « par les perquisitions et les ratissages de Beyrouth-Ouest, de faire le sale boulot que les militaires israéliens n'ont pas fait ».

Le même jour, Arafat accusait les contingents militaires envoyés au Liban par les impérialismes américain, français et italien de « participer à une campagne systématique d'annihilation du peuple palestinien au Liban par l'arrestation et la torture », et, le 9 octobre, Abou Iyad, un autre dirigeant de l'OLP, dénonçait les opérations menées par l'armée libanaise dont la « sauvagerie n'est pas moins apparente que celles menées par l'armée sioniste ».

La « force multinationale d'interposition » a ainsi largement démontré son rôle : elle a permis aux forces libanaises de poursuivre le « travail » qu'elles avaient commencé auprès de l'armée israélienne.

C'est ainsi que les dépêches d'agence font état du fait que « dans la nuit du 9 au 10 octobre, des éléments armés, non identifiés, munis de listes nominatives, ont pénétré (...) dans les camps de Sabra et Bourj al Barajneh (sud de Beyrouth) et y ont arrêté une dizaine de jeunes gens ».

« Des mesures spéciales sont à l'étude »

Au total de 3 000 à 4 000 arrestations, des centaines de disparus, la destruction systématique de toutes les constructions des camps, de l'infrastructure médicale, sociale et culturelle. A cela s'ajoutent les exactions des miliciens, qui agissent en toute impunité.

« Tout se passe, écrit R. Backmann (1), comme si le gouvernement libanais voulait inciter les Palestiniens à partir "volontairement" vers le nord du pays ou vers la Syrie (...). Des mesures spéciales sont à l'étude (...). Les camps seraient vidés et leurs habitants transférés vers les régions de l'Akkar, dans le nord ou dans la Bekaa.

A plus long terme, les camps en territoire libanais seraient complètement supprimés et les réfugiés n'auraient plus le choix qu'entre une intégration — étroitement contrôlée — dans la société libanaise et l'exil vers un autre pays. La Syrie n'en veut pas et s'apprête à les renvoyer vers la Jordanie. C'est clair : un nouvel exode se prépare pour les Palestiniens du Liban. »

Cette politique, qui se développe sous la protection de la force multinationale d'interposition, trouve son prolongement au Sud-Liban, sous l'occupation d'Israël. Des milliers de Palestiniens sont parqués dans des camps de prisonniers, tandis que des milliers d'autres, n'étant pas autorisés par le gouvernement libanais à reconstruire les camps détruits à 80 %, se trouvent contraints d'accepter les tentes livrées par l'Office des Nations-Unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA).

La continuation du plan Habib

Ce qui se passe aujourd'hui au Liban n'est pas autre chose que la continuation du plan Habib, c'est-à-dire — sous la surveillance des contingents impérialistes — l'application de la politique de Reagan.

Comme l'expliquait la résolution adoptée en juillet 1982 par la conférence mondiale de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » : « La politique d'extermination physique de Begin est la seule réaliste du point de vue de l'impérialisme. Mais la politique d'extermination physique se heurte à la résistance révolutionnaire du peuple palestinien qui ne peut trouver une issue positive que dans la constitution de la nation palestinienne.

Mais les difficultés surgissent pour réaliser cette politique d'extermination physique en raison de la situation mondiale et de la situation dans la région. »

C'est dans ce cadre que s'inscrit le rôle des contingents militaires impérialistes présents au Liban. C'est dans ce cadre aussi que se situent les éléments de tension entre l'impérialisme américain et le gouvernement Begin-Sharon : la tentative de redonner une certaine stabilité à un Etat libanais fort est un élément du rééquilibrage de la politique américaine dans la région qui ne peut, pour la réaliser, s'appuyer sur le seul Etat d'Israël.

Pendant qu'au Liban des coups continuent à être portés aux masses palestiniennes, un véritable complot diplomatique est monté contre les droits nationaux du peuple palestinien.

Après le sommet arabe de Fes (Maroc, Algérie, Jordanie, Syrie,

Tunisie, Arabie Saoudite), un responsable américain expliquait que l'objectif était de préparer un Camp-David II, que le roi Hussein était prêt à s'associer aux négociations israélo-égyptiennes, « à condition d'être soutenu par un nombre substantiel de pays arabes modérés conduits par l'Arabie Saoudite ».

Le 22, après les entretiens de la Maison-Blanche, ce même responsable affirmait : « Nous n'avons pas senti de réticences à soutenir le roi Hussein. Mais on nous a expliqué que pour négocier, celui-ci devait avoir l'accord de l'OLP », et d'ajouter que la réunion du prochain Conseil palestinien qui « se réunira dans quatre à six semaines » pourrait être « spectaculaire » (2).

Ces propos en disent long sur le degré de pression exercé pour obtenir un aval à l'instauration d'un Etat-croupion.

On sait que les 12 et 13 octobre, Yasser Arafat s'entretenait à Amman avec le roi Hussein. Il se serait prononcé pour une « confédération jordano-palestinienne ».

Une telle solution, qui signifierait non seulement l'acceptation de la partition, de la mise en place d'un « Etat-croupion », mais la tutelle de Hussein et de l'Etat d'Israël, est contradictoire avec les objectifs de la lutte du peuple palestinien et avec son existence même.

Défense de la lutte révolutionnaire du peuple palestinien

Répétons-le, malgré les coups qu'elle a subis et qu'elle subira, la résistance révolutionnaire du peuple palestinien se poursuit et se poursuivra. La force et l'unanimité de la riposte de la population palestinienne arabe dans les frontières mêmes de l'Etat d'Israël et dans les « territoires occupés » comme les répercussions d'ores et déjà visibles dans les pays du Maghreb en témoignent (manifestations de solidarité avec les combattants palestiniens à Rabat, Alger et Tunis, toutes réprimées par les régimes en place).

Plus que jamais, les sections de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » agiront pour la défense de la lutte révolutionnaire du peuple palestinien, sur la base des mots d'ordre :

Retrait immédiat des troupes israéliennes du Liban et des troupes impérialistes de Beyrouth !

Défense inconditionnelle de l'OLP et de ses combattants contre l'impérialisme et l'Etat d'Israël, défense inconditionnelle de l'OLP et de ses combattants contre toutes les limitations à leur action imposées par les Etats arabes !

Constituante palestinienne !

Droit du peuple palestinien à la nation palestinienne constituée par ses deux composantes arabe et juive dans l'égalité des droits !

Fédération des Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient !

(1) *Le Nouvel Observateur*, 16 octobre.

(2) *Le Monde*, 24-25 octobre.

TRIBUNE LIBRE

Sur la situation en Iran

Le mois précédent, cette tribune libre dans laquelle les représentants des organisations ouvrières et anti-impérialistes sont invités à s'exprimer avait été réservée à l'organisation sympathisante des guérilleros fedais du peuple d'Iran. Dans cette tribune, nous donnons la parole à une autre organisation iranienne qui se réclame du marxisme et qui subit la répression du régime Khomeiny, l'organisation « Peykar ».

L'INSURRECTION glorieuse des masses laborieuses d'Iran renversa le chah en février 1979. Mais la direction du mouvement, désireuse de sauvegarder le mieux possible l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, tenta par des slogans tels que « L'armée est notre frère ! » de la mettre à l'abri des coups de la révolution.

Et finalement, cette machine d'Etat fut endommagée sans être pour autant anéantie. Le nouveau régime capitaliste — la République islamique — se mit immédiatement à l'œuvre pour la restaurer et s'en servir pour, de nouveau, réprimer le mouvement populaire. Ce fut un coup de maître en la matière.

Peu après son arrivée au pouvoir, le régime capitaliste de la République islamique noya dans le sang les manifestations des ouvriers chômeurs, la lutte du peuple kurde, le mouvement du peuple turkmène, celui des étudiants révolutionnaires, etc.

Au départ, s'appuyant sur les illusions populaires, le régime se sentait à l'aise dans cette besogne. Mais très vite, du fait de la situation économique qu'il n'arrivait pas à redresser, et du fait même de cette répression, il fut considérablement discrédité aux yeux des masses. C'est pourquoi il eut recours à des coups théâtraux tels que celui de l'ambassade américaine, et à la guerre Iran-Irak. Mais ces actions restèrent des remèdes provisoires.

Le mécontentement populaire toujours grandissant se mit à ébranler sérieusement les fondements du régime, pourtant appuyé sur les traîtres révisionnistes du parti Toudeh (etc.) et de leur maître social-impérialiste : l'URSS.

Pendant toute cette période, l'équipe dirigeante formée essentiellement de deux factions bourgeoises : les libéraux (Bani Sadr, Bazargan, ...) et le PRI (Khomeini, Behehti...), était sujette à des contradictions internes.

Chaque faction voulait imposer son propre programme pour sortir de la crise. Ces contradictions devenaient flagrantes à chaque montée du mouvement populaire. De telle façon que finalement, les manifestations et grèves journalières grandissantes mirent tellement la vie du régime en danger que la coexistence de ces deux factions devint impossible. Le PRI, déjà mieux implanté dans le régime, expulsa du pouvoir les libéraux, avec à leur tête Bani Sadr, et se mit à appliquer son propre programme.

C'est après juin 1981 que le PRI gère sans partage le régime capitaliste d'Etat en Iran. Un régime qui, comme son prédécesseur, le régime du chah, n'avait aucun moyen de gouverner sinon par la force des baïonnettes, qui n'épargna personne : ni les femmes enceintes, ni les enfants de 9 ans, ni les vieillards, etc. Les organisations d'opposition, surtout marxistes, furent l'objet d'une répression exemplaire.

La torture héritée des experts de la Savak fut perfectionnée.

Pendant plus de trois ans, le bilan de la révolution islamique s'élève à des milliers d'exécutions et à des dizaines de milliers de prisonniers politiques.

Outre cette solution bourgeoise qui veut sauvegarder le système capitaliste dépendant de l'impérialisme en Iran, sous la bannière de l'Islam, toutes les couches et classes sociales esquissèrent leurs propres solutions. Les contradictions réactionnaires au sein de la bourgeoisie se montrèrent dans divers programmes. Les royalistes et Bakhtiar avancèrent un gouvernement d'« Union nationale », le Conseil national de résistance se manifesta dans un régime islamique « démocratique ».

Toutes ces solutions ne se basant pas sur les masses mettent en œuvre des tactiques putschistes pour renverser le PRI et instaurer une autre faction de la bourgeoisie. Devant ces alternatives, l'alternative révolutionnaire qui n'est autre que l'alternative prolétarienne voit les événements sous un autre angle.

L'expérience de l'insurrection de février 1979 qui avait abouti à la chute du chah avait montré clairement que pour en finir avec la misère, la répression contre les travailleurs, pour en finir avec ce bain de sang qui sévit depuis des dizaines d'années en Iran, il n'y a qu'une seule solution : renverser la classe bourgeoise au pouvoir, démolir sa machine d'Etat (la bureaucratie et l'armée) et instaurer les conseils armés des ouvriers, des paysans, et répondre aux aspirations des masses laborieuses.

Parmi lesquelles :
— l'égalité des droits des hommes et des femmes.
— le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.
— l'abolition de la propriété foncière et la résolution révolutionnaire du problème agraire.
— la séparation de la religion et de l'Etat.
— la libération des prisonniers politiques et le droit d'expression pour les masses.
— le contrôle ouvrier.

et d'autres revendications légitimes bafouées sous les régimes bourgeois en Iran. La voie est dure et longue, déjà plusieurs milliers de militants sont exécutés ou subissent une torture quotidienne dans les prisons moyennes.

Mais les organisations communistes iraniennes, parmi lesquelles l'organisation Peykar, étant donné l'essor du mouvement des masses luttant inlassablement contre la bourgeoisie et l'impérialisme, en semant la conscience de classe parmi le prolétariat, seule force capable de diriger la révolution.

Aujourd'hui confrontées à un ennemi fort : l'impérialisme mondial et les régimes réactionnaires qui soutiennent d'une façon ou d'une autre le régime et l'opposition bourgeoise, les forces communistes et révolutionnaires ont besoin d'un soutien effectif des démocrates et révolutionnaires dans le monde. Chaque coup que recevra la bourgeoisie sera un pas vers l'ordre nouveau : le socialisme.

Peykar

Allemagne : les nuées s'amoncellent

Pour la première fois depuis 1966, la social-démocratie ne participe plus au gouvernement de l'Allemagne fédérale. Une motion de « méfiance constructive », le renversement d'alliance du Parti libéral (FDP) ont permis que soit renversé le gouvernement que le social-démocrate Schmidt dirigeait, et que soit mis en place par un vote du Bundestag un gouvernement de coalition CDU-FDP que le chrétien-démocrate Kohl dirige.

Au gouvernement de grande coalition CDU-SPD avaient succédé depuis octobre 1969 des gouvernements de « petite coalition » SPD-FDP d'abord sous la direction de Brandt jusqu'en mai 1974, et ensuite sous celle d'Helmut Schmidt.

EN constituant la grande coalition et ensuite la petite coalition, les partis bourgeois allemands n'ont pas fait de cadeau à la social-démocratie allemande, bien au contraire. Ils faisaient appel au SPD pour contenir le prolétariat allemand dont la puissance au cours des années n'a fait que croître et s'affirmer. C'est ce que les résultats électoraux n'ont cessé de traduire de façon affaiblie. Aux premières élections d'après-guerre, en 1946, la somme des voix des partis ouvriers SPD et Parti communiste allemand, dans l'ensemble des trois zones d'occupation de l'Ouest de l'Allemagne qui allaient former la RFA, dépassait la majorité absolue. Ensuite, ce fut la chute en raison de la politique de la bureaucratie du Kremlin de pillage et d'oppression, et de celle du SPD de capitulation devant l'impérialisme : le 6 septembre 1953, la somme de leurs voix en Allemagne fédérale n'était que de 32,1 % dont 28,8 % pour le SPD. Mais aux élections d'août 1965, le SPD obtenait 39,1 % des voix, à celles de novembre 1972 45,8 %. En 1980, le SPD pouvait obtenir la majorité absolue des suffrages exprimés.

Helmut Schmidt redoutait autant que la bourgeoisie cette éventualité. Il a soutenu par tous les moyens le FDP et l'a sauvé au détriment du SPD d'une liquidation électorale. Le SPD a participé au gouvernement de la RFA et l'a ensuite dirigé non seulement pour contenir la montée du prolétariat allemand en Allemagne fédérale, mais aussi parce que seul le SPD pouvait mettre en place ce qu'on a appelé l'« ost-politik ». Le prolétariat de toute l'Allemagne reconnaît le SPD comme son parti. La direction de ce parti a pu de ce fait couvrir de son autorité la division en deux de l'Allemagne, de la classe ouvrière, du peuple allemands, « légitimer » la bureaucratie de l'Est de l'Allemagne, agence pure et simple du Kremlin, et son régime. Au nom de « la paix », elle a appuyé la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites contre la révolution politique montante en Europe de l'Est.

Le 13 décembre 1981, notamment, Helmut Schmidt rencontrait Honecker alors que Jaruzelski déclenchait contre la classe ouvrière et le peuple polonais son coup de force. Le maintien de la division de l'Allemagne et de l'ordre de Yalta et de Potsdam est en effet indispensable au capitalisme allemand qui redoute tout autant que la bureaucratie l'unité du prolétariat et du peuple allemands, car elle serait synonyme de révolutions sociale et politique fusionnant en un même processus.

Les partis bourgeois allemands ont chassé Helmut Schmidt ; pourtant, il avait fait tout ce qui lui était possible pour satisfaire aux exigences du capital. A la fin du mois de juin encore, il avait mis au point un

projet de budget pour 1983 dit d'« austérité » qui prévoyait « une forte réduction des cotisations payées par l'Etat pour financer les assurances maladie, vieillesse et l'assurance chômage, une majoration de la cotisation des salariés pour l'assurance chômage, une participation des retraités à l'assurance maladie, une participation des assurés sociaux aux frais d'hôpitaux et de cure ainsi qu'une réduction des avantages sociaux pour les couples ». Par contre, le même budget prévoyait « des mesures d'encouragement à l'emploi », c'est-à-dire d'aide au capital.

Ce n'était pas suffisant ; par la bouche du comte Lambsdorff, ministre FDP de l'Economie, la bourgeoisie a exigé une attaque beaucoup plus radicale contre la classe ouvrière. Cette exigence s'est heurtée à l'opposition de la centrale syndicale allemande DGB et d'une partie de l'appareil du SPD. En conséquence, Schmidt n'a pu accepter.

La courbe de la production

Il a fallu de bien puissantes raisons à la bourgeoisie allemande pour qu'elle aille si loin.

Elles procèdent de la peur qui étreint le capital allemand devant la crise économique mondiale qui s'accroît. Il craint d'être précipité dans une catastrophe économique et financière. De même qu'il n'est plus question aujourd'hui de « néo-capitalisme », de « la société de consommation », il n'est plus question du « miracle économique allemand » résultant d'une prétendue « économie sociale de marché ».

Le capitalisme allemand apparaît pour ce qu'il est : une des plus grandes puissances économiques dans un corps de nain rafistolé de tous côtés. Certes, toute une série d'« indicateurs » économiques, comparés par exemple aux « indicateurs » de l'économie française, ne semblent pas alarmants. La hausse des prix a été de 5,8 % entre juin 1981 et juin 1982, alors qu'elle a été de 14 % en France ; la balance commerciale allemande enregistrait en 1981 un bénéfice de 17 milliards de dollars, tandis que la balance commerciale française enregistrait un déficit de 7,8 milliards de dollars et celle des USA de 24,3 milliards de dollars ; le produit national brut se serait élevé en 1980 à 827,79 milliards de dollars, soit par habitant 13 590 dollars, alors que pour la même année en France, il s'élevait à 627,70 milliards de dollars, soit 11 730 dollars par habitant, et qu'aux USA il était de 2 582,46 milliards de dollars, soit 11 360 dollars par habitant. Mais ce ne sont là que quelques aspects.

C'en est fini du développement économique à vive allure : entre 1950 et 1955, l'augmentation du volume de la production (PIB) a été en moyenne annuelle de 9,5 % ; entre 1955 et 1960 de 6,5 % ; entre 1960 et 1965 de 5 % ; entre 1965 et 1970 de 4,5 % ; entre 1970 et 1975, l'augmentation tombe à 1,9 % (Economie et statistique, juillet-août 1978).

Selon une autre statistique, le taux de croissance du PIB entre 1969 et 1980 aurait été en moyenne de 3,3 % (statistiques de base de la Communauté. Edition 1981). Bien que la productivité du travail ait considérablement augmenté, le nombre des salariés est passé de 13,827 millions en 1950 (alors il y avait en plus 1 580 000 chômeurs officiels) à 20,933 millions en septembre 1961 et à 22,251 millions en 1981.

Au cours de ces trente années, la production a absorbé des millions de travailleurs venant de Prusse orientale, de Silésie, des Sudètes, de l'Est de l'Allemagne, ainsi que des travailleurs venant par millions de pays économiquement sous-développés.

En 1980, ce fut la stagnation. En 1981, la courbe ne s'est élevée que de 0,2 %. On prévoit qu'en 1982, elle s'élèvera tout au plus de 0,5 %. Il est surtout grave que la courbe de la production industrielle ait chuté de 4 % en un an. Le niveau de la production industrielle serait tombé à son niveau de 1978.

Les signes de la crise

Une dépêche AFP venant de Bonn écrit : « Outre l'écroulement de AEG (16^e entreprise par le chiffre d'affaires, 120 000 salariés), qui entraîne dans sa chute plusieurs filiales, sous-traitants et fournisseurs, les tribunaux enregistrent un nombre record de faillites, plus de 5 000 déjà. Celui-ci devrait grimper à 16 000 pour l'ensemble de l'année selon les experts, soit 50 % de plus que l'an dernier (11 653). La série noire des dépôts de bilan comprend certains des plus grands noms du « Made in Germany » florissant, comme Dual (hi-fi), Rollei (photo), Wienerwald (restaurant), Bau-necht (électro-ménager), Magirus Dentz (autobus), Pelikan (articles de bureau)... d'autres « Konzerns » n'en sont pas encore là, mais doivent prendre des mesures draconniennes.

Pour la première fois depuis 7 ans, Volkswagen va arrêter sa production pendant dix jours et mettre 75 000 travailleurs en chômage partiel. La crise de croissance s'étend aussi aux banques, comme la Dresdner Bank fortement engagée dans AEG-Telefunken et dans la dette polonaise. Les spécialistes notent déjà avec inquiétude que l'effondrement du géant de l'électronique lui a mangé tout son bénéfice du premier semestre. »

AEG-Telefunken qui a demandé sa mise en liquidation judiciaire doit être réorganisé. Pour le permettre, les 24 banques qui contrôlent ce Konzern lui ont accordé un nouveau crédit de 1,1 milliard de marks s'ajoutant aux 5 milliards que doit déjà AEG-Telefunken. Ils devront être remboursés au 30 juin 1986. Pour inciter ces banques à accorder ce crédit, le gouvernement Schmidt leur a accordé des dégrèvements d'impôts et 41 % de ces crédits viennent des banques que l'Etat

contrôle. Ce n'est pas un exemple exceptionnel.

Dans le cadre de la surproduction générale d'acier, la sidérurgie ouest-allemande, section de Konzerns historiques, est aussi en faillite, bien que non déclarée officiellement. Une étude publiée dans *Problèmes économiques* du 22 septembre 1982, intitulée : « La sidérurgie ouest-allemande et la crise : de l'économie de marché à l'économie dirigée ? », reprise de la revue *Allemagne d'aujourd'hui* et signée de Serge L. Gouazé, explique :

« L'entreprise Hoesch de Dortmund a perdu depuis 1975 plus d'un milliard de D.M. En 1980, le déficit annuel représentait 295 millions de D.M. Les entreprises sarroises Röehling Burbach Neuen Kirchen, restructurées à grands frais avec l'aide du gouvernement fédéral en 1978 et intégrées au groupe luxembourgeois ARBEB, souffrent à nouveau de consommation.

Leurs fonds propres ont fondu comme neige au soleil : en 1980, ils ne représentaient plus que 7,5 % du passif... Le Konzern Krupp en est réduit, pour maintenir à flot sa filiale de Bochum, à colmater les brèches grâce à la vente de terrains, propriété de l'entreprise. La Krupp Stahl AG fait, depuis mai 1981, un déficit mensuel de quelque 40 millions de D.M.

Et même la Thyssen AG, leader de la branche sidérurgique, (a) selon les experts de la sidérurgie (un) déficit (qui) dépasse le demi-milliard de DM pour l'exercice 1981. »

La même étude fait état des subventions multiples ouvertes ou déguisées provenant de l'Etat fédéral, des « Länder » ou des communes dont la sidérurgie allemande a bénéficié : plus de 2,1 milliards de DM au Konzern Röehling Burbach, 160 millions de DM à Salzgitter ; un crédit de 244 millions a été ouvert à Klöckner ; les indications données permettent d'aboutir à 181,5 millions « d'aides publiques accordées aux entreprises des campagnes de lutte contre la pollution, de défense de l'environnement et d'amélioration de la qualité de la vie ».

Un nouveau programme prévoit 2 milliards de DM supplémentaires dont 1,34 financé par le gouvernement fédéral et 435 millions par les gouvernements des « Länder ». Pourtant, la sidérurgie allemande est endettée de 15 milliards de DM par rapport aux banques.

D'une façon plus générale : « En six ans, les aides (publiques) aux

entreprises (privées) sont passées d'environ 18 milliards de DM en 1970 à 48 milliards en 1980. » (*Problèmes économiques* du 22 septembre 1982).

La courbe des investissements

C'est la règle : dans le mode de production capitaliste, l'investissement est un indicateur déterminant de la situation économique. D'après une statistique du Bureau des statistiques de l'Allemagne fédérale, reproduite dans *La désindustrialisation au cœur du modèle allemand*, écrit par Laurent de Maufort, que *La documentation française* a publié en octobre 1981, les investissements en Allemagne ont varié de la façon suivante : entre 1960 et 1969, croissance moyenne annuelle de 4,3 % ; entre 1969 et 1973, croissance moyenne annuelle de 3,4 % ; entre 1973 et 1979, croissance moyenne annuelle de 2,3 % (exprimée en prix constant de 1970).

Par contre, l'emploi a varié dans les années considérées de la façon suivante (toujours en moyenne annuelle) : 1960-1969 : + 0,1 % ; 1969-1973 : + 0,4 % ; 1973-1979 : - 0,7 %.

L'auteur explique : « La décennie 1960 a correspondu à une utilisation plus intensive des facteurs de production avec une accélération de la substitution capital-travail. Elle se distingue en cela de la décennie 1950 qui avait été une phase de développement extensif marquée par la résorption progressive des capacités de production en excédent héritées de l'époque hitlérienne et d'un sous-emploi chronique dû au partage de l'Allemagne au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. »

Ensuite : « La RFA connaît un ralentissement progressif, qui commence avant la crise de 1974-1975 », crise qui selon l'auteur serait « consécutive au premier choc pétrolier », mais ralentissement qui se poursuit encore en 1981. « Il touche spécialement l'industrie manufacturière dont la part dans l'emploi et la valeur ajoutée tombe après avoir été stable jusqu'en 1970, diminue sensiblement par la suite.

Cette diminution se fait au profit des activités tertiaires et plus particulièrement du secteur des administrations et collectivités locales et du secteur des banques et assurances »



Le chrétien-démocrate H. Kohl.

Les chiffres donnés plus loin le montrent : « Pour l'économie allemande, le volume total d'investissements pour l'année 1978 ne dépassait pas de 10 % le niveau de 1970. » Mais surtout : « Dans l'industrie manufacturière, le volume total investi était de 25 % inférieur. Cette baisse est encore plus spectaculaire pour l'investissement en bâtiment, puisque le niveau atteint en 1978 dans l'industrie manufacturière (c'est-à-dire en construction de bâtiments pour l'industrie manufacturière. S. J.) est inférieur de 48 % à celui de 1970. » En outre, il faudrait détailler industrie par industrie : le tableau serait encore plus sombre.

Depuis 1978, « après avoir atteint 8,5 % en 1979, la croissance de la formation brute de capital fixe a marqué, l'an dernier (en 1980) un brusque ralentissement particulièrement sensible, ainsi qu'on la note, pour les achats de machines et d'outillage » (OCDE, *Etudes économiques allemandes*, juin 1981).

« La formation brute de capital fixe en volume a fléchi de 3,5 % en 1981. » (OCDE, *Etudes économiques allemandes*, 1982). Et selon les indications récemment publiées : « La baisse des investissements en valeur réelle depuis deux ans et demi (aurait été) de 3,3 % en 1981 et 5 % au premier trimestre de cette année par rapport au début de 1981. »

En outre, les investissements réalisés le sont généralement pour rationaliser les entreprises, c'est-à-dire diminuer l'emploi afin de faire face à la concurrence.

Le crédit et les dépenses publiques

En Allemagne fédérale se manifeste le phénomène classique à l'époque de l'impérialisme qui veut que les investissements des grands trusts, Konzern, monopoles ne soient pas en relation avec la masse de capital argent dont ils disposent mais des marchés plus ou moins garantis qui leur sont ouverts.

Il ne semble pas qu'au cours de toutes ces années, ils aient souffert généralement du manque de capitaux propres. Néanmoins, les hauts taux d'intérêts pratiqués ont rendu onéreux le recours aux crédits et dans ce sens limitent l'élasticité de l'expansion du marché grâce au crédit. En effet, le taux de prêts sur titres (Lombard) qui, en Allemagne, sert de référence aux taux d'intérêts a été fixé par la Deutschebank jusqu'à 12 % en février 1981.

Depuis, il a été ramené à 9 % et récemment à 8 % (il vient d'être ramené à 7 %). Ces taux d'intérêt peuvent paraître faibles par rapport à ceux pratiqués en France et encore plus aux USA, mais il faut prendre comme point de repère le taux d'augmentation des prix pour avoir une idée réelle des véritables taux d'intérêts.

En Allemagne, celui-ci n'a été que de 6 % à 5 % annuellement ces dernières années, contre, par exemple, 14 % en France en 1981. Et quoi qu'il en semble, le système de crédit allemand est très sollicité : il l'est par les entreprises, il l'est par les communes, par les « Länder », par le gouvernement central et par les particuliers.

En ce qui concerne les dépenses publiques, de 32 % du PIB en 1960, elles sont passées à 47 % en 1980. C'est-à-dire que les pouvoirs publics (communes, « Länder », gouvernement central) jouent un rôle de plus en plus important dans l'impulsion de l'activité économique. Mais cela au prix de l'apparition et de la croissance constante des déficits des budgets. Le déficit du budget fédéral s'élevait à 27,5 milliards de DM en 1980, à 38 mil-

liards en 1981, et il sera certainement plus élevé en 1982. La couverture de ce déficit est réalisée par le recours à l'emprunt.

Emprunts sur le marché financier allemand, emprunts également sur le marché financier international (24 milliards de DM en 1980). Si bien que l'endettement public est passé de 18,4 % du produit intérieur brut en 1973 à 31,3 % en 1980 : « A la fin de 1981, la dette publique s'élevait à 546 milliards de DM, soit 35 % du PNB (dont 273 milliards de DM pour le gouvernement fédéral). » (op. déjà cité), tandis que la production industrielle diminuait de 4 % en un an.

Le service de la dette s'élevait à 46,2 milliards pour l'exercice budgétaire fédéral, soit 20 % du budget en 1980, une somme aussi importante que le budget militaire pour 1983 (46 milliards de DM).

Le crédit extérieur

La question du crédit en Allemagne est d'autant plus délicate qu'elle se lie à celle des crédits internationaux consentis par les banques allemandes, crédits qui sont de moins en moins recouvrables : ainsi 5 milliards de dollars prêtés sans garantie fédérale sont allés à la Pologne, mais des crédits ont été accordés dans les mêmes conditions à des pays comme la Yougoslavie, la Roumanie, le Brésil, le Mexique ; c'est également le cas vis-à-vis de la RDA dont le déficit commercial par rapport à la RFA s'est élevé en quatre ans à 25 milliards de DM.

De plus, pendant trois années consécutives, la balance des paiements courants a été déficitaire : 9,6 milliards de DM en 1979, 29,8 milliards en 1980, 17,5 milliards en 1981.

Certes, le deutschmark a la réputation d'être une « monnaie forte », ce qui devrait permettre aux banques allemandes et à la Deutschebank de pratiquer une politique de crédits faciles et larges. C'est justement ce qu'elles ont fait pendant des années. Le deutschmark circule abondamment sur le marché financier mondial : 14 % des contrats économiques dans le monde sont libellés en deutschmarks ; dans les réserves internationales de devises, la part du deutschmark est passée de 6,6 % en 1975 à 10,10 % en 1978, à 14 % en 1980. La politique commerciale internationale du capitalisme allemand s'est appuyée sur de larges facilités de crédits, sur le rôle de monnaie internationale que joue le deutschmark.

Tant que le cours du deutschmark reste relativement élevé et stable par rapport aux autres monnaies, il sert d'instrument de paiement international, il joue, dans une certaine mesure, bien que non officiellement, le rôle de monnaie de réserve.

Mais la surabondance du deutschmark aurait comme effet immédiat l'exigence de remboursements massifs auprès de la Bundesbank, ce qui entraînerait la chute de son cours. Déjà, une sérieuse alerte s'est produite en 1980. Les hauts taux d'intérêts pratiqués aux USA, la hausse du cours du dollar ont obligé la Deutschebank à pratiquer un taux d'intérêts relativement élevé, et l'ont contrainte à une politique de crédits qui ne soit pas trop laxiste.

Traits classiques d'une crise, et caractéristiques allemandes spécifiques

Ces traits sont à l'évidence les traits classiques d'une crise de surproduction qui s'intègre à celle qui

se développe depuis 1980 à l'échelle internationale. Il y a surabondance de moyens de production matériels et de moyens de production sous la forme de la force de travail, pour qu'ils puissent fonctionner en rapportant un taux de profit suffisant.

Comme on le sait, le nombre officiel de chômeurs est passé de 800 000 en 1980 à 1,2 million en juillet 1981, à 2 millions en septembre 1982, auxquels il faut ajouter 500 000 chômeurs partiels. Le nombre absolu de chômeurs est important. Plus significatif encore est la vitesse de développement du chômage : 66 % en quatorze mois.

A ces traits s'ajoute le recours, bien que de façon modérée, au crédit, non pour investir mais pour « reconverter » et éviter les dépôts de bilan, donc la croissance de l'endettement improductif qui fait chuter le taux de profit des entreprises s'il augmente celui des banques.

Ce sont les conditions classiques qui font que les capitalistes doivent tout faire pour diminuer le plus possible la valeur de la force de travail, c'est-à-dire le pouvoir d'achat des travailleurs, s'attaquer à leurs acquis économiques et sociaux pour maintenir un taux de profit suffisant.

C'est ce qui se passe dans tous les pays capitalistes et à quoi s'emploient tous les gouvernements qui ne veulent pas remettre en cause la société et l'Etat bourgeois, le système capitaliste. En France, par exemple, « le gouvernement de la gauche ».

Mais l'Allemagne est un cas particulier, et cela d'un double point de vue : en raison de son développement historique propre et de la place qu'elle occupe dans le mode de production capitaliste.

Depuis 1880-1890, l'Allemagne est devenue l'une des principales puissances capitalistes du monde. Mais dès cette époque, elle dépend étroitement du marché mondial. Sa base nationale est relativement étroite, elle n'a absolument pas d'empire colonial.

Elle se heurte partout aux vieilles puissances capitalistes européennes et à celle qui va devenir dominante : les USA. Avec la naissance et le développement de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, cette contradiction s'accroît jusqu'à devenir intolérable. L'impérialisme allemand a essayé de la résoudre par la force des armes. Une première fois, il a été battu. De cette première défaite, de la défaite de la révolution prolétarienne, de la crise mondiale de 1929 est né le nazisme qui, à partir de l'écrasement du prolétariat allemand, a déchaîné la Deuxième Guerre mondiale.

Cette seconde tentative s'est terminée en désastre. En 1945, l'Allemagne est occupée, divisée en quatre zones d'occupation. La population allemande est chassée de Prusse orientale, de Silésie, des Sudètes. Il n'y a plus de pouvoir central, plus d'Etat. Les seuls pouvoirs sont ceux des armées d'occupation. La bureaucratie du Kremlin pille littéralement sa zone d'occupation et y établit un régime de terreur. En 1947, la production est tombée à 35 % de ce qu'elle était en 1938. Une nouvelle fois, c'est l'inflation galopante qui dissout tous les rapports économiques. C'est l'année zéro.

Pourtant, le capitalisme allemand va renaître de ses cendres dans le cadre de la guerre froide. Sous l'impulsion et la tutelle de l'impérialisme américain, les zones d'occupation US, anglaise et française fusionnent. Sur la base de ces trois zones, une administration, un gouvernement, un Etat bourgeois sont reconstruits. En juin 1948, la réforme monétaire est décrétée. La République fédérale allemande est mise sur pied par les soins des impérialismes victorieux, principalement

l'impérialisme US. En réplique, le Kremlin transforme sa zone d'occupation en « République démocratique allemande ».

Le « secret » du miracle, et son aboutissement

Mais dans ce cadre, quel est le secret de la renaissance économique du capital allemand ? Le potentiel économique des régions qui composent la République fédérale reste, malgré les destructions qui ont surtout frappé les villes et la population civile, considérable : selon certains chiffres, 85 % de ce qu'il était en 1943-1944.

Le capitalisme allemand dispose en abondance d'une main-d'œuvre de qualité dont le pouvoir d'achat est réduit de 50 % et plus par rapport à ce qu'il était avant la guerre. Le capitalisme allemand bénéficie du plan Marshall pour 2,5 milliards de dollars, alors que la France en bénéficiait pour 2,7 milliards. En outre, il va bénéficier des « avantages » de la défaite. Dans une haute conjoncture que le réarmement atlantique impulse, l'Allemagne fédérale des premières années n'a pas de charges militaires, elle bénéficie en outre des dépenses militaires en dollars de l'armée US d'occupation, elle n'a pas eu la charge de guerres coloniales comme la France, bien que jusqu'en 1955 elle ait dû payer annuellement 7,2 milliards de DM de frais d'occupation.

Elle a profité de nombreux et importants investissements, US notamment. Depuis 1952-1953, la balance commerciale allemande n'a cessé d'être bénéficiaire. La balance des paiements l'a été depuis la fin des années 1950, sauf en 1979-1980-1981. La part de l'Allemagne dans les échanges mondiaux n'a cessé de croître.

Mais l'aboutissement, c'est une dépendance multipliée de l'Allemagne fédérale par rapport au marché mondial et à la division internationale du travail, alors que sa base nationale est infiniment plus étroite encore que par le passé : sa superficie est de 248,6 mille km², celle de la France de 544 mille km², celle des USA de 9 363,1 mille km². Sa population est de 61 359 000 d'habitants, celle de la France de 53 480 000, celle des USA de 220 584 000.

Dans *Le bilan économique et social 1981 du Monde*, on lit : « Plus préoccupant à certains égards est le fait que les exportations ont été presque seules à jouer le rôle moteur. Alors qu'il y a dix ans la part des marchandises et des services vendus à l'étranger représentait 22 % du PNB, elle en a dès 1980 atteint 29 %.

En revanche, durant la plus grande partie de l'année, les commandes intérieures ont été inférieures de 7 % à leur niveau de 1980. » (Il faut rappeler que si on se réfère au PIB, la production de l'Allemagne fédérale représente 11 % de la production mondiale.) Quelle différence extraordinaire avec les USA dont le commerce extérieur s'élève au plus à 7 ou 8 % de la production totale.

Seul le Japon dépend plus encore du marché mondial et de la division internationale du travail que la RFA. Mais justement la concurrence s'exaspère sur le marché mondial, et *Problèmes économiques* du 9 mai 1982 écrit :

« Les Japonais ont mis à terre l'industrie allemande de la photo, de l'horlogerie, de la moto, de la hi-fi, de la construction navale... L'Institut IFO de Munich constate que dans les secteurs où elles étaient traditionnellement fortes comme la sidérurgie, la construction électrique et électronique, le mécanisme de précision ou l'optique, les posi-

tions (de l'Allemagne fédérale) se détériorent au profit du Japon... »

De plus, les statistiques de la Bundesbank révèlent que, pour la première fois en 1980, le solde des échanges a été déficitaire dans le secteur primordial de la mécanique ! Les résultats de la compétition sont clairs, commente la Société générale : la RFA est rattrapée et parfois dépassée dans tous les secteurs. Elle est maintenant concurrencée sur les marchés les plus sûrs et sur des produits essentiels. »

L'affaiblissement de la capacité concurrentielle de l'économie de la RFA va évidemment de pair avec le ralentissement des investissements qui confine en certains secteurs de la production au « désinvestissement ». Cet affaiblissement exige d'autant plus que le système de crédits internationaux de la RFA basé sur le mark ne faiblisse pas, mais au contraire se renforce pour pouvoir défendre les positions internationales, les débouchés mondiaux du capital allemand. D'autant plus intolérable est pour lui l'interdiction prononcée par le gouvernement US de livrer des turbines à gaz à l'URSS en vue de la construction du gazoduc venant d'URSS. La RFA réalise déjà une partie de son commerce extérieur avec l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est. Elle a besoin d'énergie à bon marché pour faire face à la concurrence internationale. En contrepartie du gaz, elle vendra à l'URSS plus de marchandises qu'elle ne lui en vend actuellement.

Vers une explosion sociale et politique

A ne considérer que certaines données statistiques, la situation économique du capitalisme allemand semble encore relativement prospère, surtout comparée à celle du capitalisme français.

Mais si l'on resitue le capitalisme allemand dans son cadre historique, si l'on tient compte des conséquences irréversibles de sa défaite de 1945 qui a aggravé considérablement ses tares congénitales et en a ajouté d'autres, si l'on se rappelle que la bourgeoisie allemande est une miraculée sauvée de sa liquidation par l'institution de l'ordre de Yalta et Potsdam et par la guerre froide, alors on comprend l'angoisse qui la saisit.

La prolongation et l'accentuation de la crise mondiale actuelle la menacent mortellement. A tout prix il lui faut défendre les positions, la place mondiale que la fantastique exploitation du prolétariat allemand et les rapports internationaux d'après la guerre lui ont permis d'occuper. Ce n'est pas un hasard si nombre de politiciens bourgeois on fait leur, vis-à-vis de la classe ouvrière, la formule du « retour aux sacrifices de 1945 ». Pour le capital allemand, il n'est pas d'autre voie.

Mais en agissant ainsi, la bourgeoisie allemande prend un risque énorme : déstabiliser tous les rapports entre les classes, les rapports politiques en Allemagne à l'Ouest comme à l'Est. Elle prépare une explosion sociale et politique d'une puissance inégalée, et ayant des conséquences fantastiques pour l'Allemagne, l'Europe et le monde. Le prolétariat allemand n'est pas identique à la bourgeoisie allemande. Il reste ce qu'il a toujours été : le plus puissant prolétariat d'Europe dont le combat est décisif. Déjà, les « indicateurs » politiques terrorisent la bourgeoisie allemande. Les résultats des élections de Hesse et de Bavière indiquent que le prolétariat se regroupe politiquement derrière son parti, tandis que s'effondre le FDP.

Février-octobre 1917 : la révolution permanente

Il y a soixante-cinq ans, le 25 octobre 1917, l'insurrection prolétarienne triomphait à Petrograd sous la direction du Parti bolchevique, du parti de Lénine et de Trotsky. Le II^e Congrès panrusse des soviets proclamait : « Les pleins pouvoirs du comité exécutif central conciliateur ont expiré. Le gouvernement provisoire est déposé. Le congrès prend le pouvoir en mains. »

Huit mois après la chute du tsar, les ouvriers et les paysans établissaient le pouvoir des soviets, le pouvoir des conseils en Russie, comme expression la plus élevée du développement de la révolution prolétarienne, non seulement dans les frontières de l'empire tsariste, mais en Europe et dans le monde.

Au-delà des caractères nationaux de la combinaison des forces sociales en Russie, elle a permis de tirer des leçons universelles du point de vue de la méthode de construction du parti révolutionnaire, des formes de mobilisation et d'organisation des masses, du front unique ouvrier, de la place des revendications démocratiques dans le combat pour la victoire du prolétariat.

Nous voudrions revenir ici sur le caractère même des révolutions dans la période de l'impérialisme, qui nous amène dans les Thèses à affirmer : « Toutes les révolutions actuelles sont socialistes par l'ennemi qu'elles affrontent (la bourgeoisie, son Etat) et par la classe, le prolétariat, qui seule peut assurer la pleine réalisation des revendications, y compris les revendications démocratiques, de toutes les couches opprimées. »

FÉVRIER, octobre : c'est un processus ininterrompu, un mouvement permanent où la réalisation des tâches démocratiques amène nécessairement le prolétariat à prendre le pouvoir et entamer la révolution socialiste en portant la hache dans ce qui fonde la domination de la bourgeoisie : la propriété privée des moyens de production.

Il n'y a pas d'un côté la révolution de février, qui serait celle de la réalisation des tâches démocratiques, et de l'autre Octobre. Précisément, pour qu'Octobre triomphe, il a fallu que le Parti bolchevique saisisse pleinement le caractère prolétarien de la révolution ouverte en février et les tâches qui lui incombent.

La révolution de 1917 sera l'occasion de vérifier les différentes conceptions du développement de la révolution en Russie qui ont été élaborées par les divers courants du mouvement ouvrier.

Mencheviks et bolcheviks

Pour les mencheviks, puisque les tâches que la révolution avait immédiatement à son ordre du jour étaient des tâches accomplies par des révolutions bourgeoises, la révolution russe ne pouvait être qu'une révolution bourgeoise et, dans cette mesure, sa direction devait revenir aux éléments les plus avancés de la bourgeoisie.

Les bolcheviks, quant à eux, tirant les enseignements de la révolution de 1905, saisissant la faiblesse et l'inconsistance de la bourgeoisie russe, sa dépendance vis-à-vis du capital étranger comme de la grande propriété foncière, jugeaient qu'elle était incapable de réaliser les tâches historiques qui normalement lui revenaient, et que la liquidation du tsarisme comme l'établissement d'une république démocratique ne pouvait être que l'œuvre de l'alliance des ouvriers et des paysans.

Ils pensaient qu'il était possible que se constitue contre la bourgeoisie un gouvernement révolutionnaire, une « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » qui aurait été en mesure d'accomplir les tâches démocratiques de la révolution sans pour autant entreprendre les tâches de la révolution prolétarienne.

La conception de Trotsky ne niait pas que la révolution eût à accomplir des tâches démocratiques bourgeoises.

En accord avec les bolcheviks et Lénine, il pensait que seul le prolétariat et les paysans pouvaient accomplir cette révolution.

« Le paysan suit l'ouvrier ou le bourgeois »

« Envisagé du point de vue historique, écrit-il dans "La Révolution permanente", l'ancien mot d'ordre bolchevique, la "dictature du prolétariat et de la paysannerie" exprimait exactement les rapports (...) entre le prolétariat, la paysannerie et la bourgeoisie libérale. Cela fut démontré par l'expérience d'Octobre.

Mais l'ancienne formule de Lénine ne préjugait pas quels seraient les rapports politiques réciproques du prolétariat et de la paysannerie à l'intérieur du bloc révolutionnaire. En d'autres termes, la formule admettait consciemment un certain nombre d'inconnues algébriques qui, au cours de l'expérience historique, devaient céder la place à des éléments arithmétiques précis.

Cette expérience a prouvé, dans des circonstances qui éliminent toute autre interprétation, que le rôle de la paysannerie, quelle que soit son importance révolutionnaire, ne peut être un rôle indépendant et encore moins un rôle dirigeant.

Le paysan suit l'ouvrier ou le bourgeois. Cela signifie que la "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie" n'est concevable que comme dictature du prolétariat entraînant derrière lui les masses paysannes. »

Cette alliance des ouvriers et des paysans sous la direction politique de l'avant-garde prolétarienne signifie que la victoire de la révolution n'est concevable qu'au moyen de la dictature du prolétariat qui résout en premier lieu les tâches démocratiques.

Le prolétariat, disait Trotsky, combattant sur son propre terrain, en fonction de ses propres intérêts, serait donc amené à commencer la révolution prolétarienne, et il n'y aurait pas d'étape historique séparée de démocratie bourgeoise, mais un mouvement permanent qui, amenant le prolétariat au pouvoir, verrait celui-ci entamer la révolution socialiste en portant la hache dans la propriété privée des moyens de production.

Deux pouvoirs antagoniques

Paradoxalement, la révolution de Février, qui voit la constitution du soviet de Petrograd, donnant ultérieurement naissance au Comité exécutif des soviets, remet le pouvoir à des hommes politiques qui n'y ont pas pris part, aux libéraux de la bourgeoisie russe qui ne tirent leur force que du cadeau que leur ont fait les dirigeants mencheviks et les dirigeants socialistes-révolutionnaires.

Portés, à la première étape de la radicalisation des masses, à la tête de la révolution, les dirigeants mencheviks et socialistes-révolutionnaires qui composent le soviet de Petrograd vont trouver les politiciens bourgeois pour leur demander de constituer un gouvernement.

Mais, simultanément, le soviet agit comme s'il était le gouvernement, décrétant que désormais, ce qui est l'essentiel de l'appareil d'Etat, l'armée, relevait du soviet. C'est une situation de dualité de pouvoirs.

Deux pouvoirs antagoniques représentant des classes différentes se dressent face à face. Régler la question, c'est changer les conditions subjectives qui ont présidé à ce que Trotsky, dans l'« Histoire de la révolution russe », appelle le « paradoxe de Février ». La remise du pouvoir entre les mains de la bourgeoisie n'a pu s'accomplir que sur la base de la confiance de la majorité des travailleurs à l'égard des directions mencheviks et socialiste-révolutionnaire.

La politique des bolcheviks sera, en gagnant la confiance des masses, en « leur expliquant leurs erreurs de tactique », comme le dit Lénine, en partant de leurs besoins politiques, de les aider à prendre conscience de leurs intérêts véritables en ouvrant une issue pratique contre la politique de collaboration de classes des dirigeants mencheviks et socialistes-révolutionnaires.

Si, en l'absence de Lénine émigré en Suisse, les dirigeants du Parti bolchevique au lendemain de février ont dénoncé le gouvernement provisoire comme un gouvernement bourgeois, ils sont ensuite passés sur des positions qui n'étaient pas éloignées de celles des mencheviks : le soutien politique de fait au gouvernement Lvov.

Le 15 mars, Kamenev et Staline, qui avaient pris en main la Pravda,

écrivaient que les bolcheviks « soutiendraient résolument le gouvernement provisoire » dans la mesure où celui-ci « combat la réaction et la contre-révolution ».

Pire encore, sur la question de la guerre, la direction de Petrograd glissait sur une position défensive, prétendant que la disparition du tsarisme et l'établissement d'une république démocratique modifiaient la nature de la guerre.

Concernant les tâches de la révolution, le désarroi et les tergiversations des dirigeants bolcheviks en ces premiers mois de la révolution ne sont pas moins grands. La Pravda, dans son premier numéro, écrit : « Notre tâche essentielle (...) est d'instituer un régime républicain démocratique. »

Et le comité de Moscou, dans une adresse aux députés ouvriers, explique : « Le prolétariat vise à obtenir la liberté afin de lutter pour le socialisme qui est son but final. »

Les dirigeants du Parti bolchevique qui avaient glissé sur cette position opportuniste prétendaient la justifier au nom de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans ».

Nous avons montré plus haut qu'en réalité, la position de Lénine n'était pas celle-là, et c'est précisément Lénine lui-même, partant de toute l'expérience du Parti bolchevique et du développement de la révolution, qui mènera le combat pour le réarmement du parti.

Les Thèses d'avril

Ce sont les « Thèses d'avril ». La république qui est sortie de Février, disait-il, n'est pas notre république, la guerre qu'elle mène n'est pas notre guerre :

« La guerre (...) est demeurée incontestablement une guerre impérialiste de brigandage en raison du caractère capitaliste du gouvernement. »

Le gouvernement ne se maintient que grâce à l'appui des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks qui, eux, s'appuient sur la confiance des masses populaires. Lénine ne fait pas de l'installation au pouvoir d'un gouvernement bourgeois la conséquence des nécessités objectives. Si le pouvoir a été donné à la bourgeoisie, constate-t-il, c'est par suite du degré

insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat : « C'est la transition de la première étape de la révolution qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, à sa deuxième étape, qui doit donner le pouvoir au prolétariat et à la paysannerie. »

Puisque les bolcheviks sont en minorité, il leur faut patiemment donner des explications, apprendre aux masses à ne plus se fier aux conciliateurs et aux partisans de la défense nationale, « tout en affirmant la nécessité du passage de tout le pouvoir aux soviets des députés ouvriers ».

La république des soviets

La perspective n'est pas une république parlementaire mais, dit-il, « une république des soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays tout entier, de la base au sommet ».

« Tout le pouvoir aux soviets ! » : ce mot d'ordre va trouver sa traduction concrète à chacun des moments de la révolution dans l'agitation des bolcheviks pour la rupture de la coalition gouvernementale que mencheviks et socialistes-révolutionnaires ont formée avec la bourgeoisie après les journées d'avril.

La politique de front unique, d'indépendance de classe du prolétariat, trouve son application dans la mobilisation autour de la revendication d'un gouvernement sans ministres capitalistes.

« Chassez les capitalistes du gouvernement ! » : c'est à partir de ce mot d'ordre, qui exprime d'une manière concrète au niveau du gouvernement la nécessité du front unique, que, mobilisant et liant à eux une avant-garde de plus en plus grande d'ouvriers, de paysans, de soldats contre la guerre impérialiste, les bolcheviks conquerront la majorité dans les soviets.

Nous voulons rompre totalement avec le capital, publier ses traités secrets et appeler les ouvriers du monde entier à briser avec la bourgeoisie, à liquider la guerre. C'est à partir de cette perspective internationale que Lénine déclare que la question n'est pas celle de l'édification comme première étape d'un régime démocratique bourgeois, mais celle de la démocratie prolétarienne préfigurée par la formation des soviets.

C'est sur la base de la claire compréhension du caractère même de la révolution, de ses impératifs internes imposés par les circonstances, que le Parti bolchevique, de minoritaire dans les soviets, deviendra majoritaire, forgeant la volonté révolutionnaire du prolétariat qui l'amène à l'insurrection.

Point de putschisme, de blanquisme ou de quelconque volontarisme dans l'attitude de Lénine et des bolcheviks, mais la claire compréhension du mouvement révolutionnaire des masses.

C'est ce que dira Trotsky quand il répondra au menchevik Martov lors du II^e Congrès des soviets dans la nuit du 25 octobre 1917 : « Ce qui est arrivé, c'est une insurrection et non point un complot. Le soulèvement des masses populaires n'a pas besoin de justification. Nous avons donné de la trempe à l'énergie révolutionnaire des ouvriers et des soldats de Petrograd. Nous avons ouvertement forgé la volonté des masses pour l'insurrection et non pour un complot... Notre insurrection a vaincu... »



Petrograd, octobre 1917.

« Les caves du Vatican »

En novembre 1980, au plus fort de la grave crise politique provoquée par le scandale des centaines de milliards de pots-de-vin sur les achats de pétrole, le Conseil permanent de l'Episcopat italien publiait une déclaration indignée :

« Une situation scandaleuse s'est créée dans le pays, et cela offense l'homme... On ne peut qu'être déconcerté par ce qu'on apprend ces jours-ci sur les scandales, présumés ou réels. Nous ne voulons pas aggraver les soupçons et les pessimismes. Mais, comme pasteurs, appelés à intervenir au nom de l'Évangile et pour le bien de l'homme, nous disons que personne ne peut s'arroger le droit de manipuler le scandale comme une arme d'affirmation personnelle ou d'approche du pouvoir, ni de s'en servir pour déstabiliser le pays... D'ailleurs, de nouveaux gouvernements et de nouvelles lois ne serviraient à rien s'ils tombaient entre les mains d'hommes sans miséricorde, à l'âme corrompue et au cœur de pierre... »

Les évêques avaient alors de bonnes raisons de s'inquiéter. L'une après l'autre, comme des abcès sur un corps infecté, les « affaires » sortaient, submergeant gouvernement, ministres, députés, magistrats, haute hiérarchie de l'armée et de la police sous des vagues successives de boue et de sang.

Au centre de chacune de ces « affaires », un parti : la démocratie chrétienne. Et un homme : l'ancien président du Conseil Andreotti, indéracinable pivot du parti catholique, ministre de tous les gouvernements à direction démocrate-chrétienne, familier de trois papes, patron politique occulte des puissants réseaux de la finance vaticane, complice et rival de Moro, l'ancien président du parti assassiné deux ans plus tôt, qui devait emporter avec lui les plus lourds secrets d'État des vingt années précédentes.

NUL n'est encore parvenu à reconstituer entièrement la trame incroyablement serrée et complexe des liaisons financières, des conflits et des complicités, des intérêts croisés ou concurrents qui lient ou opposent entre eux les protagonistes de ces « affaires », ponctuées d'assassinats et de règlements de comptes, qui se confondent avec les sommets de la démocratie chrétienne et de l'État italien.

La pratique généralisée de l'« omerta », les silences réciproques, l'usage perfectionné du « secret de l'instruction », les complicités directes au plus haut niveau de l'appareil judiciaire et policier rendent toute enquête véritable des plus hasardeuse.

Des spécialistes hautement qualifiés, nourris dans le sérail, ont eux-mêmes trébuché : le général Dalla Chiesa, qui s'était fait pendant trois ans une réputation dans la « lutte » contre les « Brigades rouges », arrêtant sur « dénonciations » des centaines de comparses tout en bloquant systématiquement les enquêtes au point où elles risquaient de faire ressortir des complicités fort gênantes, puis « muté » au mois de mars en Sicile pour user probablement des mêmes méthodes « contre » la Mafia, n'a pu éviter sa propre exécution six mois plus tard. Il avait commencé à examiner les comptes bancaires de la petite ville de Trapani, quelques dizaines de milliers d'habitants en Sicile occidentale, dont le solde créditeur total est, dit-on, supérieur à celui de la principale place financière de la péninsule, Milan. Indiscrétion fatale...

Mais il ne suffit pas de liquider les enquêteurs curieux et les témoins gênants. L'État bourgeois ne peut être géré comme une sorte de « syndicat du crime », même s'il lui emprunte chaque fois que nécessaire — et à bénéfices mutuels — ses hommes et ses méthodes.

Il faut savoir ne pas aller trop loin, car pour reprendre l'avertissement des évêques, « nul ne peut s'arroger le droit de manipuler le scandale comme une arme d'affir-

mation personnelle ou d'approche du pouvoir »...

C'est probablement ce qui a coûté la vie au banquier Roberto Calvi, président du Banco Ambrosiano, l'un des principaux piliers de la finance catholique, dont l'assassinat à peine camouflé en suicide remonte à juin dernier.

Le Banco Ambrosiano avait accédé sous la direction de Calvi, avec le soutien direct du Vatican et en utilisant les multiples complications liées à l'appartenance de Calvi à la célèbre loge maçonnique « Propaganda Due », au statut de première institution financière privée en Italie. Il avait notamment absorbé plusieurs banques catholiques de moindre importance, dont la Banca Cattolica del Veneto, grâce à l'aide de l'Institut pour les œuvres de religion (IOR), la Banque du Vatican, déjà dirigée, à l'époque, par le célèbre prélat-financier américain Marcinkus. Le cardinal-archevêque de Venise Albino Luciani s'était alors violemment opposé à Mgr Marcinkus. Ce dernier devait l'expulser purement et simplement de son bureau avec ce mot : « Mêlez-vous de ce qui vous regarde ! »

Un an plus tard, le cardinal Luciani devenait pape sous le nom de Jean Paul 1^{er}, pour trois brèves semaines, brutalement interrompues par sa mort subite, le 29 septembre 1978...

Honni soit qui mal y pense...

Pendant cinq ans, le Banco Ambrosiano allait connaître une progression fulgurante, en étroite collaboration avec l'IOR. Les multiples opérations financières qui convergeaient sur le Banco Ambrosiano exigeaient doigté et discrétion.

D'énormes capitaux, provenant notamment de la spéculation immobilière mais aussi des opérations de la Mafia et du trafic de la drogue que l'Honorable Société contrôle entre l'Europe et les USA, devaient être recyclés proprement, et à l'étranger.

Il fallait de plus échapper aux investigations toujours possibles — malgré les nombreuses complaisances dont jouissait l'Ambrosiano — des services d'inspection de la Banque d'Italie. D'où l'idée de transférer la propriété de l'Ambrosiano à l'étranger, l'IOR et Calvi restant bien entendu aux commandes.

Le mécanisme de l'opération était fort simple : des sociétés financières fictives, filiales de l'Ambrosiano et de l'IOR, domiciliées principalement à Panama, au Luxembourg, en Suisse, rachetaient les actions de l'Ambrosiano. Pour ce faire, elles allaient emprunter la coquette somme de 1 400 millions de dollars (près de 10 milliards de francs) sur le marché de l'euro-dollar, avec la garantie de l'IOR.

Mais l'opération allait être bloquée par la Banque d'Italie, et l'Ambrosiano sommée de rembourser les 1,4 milliards de dollars empruntés par ses filiales. Marcinkus refusant d'honorer les engagements de l'IOR pour une opération désormais condamnée, c'était l'écroulement.

Une « opération compliquée »

Selon sa veuve Clara, Calvi s'était rendu à Londres pour négocier in extremis la reprise de la garantie de l'IOR par l'Opus Dei (1) :

« Il s'agissait, explique Mme Calvi, d'une opération compliquée. En échange de son aide, l'Opus Dei demandait des pouvoirs précis au Vatican, par exemple dans la formulation de la stratégie à l'égard des pays communistes et des pays du tiers monde (...). Comment exclure que Roberto ait été assassiné pour l'empêcher de mener à terme un projet conservateur, comme celui envisagé par l'Opus Dei ? » (Interview à La Stampa, 8 octobre.)

Toujours selon sa veuve, le franc-maçon Calvi aurait été reçu au début de l'année par le pape lui-même, qui lui aurait demandé de prendre en charge les finances du Vatican « pour les remettre en ordre »...

Qu'il y ait eu ou non, par Calvi interposé, tentative de prise de contrôle de l'Opus Dei sur les finances et la diplomatie du Vatican, il n'en reste pas moins que Calvi a été retrouvé pendu sous un pont de Londres et que le Saint-Siège, fort de l'avis de trois « experts » nommés par le cardinal secrétaire d'État Casaroli (2), refuse d'honorer les engagements de Mgr Marcinkus.

La Banque d'Italie refusant également de son côté de prendre en charge les dettes de Calvi et se retournant contre l'IOR, l'affaire se développe aujourd'hui sur le double plan d'un sérieux conflit international entre banques quant à la responsabilité de la Banque centrale d'un pays en cas de faillite d'une banque agissant en principe sous son contrôle, et d'un non moins sérieux conflit entre le gouvernement italien et le Vatican, récemment mis en cause par le ministre du Trésor Andreatta.

Un carrefour de trafics

Elle lève, pour la première fois peut-être, un coin du voile sur les finances du Vatican, véritable paradis fiscal au service des possédants de la péninsule en mal d'évasion de toutes sortes, et semble-t-il désormais établi, relais essentiel dans le « recyclage » des capitaux de la Mafia et du commerce de la drogue.

Puissante institution financière échappant à tout contrôle et totalement libre de ses mouvements à l'échelle mondiale, le Vatican exerce ainsi aujourd'hui un pouvoir « temporel » bien plus considérable, à coup sûr, que celui qui était le

sien jusqu'en 1870, au temps de la Rome des papes.

Protégé par le Concordat et les Traités du Latran, jouissant de l'extra-territorialité et de tous les privilèges d'un État souverain, relayé en Italie même par le puissant parti cléricale autour duquel s'est regroupée toute la classe bourgeoise, le Vatican demeure, au service de l'impérialisme, une considérable puissance nationale et mondiale.

L'affaire Calvi-Marcinkus souligne une fois de plus le caractère central du combat, en Italie, notamment, pour la séparation totale de l'Église et de l'État, pour la dénonciation immédiate et unilatérale du Concordat et des Traités du Latran.

R. Clément.

(1) Puissante association d'intérêts catholiques basée en Espagne, mais aux multiples ramifications internationales (en France, la famille Giscard d'Estaing). Constituée sous la protection personnelle de Franco, elle rassemble secrètement prêtres et laïcs sous le drapeau de la « croisade contre le communisme ». L'Opus Dei pénètre notamment les milieux patronaux, et son représentant en France est un salarié du CNPF. Puissance financière considérable au travers d'un important réseau de banques et d'entreprises contrôlées, l'Opus a survécu au scandale financier Matesa (1969), qui a entre autres conséquences entraîné l'assassinat de De Broglie en France. Elle s'oppose à l'orientation jugée « gauchiste » de l'ordre des Jésuites, et à la ligne d'« ouverture à l'Est » incarnée au Vatican par le secrétaire d'État Casaroli.

Se reporter sur ces points à l'excellent dossier publié par l'hebdomadaire français *Le Canard enchaîné*, sous le titre « Le Vatican clef en main ».

(2) Parmi ces « experts », un banquier nommé Philippe de Weck, ancien président de l'Union des Banques suisses, et à ce titre spécialiste mondial de la dissimulation fiscale et de l'évasion de capitaux. Il a dit : « Rien n'oblige l'IOR à payer... » Pardi !



Mgr Marcinkus.



Le banquier R. Calvi.



IV^e INTERNATIONALE

Centre international de reconstruction

ALLEMAGNE

L'ORGANISATION socialiste internationaliste (OSI) du Brésil a réalisé sa deuxième conférence fin septembre. Elle s'inscrit dans l'approfondissement de l'effort politique de l'OSI dans son intervention aux élections qui ont été fixées par le gouvernement pour le 15 novembre 1982.

Sur la signification des élections dans le cadre de la dictature qui existe au Brésil, la résolution de la conférence explique notamment :

« 1. Comprendre le contenu du plan d'« ouverture », c'est comprendre la crise de la dictature militaire au Brésil.

Parce que c'est la crise des institutions de l'Etat moulées par la dictature depuis 1964, institutions ébranlées par le mouvement des masses, qui a obligé le régime militaire à une

série de « réformes » visant à se préserver. Le régime tente de présenter ce processus politique comme une ouverture démocratique. De fait, il s'agit d'un recul, quelquefois désordonné, face au mouvement des masses lui-même. Mais le caractère général de ce recul, qui implique des concessions sur lesquelles les masses cherchent à s'appuyer, n'annule pas le caractère contre-révolutionnaire de l'« ouverture », processus par lequel le régime cherche à élargir ses bases de soutien.

2. En particulier, un élément central de ce plan est l'intégration ouverte du PCB (parti stalinien au Brésil) dans le dispositif des forces politiques de soutien du régime. La force des baïonnettes, en crise, n'est plus capable de le maintenir. La collaboration active du PCB — sur le plan politique, par le soutien au jeu des partis officiels, et sur le plan syndical par la préservation de la structure syndicale — devient indispensable.

Cette position sur le caractère de l'« ouverture » du régime militaire est

à la base du combat contre la politique du PCB de soutien aux partis bourgeois et à la dictature, et permet de définir la participation de l'OSI dans la campagne de soutien aux candidats du Parti des travailleurs (...).

Notre intervention dans ces élections tente d'en faire un point d'appui pour aider les masses à en finir avec la dictature. Et la dictature ne va pas finir par la voie du collège électoral en 1984. L'élection d'éven-

tuels gouverneurs d'Etat ou municipaux du PT ne représente pas non plus la fin de la dictature (bien que ce puisse être un point d'appui pour les masses pour en finir avec elle).

La fin de la dictature militaire passe par l'affirmation de volonté souveraine des masses d'en finir avec elle et qui est le contenu du vote PT, en particulier du mot d'ordre « Lula gouverneur ». Et la perspective de l'Assemblée constituante est un instrument de mobilisation révolutionnaire des masses pour en finir avec

elle, durant ou après les élections (...).

La lutte pour le vote massif pour le PT dans les principaux centres ouvriers, mais aussi dans des centres importants du mouvement paysan, est la lutte pour le rejet de l'ouverture de Figueiredo par plusieurs secteurs décisifs du prolétariat et des masses, pour rompre ainsi avec la politique du PCB de soutien de l'ordre, représentant donc un dur coup dans le fragile équilibre sur lequel reposent les institutions. »

BRESIL

LA fin du gouvernement de coalition SPD-libéraux de Schmidt a marqué une nouvelle étape de la situation politique en Allemagne. Dans la déclaration du comité central de l'ISA (section allemande de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », on peut lire notamment :

« (...) Le gouvernement Kohl, Zimmermann, Genscher/Lambsdorff est un gouvernement de crise avec un caractère provisoire. Bien-tôt, il concentrera contre lui l'hostilité de tous. Il existe grâce à la politique de capitulation pratiquée par Helmut Schmidt, et non comme résultat d'une quelconque défaite du prolétariat, soit sur le plan électoral, soit sur celui de la lutte des classes.

Tout au contraire, la formation de ce gouvernement a donné l'occasion

d'une grande mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse en général et aussi dans la bataille électorale dans le Hesse. Grâce à la formation de ce gouvernement, il y a eu la fuite en avant du FDP qui, face à la polarisation — mortelle pour lui — des classes vers la gauche, prépare en quelque sorte son auto-destruction (...).

Face aux nouveaux développements de la situation politique, la centrale syndicale allemande, le DGB, a appelé à des manifestations pour le 23 et le 30 octobre.

Et l'éditorial du Sozialistische Arbeiterzeitung conclut, en faisant l'analyse des nouveaux combats de classe qui sont en cours :

« (...) Des syndicalistes conséquents, des travailleurs membres du SPD, des travailleurs et des jeunes ont tiré les enseignements des derniers événements. Un vrai renouvellement du mouvement ouvrier et de ses organisations ne peut se réaliser que sur le terrain de la rupture avec le capital et ses partis, que par

l'organisation indépendante du peuple-travailleur et de la jeunesse, et le combat pour ses propres intérêts.

Ces forces ont déjà pris en main le combat pour les 23 et 30 octobre, alors que les responsables des syndicats du SPD hésitent et freinent toute mobilisation. Cet obstacle doit être surmonté.

L'unité de la classe ouvrière et de la jeunesse est nécessaire contre le gouvernement Kohl. Elle doit se réaliser dans les manifestations des 23 et 30 octobre pour affirmer :

Le combat contre le chômage commence par le combat contre chaque licenciement.

A bas le blocage des salaires ! Pas de perte de pouvoir d'achat !

Le gouvernement n'a aucune légitimité démocratique pour décider un budget ! A bas le budget qui est un diktat des banques et des trusts contre le peuple travailleur et la jeunesse !

Bas les pattes devant les droits syndicaux, devant les libertés et droits démocratiques ! »

ESPAGNE

Ce numéro de *Tribune internationale - La Vérité* est sous presse à la veille des élections en Espagne. Nous reviendrons dans le prochain numéro sur la situation en Espagne et sur l'activité du Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI) qui a déployé une large activité à l'occasion de la campagne électorale, bien qu'il ne soit pas encore légalisé. Nous publions ci-dessous quelques extraits du « Manifeste » diffusé pendant la campagne.

Pour la République, pour que la majorité ouvrière se constitue pouvoir souverain

« La crise de l'Etat franquiste, la division dans les rangs ouvriers, les pactes et consensus pour maintenir au pouvoir les gouvernements successifs de l'UCD, le marchandage aux Cortes fait au nom de la « démocratie » ont conduit à la tentative de coup militaire du 23 février.

L'unité ouvrière est la condition pour défendre les salaires, le travail, les droits et libertés démocratiques arrachés. Contre le gouvernement de l'UCD, la menace putschiste et l'offensive patronale, il n'y a pas d'autre réponse que la mobilisation unitaire et générale. Exprimer cette aspiration, 7 000 travailleurs et jeunes ont adressé une lettre ouverte à Felipe Gonzalez et Santiago Carrillo en les appelant à faire l'unité pour balayer l'UCD.

L'unité du PSOE, du PCE, des CCOO et de l'UGT, l'unité ouvrière, est la condition indispensable pour en finir avec les pactes sociaux, avec les LOAPA, avec les LAU. Les travailleurs, les paysans, les jeunes ont dit par tous les moyens aux dirigeants : aucun pacte, aucun accord avec les franquistes.

Avec la lutte pour l'unité pour la mobilisation et la grève générale, la majorité lutte pour la défaite de toutes les cliques franquistes.

Toute tentative pour prolonger artificiellement le gouvernement de Calvo Sotelo et ses Cortes a connu un échec fracassant.

La dislocation de l'UCD — parti de la monarchie — a précipité la convocation des élections.

Face aux élections anticipées, les candidatures d'ouvriers socialistes internationalistes, qui combattent pour la République, pour la majorité absolue de députés ouvriers aux Cortes, pour que les députés du PSOE, du PCE et tous ceux qui se réclament des intérêts ouvriers et des nationalités se déclarent unique pouvoir constitué, en repoussant toute intromission des lois et institutions de l'Etat. C'est-à-dire qu'ils se constituent en Cortes souveraines avec pleins pouvoirs en élisant un gouvernement dont les travailleurs et les peuples exigeront l'accomplissement de leurs revendications et aspirations. Gouvernement ouvrier dont devraient faire partie les organisations les plus représentatives, appuyées sur les mobilisations unitaires.

Les dirigeants du PSOE réclament pour eux la formation d'un gouvernement autour du PSOE. Cependant, ils introduisent des franquistes dans leurs listes, comme l'ex-ministre Ordofez et son groupe (PAD), et ils se préparent un gouvernement avec Suarez et Ordofez. Nous, les socialistes révolutionnaires, nous sommes prêts à soutenir la formation d'un gouvernement PSOE sans franquistes ni bourgeois si le PSOE obtient la majorité absolue de députés, c'est-à-dire si c'est là la volonté de masses comme c'est arrivé le 23 mai en Andalousie. »

SENEGAL

EN s'appuyant sur le développement de la lutte des classes au Sénégal, nos camarades de la Ligue communiste des travailleurs (LCT) ont arraché avec leur combat la légalisation de leur organisation au mois de juillet de cette année. Face à la perspective d'élections générales et présidentielles, la LCT a lancé un appel dont voici quelques extraits :

« En février 1978, le peuple sénégalais a exprimé un rejet massif et sans appel des institutions sénégalaises sous la forme d'un boycott massif des élections présidentielle et législatives. Le 26 février 1978, 65 % du corps électoral a refusé de participer à la mascarade électorale organisée par Senghor pour faire plébisciter sa Constitution antidémocratique qui institutionnalisait la fermeture des portes de la démocratie (...).

Abdou Diouf, qui est l'héritier et l'ardent défenseur des institutions sénégalaises haïes et rejetées par les masses, tente de confisquer cette victoire ; il sait qu'il ne doit d'occuper le fauteuil présidentiel que grâce à une disposition de la Constitution qui rappelle les vieilles monarchies les plus réactionnaires. Il sait que les institutions sur lesquelles il s'appuie ont été frappées d'illégitimité

par le peuple sénégalais en 1978. Il sait qu'il est lui-même illégitime parce que n'ayant été élu par personne.

En faisant voter aujourd'hui par une minorité d'une Assemblée nationale elle-même minoritaire et illégitime un code électoral antidémocratique qui interdit la coalition entre partis et empêche la majorité des jeunes et des militaires de voter, Abdou Diouf prépare donc avec sérieux et esprit de suite les élections de 1983, en vue de se maintenir au pouvoir contre la volonté populaire (...).

La LCT n'est pas électoraliste. La LCT est pour la révolution prolétarienne. La LCT est pour l'abolition de la société de classes par les méthodes propres de lutte du prolétariat et des masses opprimées. La LCT a montré à travers sa participation à la grève des lycéens et collégiens (qui lui a valu les foudres du gouvernement) qu'elle ne choisit pas a priori la façon dont les masses vont s'y prendre pour en finir avec Abdou Diouf et son régime. La LCT a montré qu'elle est prête à participer à toutes les luttes des travailleurs et jeunes, quel que soit le terrain sur lequel elles se situent.

Tous les partis d'opposition le disent et tout le monde le sait, il y a nécessité de changement, il y a nécessité d'appliquer une autre politique, une politique conforme aux besoins des masses populaires de ce pays. Tout le monde en est convaincu, il ne peut y avoir de changement avec Abdou Diouf au pouvoir. Abdou Diouf, par plus d'une décennie de présence aux plus hau-

tes responsabilités de l'Etat, a fait la démonstration pratique que la seule politique qu'il est capable de mener est celle conforme aux intérêts de l'impérialisme et des patrons au détriment des besoins les plus pressants des travailleurs et des jeunes.

L'expérience de tous les jours l'a montré, vouloir aller à la bataille en ordre dispersé, c'est vouloir être battu tous ensemble. C'est pourquoi, face à l'aspiration des travailleurs et des jeunes de ce pays qui est de battre Abdou Diouf et de faire son régime, il ne peut y avoir aucun préalable de programme d'aucune sorte.

Car, tout le monde le sait, aucun programme autre que celui d'Abdou Diouf ne peut être appliqué si ce dernier n'est pas chassé du pouvoir. C'est là le préalable à tout. La seule discussion admissible aujourd'hui, c'est comment faire pour défaire Abdou Diouf et son régime de misère sociale.

Pour sa part, la LCT pense qu'il y a possibilité pour les masses de battre Abdou Diouf face aux prochaines échéances électorales de 1983. La voie, c'est que tous les partis qui se réclament des masses et de leur combat se rencontrent pour désigner un seul candidat, un candidat unique qui va affronter Abdou Diouf.

Nul doute que si cela se réalisait, Abdou Diouf serait battu. La voie serait alors ouverte pour qu'une autre politique, une politique conforme aux aspirations des travailleurs et jeunes, soit appliquée (...).

UNE BROCHURE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

« La LCR à la croisée des chemins »

Le Parti communiste internationaliste (section française de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ») vient de publier une brochure de Daniel Seldjouk, membre de son comité central, intitulée « La LCR à la croisée des chemins : ouvrons la discussion. » La présentation de cette brochure a parfaitement sa place dans les colonnes de *Tribune internationale - La Vérité* et dans cette rubrique, car elle constitue un élément d'importance du débat entre organisations qui se réclament de la IV^e Internationale et de son programme.

COMME l'explique l'introduction de cette brochure : « Sur cette voie (celle de la construction du parti révolutionnaire du prolétariat français), l'existence d'autres organisations, telles la Ligue communiste révolutionnaire, qui se réclament également de la IV^e Internationale, intervient comme un obstacle. Certes, cette division entre les forces qui se réclament du trotskysme n'est pas récente : elle remonte à plus de trente ans. Mais dans une situation caractérisée par la perspective de la crise révolutionnaire qui vient, où la construction du parti révolutionnaire concentre l'issue de tout, aucun effort ne doit être épargné pour explorer jusqu'au bout les possibilités de surmonter la dispersion des militants qui inscrivent leur combat sous le drapeau de la IV^e Internationale. »

Dans ce cadre, et au-delà d'une vaine polémique, l'étude de D. Seldjouk s'attache à analyser, dans leur relation avec la lutte des classes — et au regard du but proclamé par la LCR, constituer un parti révolutionnaire —, les divergences réelles qui opposent la LCR et le PCI.

La LCR et le Front populaire

Une première partie — sur laquelle nous reviendrons ultérieurement dans *Tribune internationale - La Vérité* — est consacrée à ce qu'on pourrait appeler la politique « intérieure » de la LCR, c'est-à-dire son attitude à l'égard du gouvernement de front populaire. Les différents chapitres traitent de la notion selon laquelle ce que la LCR définit comme l'« extrême-gauche » serait la « troisième composante » de la majorité présidentielle, c'est-à-dire d'une « majorité de collaboration de classes » ; du front populaire présenté comme une forme de réalisation de l'unité ouvrière, de la « préférence » accordée au PCF, etc. Pour ne prendre qu'un exemple — et qui souligne le contenu international de ce débat — le 5 juin 1981, *Rouge*, hebdomadaire de la LCR, écrit : « Il faut un gouvernement du PS et du PCF. C'est la volonté des millions de travailleurs qui ont voté contre la droite le 10 mai. » Parfait. Mais *Rouge* enchaîne : « Alors, pourquoi n'y a-t-il aucun ministre communiste dans le premier gouvernement ? »

Comme le note le camarade Seldjouk : « Faut-il comprendre que pour la LCR, l'entrée de ministres PCF dans le premier gouvernement Mauroy — lequel comprend des ministres radicaux et gaullistes, répétons-le — aurait suffi à le transformer en gouvernement du PS et du PCF ? » En d'autres termes, le second gouvernement présidé par Mauroy, qui inclut quatre ministres du PCF, serait-il — du

point de vue des intérêts de la classe ouvrière — un « meilleur gouvernement » ?

A propos de la Pologne

Dans sa deuxième partie, la brochure aborde certains aspects de la politique internationale de la LCR et de l'orientation du Secrétariat unifié dont elle est la section française. Nous reproduisons ici quelques extraits du chapitre consacré à la révolution politique en Pologne :

« Dès les premières semaines de la révolution politique en Pologne, le processus de dislocation du POUP s'est engagé. Rapidement, les cartes se déchirent par milliers dans les usines, des organisations entières du POUP disparaissent, le parti stalinien se vide progressivement de sa substance. Dans ce processus de dislocation, apparaissent des regroupements, des "clubs", dont certains nourrissent l'illusion d'une "réforme" possible du POUP. C'est le moment précis que Cyril Smuga, spécialiste des questions polonaises dans *Rouge*, choisit pour faire cette étonnante découverte :

« Le POUP n'est pas une expression pure et simple de la bureaucratie. » (1)

Et pour préciser : « Le POUP se voit ainsi traversé par le même conflit que celui qui oppose, à l'échelle de la société tout entière, la classe ouvrière et ses alliés à la bureaucratie. »

D'instrument de la contre-révolution bureaucratique, le POUP devient ainsi, sous la plume de Smuga, le terrain de l'affrontement entre révolution et contre-révolution, un enjeu de la lutte entre bureaucratie et prolétariat. Du coup, bien évidemment, la LCR et le SU sont amenés à subordonner l'issue de la révolution polonaise au dénouement des conflits internes au POUP. Il écrit par exemple dans *Inprecor* (2) :

« L'opposition au sein du POUP est maintenant une réalité. L'avenir de la révolution politique dépendra en grande partie de la capacité de l'aile marchante de l'opposition (au sein du POUP - NDLR) à se tourner vers *Solidarité*. »

Bien sûr, toute cette politique s'opère sous couvert, formellement, de la construction d'une section polonaise de la IV^e Internationale. Il reste qu'en avril 1981, pratiquement, la LCR fait dépendre l'avenir de la révolution polonaise non plus des masses et de la capacité de ceux qui défendent le programme de la IV^e Internationale à œuvrer à la construction d'un parti ouvrier, mais des phénomènes internes au POUP, lesquels n'auront constitué qu'un élément — ni déterminant, ni durable — de la situation (3).

Ainsi donc, se dessine l'application polonaise de la ligne "substitutive" dont nous avons vu précé-



demment la matérialisation en France. Sous une référence formelle à la nécessité de construire un parti sur le programme de la IV^e Internationale, l'orientation mise en œuvre consiste à s'en remettre à d'autres pour résoudre la question de la construction d'un parti. D'ailleurs, après avoir d'abord placé ses espoirs dans les développements internes au POUP, la LCR a ensuite élargi son champ d'investigation :

« Il faut entamer un débat national, programmatique, idéologique et politique dans le cadre de la préparation d'un congrès réellement démocratique de *Solidarité*, et avancer dans l'unité d'action à l'échelle nationale entre toutes les forces radicales militantes et la gauche au sein de *Solidarité* — y compris les forces oppositionnelles au sein du POUP. Dans ce débat, qui devrait permettre de mettre en avant les premières réponses pour résoudre la crise économique actuelle, la gauche, les éléments radicaux et militants, les oppositionnels de gauche au sein du PC doivent tenter de formuler un programme concret de contrôle ouvrier, d'autogestion ouvrière et de pouvoir ouvrier, un programme autour duquel des millions d'ouvriers et de paysans pourraient se rallier », affirme par exemple une résolution du SU au début de 1981 (4), qui précise :

« A condition que la gauche s'unisse, elle peut entraîner l'écrasante majorité des travailleurs et des paysans pauvres dans une lutte résolue contre l'offensive entamée par la bureaucratie. »

Certes, un parti révolutionnaire ne saurait tomber du ciel. Bien évidemment, sa construction en Pologne ne peut s'opérer qu'en s'appuyant sur les éléments prolétaires les plus avancés, tout particulièrement au sein de *Solidarité* et, même, en attirant des éléments issus

de la dislocation du POUP. Mais, par définition, tant que ces militants ne sont pas regroupés en un parti, ils véhiculent nécessairement nombre d'illusions, de confusions, tout particulièrement au sujet d'une hypothétique démocratisation du POUP ou du système stalinien. Dès lors, s'en remettre à ces éléments, à ces militants, pour qu'eux accomplissent — on ne sait par quel miracle — le chemin qui mène à la construction d'un parti authentiquement prolétarien, c'est, en réalité, abdiquer toute prétention à construire un parti. »

« Qui dirige le Secrétariat unifié ? »

Dans sa dernière partie, la brochure du camarade Seldjouk débouche sur la question « Qui dirige le Secrétariat unifié ? », question qui se posait à propos des positions du SWP des Etats-Unis dans le précédent numéro de *Tribune internationale - La Vérité*.

Un nouveau rebondissement repose cette question avec une acuité toute particulière. La presse de la LCR avait donné un large écho à une prise de position commune de la LCR, de la section italienne du SU et du SWP contre l'envoi au Liban de contingents américain, français et italien. Or, depuis le 15 octobre, les lecteurs du *Militant*, l'hebdomadaire du SWP, savent ce qu'à la date du 23 octobre ceux de *Rouge* ignorent : à savoir que le SWP désavoue ce texte « commun », attribuant la présence de sa signature à une erreur « rédactionnelle » (sic).

Il n'est pas sans intérêt de constater quels sont les motifs pour lesquels le SWP désavoue ce texte. Ils se concentrent dans l'accusation lancée contre ce texte de laisser entendre que ce fut une erreur de la

direction de l'OLP que d'avoir cautionné la présence de la « force multinationale » et, pour le SWP, une telle appréciation dégage la responsabilité des forces armées israéliennes et de leurs supplétifs phalangistes !

Ce qui est une bien curieuse argumentation, pour le moins.

Il demeure que ce plus récent incident de parcours indique ce qu'il en est de la prétention du SU à se présenter comme une organisation internationale centralisée. Le document rédigé par le camarade Seldjouk à partir de l'étude de la politique de la LCR montre quelles sont les racines de la crise, de plus en plus difficile à masquer, du Secrétariat unifié.

(1) *Rouge* n° 966, 24 avril 1981.
 (2) *Inprecor* n° 100, 27 avril 1981.
 (3) Parce qu'*Informations ouvrières* (n° 998, 2 mai 1981) avait relevé ces propos de Smuga, ce dernier a adressé le 8 mai 1981 une lettre à la rédaction d'*IO*, lui reprochant d'avoir « tronqué » une phrase de son article. Mais, dans la même lettre de mise au point, Cyril Smuga récidive : « L'ampleur de l'opposition au sein du POUP, comme les failles qui y apparaissent, y compris dans l'appareil de la répression (armée, police), démontrent que dans une situation de crise, le mouvement des masses subvertit jusqu'aux piliers du contrôle bureaucratique. Et l'attitude des marxistes révolutionnaires face à ces mouvements ne se réduit pas à leur clamer : il faut détruire le parti. »
 D'un côté, les « piliers » de l'ordre bureaucratique sont « subvertis ». De l'autre, « il ne suffit pas de clamer : il faut détruire le parti ». (Intéressant, soit dit en passant, cette façon qu'a Smuga d'appeler « le parti » l'appareil sanglant de la bureaucratie contre-révolutionnaire...). A trop vouloir prouver...
 (4) Résolution du SU du 1^{er} février 1981, publiée dans *Inprecor* n° 96, 2 mars 1981.

Il y a dix-sept ans... la révolution hongroise

Ce mois d'octobre 1982 marque le 26^e anniversaire de la révolution hongroise de 1956, une date dans l'histoire mondiale. Pour la première fois, à l'échelle d'un pays tout entier soumis depuis dix ans à la tutelle de la bureaucratie du Kremlin, la « révolution politique » sortait des pages du *Programme de transition* et de *La Révolution trahie* et s'inscrivait dans la vie, incarnée par les initiatives, les actions, les combats de millions d'hommes qui n'avaient bien sûr jamais entendu parler de l'un ou l'autre de ces deux textes essentiels à la compréhension du monde contemporain et à l'issue de la crise qui le secoue.

Des courageux militants venant des rangs du PC hongrois, durement secoués par l'aveu, par ses successeurs, des crimes de Staline, s'engagent dans le combat pour la réhabilitation de ses victimes en Hongrie, de Laszlo Rajk en particulier, ancien d'Espagne et de la lutte clandestine, pendu sur l'ordre de Staline et de son agent Rakosi... Des millions de travailleurs et toute une jeunesse ouvrière s'engagent derrière eux.

Ils vont arracher, à travers les tribunes de discussion du cercle Petöfi — sous l'égide des JC — une liberté de parole qui leur était refusée. Ils exigent la réhabilitation et la réintégration dans le parti au pouvoir du seul ministre dont la politique prudemment réformiste leur ait donné le sentiment qu'il était susceptible de tenir compte de leurs revendications, cet Imre Nagy que les disciples de Staline avaient chassé.

Forts de leurs premières victoires, commençant à prendre confiance de leur force après l'hommage de millions d'hommes et de femmes dans le pays tout entier à la cérémonie officielle de l'enterrement de Rajk réhabilité, ils s'émeuvent de la menace qui pèse sur leurs frères de Pologne, qui depuis la grève de juin 1956 à Poznan se mobilisent contre le pouvoir de la bureaucratie, provoquant une crise au sommet, et sur lesquels un avion venu de Moscou vient de débarquer inopinément une cargaison de maréchaux russes, de

secrétaires du parti et de généraux du NKVD.

Ils sont des centaines de milliers qui se rassemblent au pied de la statue du colonel Bem, héros de l'amitié historique entre révolution et indépendance nationale hongroise et polonaise, ce 16 octobre 1956.

Une menace mortelle pour la bureaucratie stalinienne

Que veulent-ils ? Que pensent-ils ? Bien sûr, d'abord et avant tout, clamer à la face du Kremlin leur mot d'ordre « *Bas les pattes devant la Pologne !* » Mais aussi exprimer toutes les revendications que les débats plus ouverts des derniers mois ou des dernières semaines ont fait partout surgir dans un bouillonnement créateur.

Des élections libres, l'abolition des privilèges, la liberté des partis, le droit de créer de véritables syndicats, des conseils ouvriers pour diriger les usines, l'abolition des traités secrets, la réhabilitation de toutes les victimes de Staline, l'ouverture de tous les dossiers, la démocratie, la vérité aussi sans laquelle la démocratie n'est qu'un leurre. Et c'est parce que ce programme est une menace mortelle pour les usurpateurs aux ordres de Staline et de ses successeurs, parce qu'ils savent que toute concession sur ce terrain signifierait leur arrêt de mort, que, quelque part, un « conseiller » soviétique quelconque fait donner l'ordre de tirer sur les dizaines de milliers

de jeunes qui réclament Imre Nagy, devant le Parlement, et « un micro dans la rue », devant l'immeuble de la radio.

Les premiers coups de feu des agents abhorrés de la police politique, les « Avos », provoquent en quelques heures le soulèvement populaire et l'éclatement du parti et même de la bureaucratie. Le préfet de police de Budapest, Sandor Kopácsi, après des années en prison, a raconté dans ses souvenirs comment son refus de faire tirer sur les travailleurs l'a finalement conduit à leurs côtés. Le monde entier a suivi avec admiration le passage dans les rangs des insurgés, dont il prit le commandement militaire, du jeune colonel Maleter, chargé de les écraser avec son unité de chars d'assaut et qui entraîna avec lui ses hommes. Les journalistes hongrois et étrangers ont décrit dans des reportages inoubliables les scènes de la rue, l'armement des ouvriers par les soldats, la mutinerie des hommes et des cadres de la Honved, un soulèvement national qui exprime les aspirations de la société et brise le parti, réduit à sa plus simple expression de couverture de la police politique.

C'est la classe ouvrière qui s'exprime

Le déroulement de l'insurrection, la résistance à l'intervention russe vont faire une autre démonstration de grande portée : comme en Pologne aujourd'hui, c'est la classe ouvrière qui s'exprime au nom de l'ensemble de la société qu'elle représente, c'est elle qui constitue la « classe révolutionnaire » qui exprime les revendications concrètes, pour la première fois à l'échelle d'un pays, un programme de « révolution politique », marqué par l'attachement des travailleurs à la propriété sociale et aux conquêtes nées de la destruction du capitalisme et leur volonté de prendre et d'exercer le pouvoir que les bureaucraties usurpateurs exercent en leur nom et contre eux. La terrible vague de répression qui suit la seconde intervention russe place la direction de la résistance nationale hongroise entre les mains des conseils ouvriers élus dans les usines, les bureaux, les mines.

Le conseil central du Grand-Budapest

Le conseil central du Grand-Budapest, pendant presque deux mois, constitue la direction reconnue des travailleurs en grève, le porte-drapeau du peuple soulevé. Ses dirigeants, le jeune ouvrier Sandor Rácz et le vétéran socialiste Sandor Bali, sont les interlocuteurs des Russes quand ces derniers comprennent que la force brutale doit être matée de ruse et de négociation, ceux aussi de Kádár quand celui-ci, piégé par les Russes à la tête du gouvernement hongrois, cherche désespérément une légitimité aux yeux de ses compatriotes.

Ce sont les chars russes qui empêchent la tenue de la conférence nationale des conseils ouvriers, les policiers russes qui vont opérer l'arrestation de Rácz et Bali et de l'ensemble des dirigeants et animateurs de la grève et de la résistance ouvrière.

Dans la Hongrie de 1956, face aux conseils (soviets) de la classe ouvrière, porte-parole et dirigeants reconnus de la société entière, c'est l'armée étrangère d'occupation, plus que la poignée de voyous et de dévoyés de la police politique, qui constitue le facteur déterminant permettant à la bureaucratie mise en place par Moscou de conserver le pouvoir et de détruire les soviets (conseils) hongrois.

Le mouvement de masses qui a frappé, au cours des mois d'été, les trois coups de la révolution hongroise, cheminait souterrainement depuis des années. Mais ce que l'on a appelé la « déstalinisation » — la dénonciation par Khrouchtchev de certains crimes de Staline — lui avait permis de prendre son élan, en fissurant l'appareil et en ouvrant une brèche dans le système totalitaire de gouvernement.

Il n'en est que plus significatif que ce soient les « déstalinisateurs », Nikita Khrouchtchev en tête, qui aient non seulement pris la tête de la campagne de mensonges et d'appels au meurtre menée par les partis communistes du monde entier — PCF en tête —, mais assumé directement la responsabilité d'une répression féroce et notamment des assassinats judiciaires des dirigeants de parti qui avaient commis le crime de se montrer sensibles à la pression des masses.

L'exécution d'Imre Nagy et de ses compagnons de captivité, l'officier communiste Maleter, le vétéran Szilagy, le grand journaliste Miklos Gimes — tous coupables d'avoir, au moment décisif, choisi de ne pas être avec les fusilleurs en habit de « communistes » —, démontrent de façon irréfutable le caractère profondément stalinien des successeurs de Staline qui n'avaient consenti à regret à sacrifier la mémoire de l'homme que pour sauver le système auquel il a légitimement laissé son nom : le stalinisme.

Il est d'ailleurs intéressant de relever à ce propos l'étendue de la purge qui a frappé alors dans nombre de partis, et notamment le PC italien, les militants indignés, voire simplement troublés par la lutte anti-ouvrière et anti-soviétique des dirigeants de cette bureaucratie qui prétend parler au nom des travailleurs, du socialisme et des soviets.

En Europe en tout cas, les cadres mêmes qui ont et ont eu à appliquer et à développer dans leur pays la ligne dite de l'« eurocommunisme » avaient été sélectionnés essentiellement sur la base de leur comportement en 1956, c'est-à-dire la « qualité » de leurs appels au meurtre et de leurs calomnies contre les insurgés et combattants de la liberté de Budapest : chacun peut le vérifier en ce qui concerne le PCF.

Un tournant historique

La Révolution hongroise des conseils ouvriers — tel était le titre d'une brochure que j'ai eu l'honneur de rédiger en 1957, sous le pseudonyme de François Manuel, comme numéro spécial de *La Vérité* — a marqué en tout cas le signal d'un tournant historique.

Après l'éclair de 1953 dans les villes industrielles de la zone d'occupation allemande, c'est l'irruption des masses travailleuses au premier

plan de l'histoire politique, pour la première fois à une telle échelle et sur tant de semaines dans un pays où les capitalistes ont été expropriés, mais où le pouvoir a été confisqué par une bureaucratie aux ordres du Kremlin.

Les conséquences de cette expérience dans la conscience du mouvement ouvrier mondial ne pouvaient se faire sentir qu'à long terme, mais elles sont pleinement visibles aujourd'hui.

En 1956, les ouvriers français ne sont pas descendus dans la rue pour affirmer leur solidarité avec leurs camarades hongrois soulevés, et certains sont allés défendre les locaux du PCF, attaqués pour la circonstance par les ennemis de la liberté qui saisissaient le prétexte hongrois pour tenter de frapper la classe ouvrière.

Mais l'enseignement de Budapest n'a pas été vain et les réactions de solidarité de la classe ouvrière française avec le combat des ouvriers polonais et de *Solidarność* depuis 1980 en attestent. La roue de l'histoire a tourné et il n'est plus possible aujourd'hui de seulement tenter de faire croire aux ouvriers français que les travailleurs polonais veulent des capitalistes à la tête de leurs usines et des seigneurs sur les terres agricoles avec des milliers de valets !

L'arrestation du fils de Rajk

Des informations, peu fournies il est vrai, ont traversé les frontières, qui montrent que plus que les autres, les travailleurs d'Europe de l'Est qui connaissent les conditions de vie et le régime que combattent les Polonais, cherchent les voies et les moyens de manifester qu'il s'agit bien du même combat.

Les dépêches de presse ont annoncé que la sécurité hongroise avait, pendant quelques heures, arrêté, avant de le libérer, « M. Lászlo Rajk ». Il s'agit bien du fils de Lászlo Rajk, pendu en 1950 sur ordre de Staline qui fit jeter ses cendres aux quatre vents.

Il s'agit bien du fils de Lászlo Rajk, arraché à sa mère, elle aussi emprisonnée, jeté dans un orphelinat sous un nouveau nom et sommé d'oublier son nom véritable. Il s'agit bien du même enfant qui, en 1956, quand le vent et les rumeurs de la capitale lui apprirent que son père avait été solennellement « réhabilité », alla à son tour revendiquer la restitution de son propre nom, sa propre libération, son retour vers sa mère libérée qui le cherchait depuis des semaines.

Cet enfant, devenu un homme, est celui chez qui l'on peut trouver toutes les publications du *samizdat* hongrois, qui, depuis des années, signe de son nom les protestations contre les atteintes aux libertés sous quelque prétexte qu'elles soient commises, car on n'ose le toucher parce qu'il est le fils de celui dont le nom reste lié au mouvement qui déboucha sur la révolution hongroise...

Que ce Rajk-là ait été arrêté en liaison avec les préparatifs, à Budapest, d'une manifestation de solidarité avec les travailleurs de Pologne, a sans doute un sens beaucoup plus que symbolique.

P. Broué

Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité de rédaction : Gilberto Avelino, Pierre Broué, Humberto Campodonico, Luis Favre, François Forgue, Raul Gomez, Camilo Gonzalez, Miguel Orozco, Ruben Rivera.

Directeur : Pierre Lambert

Rédaction : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 51 695

ISSN 0294 - 3573

Sygm : Achtner - page 2, Grace - page 2, Guichard - page 4, Keler - page 5, Franken - page 5, Pavlovsky - page 10, Nogues - page 12, Bossu - page 14, Agence - page 17, Gamma : Abbas - page 5, Bulka - page 5, Czar - page 5, AP : page 1, AFP : page 3, Ch. Avril : page 19, Vera Lucia : page 7, DR : pages 7, 8, 16 et 17.

ABONNEMENT à Tribune internationale - La Vérité

10 numéros - 1 an

France	pli ouvert 100 F
	pli fermé 150 F
Europe	pli ouvert 100 F
	pli fermé 150 F
Algérie - Amérique - Asie	pli ouvert 150 F
	pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de

Gérard Itis, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris